


SUPERNOVA

revue communiste

N.4 2023



Athena sur terre
Imperialisme français
L'oppression des femmes
L'ukraine est le monde

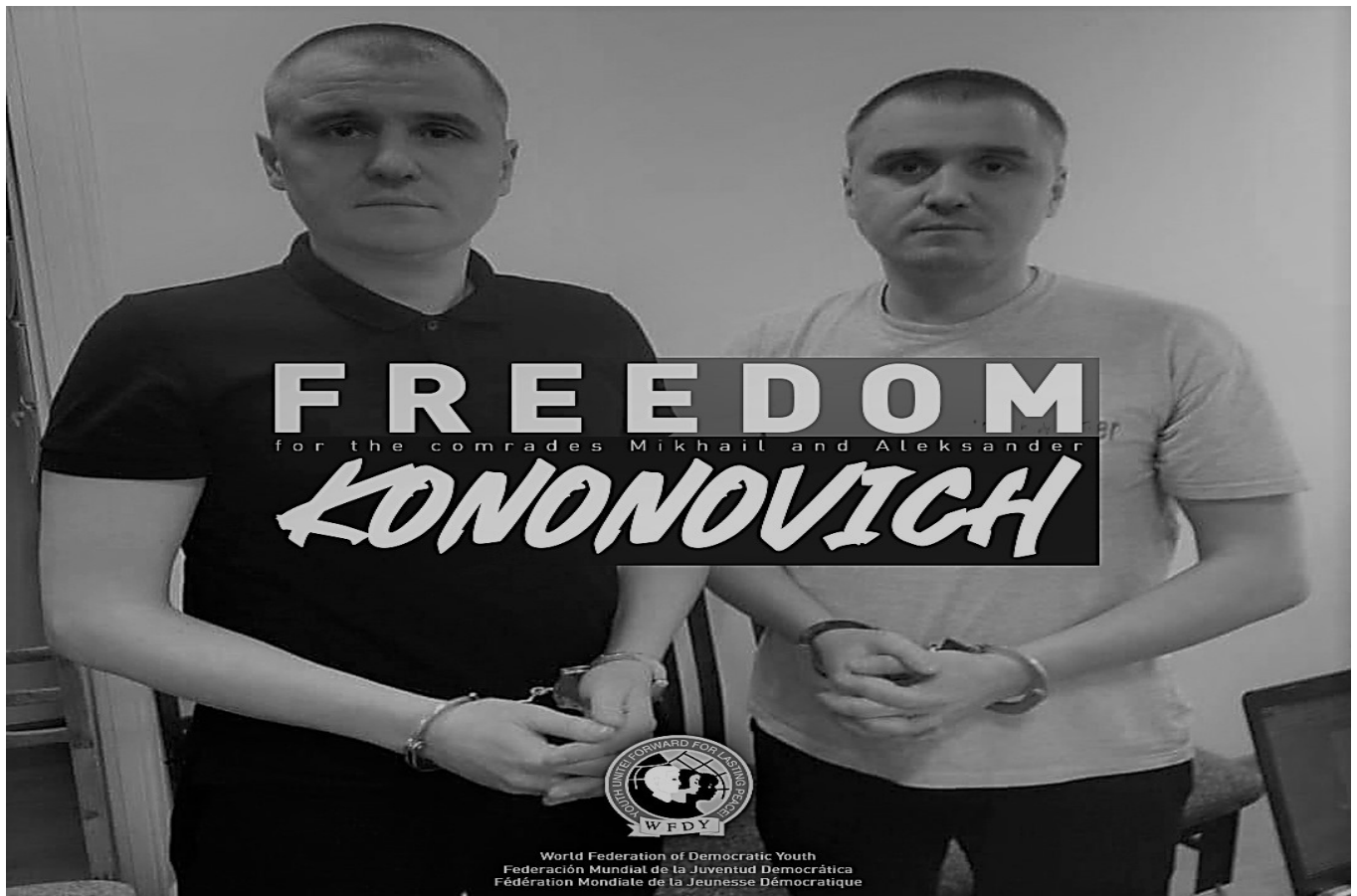
SUPERNOVA, revue communiste

"rêver, mais sérieusement" Lénine

Un magazine de travail et d'organisation entre camarades. Une revue capable de lier la nécessité du parti de classe à l'autonomie prolétarienne. Non pas de manière abstraite, mais dans un contexte urbain et impérialiste. Un outil pour commencer à travailler sur une stratégie et des tactiques appropriées, basées sur le socialisme scientifique.

revuesupernova.blogspot.com
mail: supernovarevue@gmail.com
instagram: ce_supernova

- Athena sur terre (Redaction) 3
- "L'impérialisme" de Lénine (M.G.) 7
- Un an de guerre impérialiste (People's March, India) 12
- L'Ukraine est le monde (A.Z.) 16
- Un coup d'harmattan sur l'impérialisme français (J.S.) 21
- Armée de policiers Police militarisée (U.P.) 24
- Entretien avec des camarades de la revue Antitesi (Italie) 27
- Entre Gilead et OnlyFans: notes sur l'oppression des femmes dans l'impérialisme (Kites, USA) 32
- Sur la dite "Plate-forme mondiale anti-impérialiste" (KKE-Grèce) 38



Athena sur terre

"Y aura-t-il une révolution ou non ? Cela ne dépend pas de nous. Mais nous ferons ce que nous devons faire et ce ne sera jamais en vain" Lénine

Se mesurer sur le plan politique et théorique à la manière dont les communistes doivent s'organiser dans un contexte comme celui d'aujourd'hui est certainement une tâche extrêmement difficile. Par contre, les options qui existent aujourd'hui ne nous semblent pas satisfaisantes et surtout nous pensons qu'elles doivent être révisées à la lumière d'une élaboration et d'une confrontation approfondies. Sur la question de la stratégie du parti (organisation), politique et militaire, il est clair que nous avons un plan théorique et de débat dans le mouvement communiste que nous devons aborder.

Le but de notre élaboration est de saisir les tendances du mouvement communiste qui ont été établies et qui ont encore un caractère de validité et de comprendre, par contre, les éléments qui ont été dépassés et auxquels il est inutile de s'accrocher. Enfin, les éléments que nous considérons comme valables doivent être liés au nouveau contexte dans lequel nous évoluons. Naturellement, nous ne pouvons pas penser trouver une "formule parfaite" à partir de ces réflexions, qui d'ailleurs n'existe pas, mais nous pouvons les utiliser pour comprendre la direction dans laquelle nous devons aller et les mesures à prendre pour adapter les formes actuelles d'organisation aux besoins et, surtout, aux possibilités qui découlent de la réalité. Il est donc central pour nous de comprendre le rôle et le lien entre "le parti" et "l'autonomie du prolétariat", la composition des mouvements de protestation par rapport à l'organisation actuelle du travail et la dimension métropolitaine, les contradictions de la phase impérialiste : guerre, fascisation, multipolarisme, etc.

Nous ne pouvons pas cacher les difficultés d'une telle opération, et nous savons aussi que le résultat n'est pas acquis d'avance, mais si nous ne nous engageons pas dans cette voie, le risque est celui de l'approximation organisationnelle, de la réponse contingente, de la possibilité de brûler des opportunités qui peuvent apparaître à portée de main, mais pour lesquelles nous n'avons pas de "pensée forte" à mettre en œuvre.

Cela nécessite une approche scientifique. Une méthode qui permette d'identifier les tendances de fond et d'aller au-delà des phénomènes apparents. Souvent, ce qui apparaît ne correspond pas à ce qui bouge vraiment, à ce qui remontera inévitablement à la surface. Traduit en termes politiques, cela signifie que les véritables rapports de force ne sont pas ceux qui

apparaissent en surface. Cela vaut pour les classes, pour les fractions de classe, pour les mouvements politiques.

L'impérialisme est la phase suprême et ultime du capitalisme. Une phase où le monopole et la concurrence dominant et où les contradictions sont de plus en plus aiguës. L'impérialisme signifie la guerre, la guerre signifie la militarisation, à la fois contre les différents fronts extérieurs, mais surtout contre son propre front intérieur (contre les masses populaires de son propre pays). Lorsqu'il existe une relation entre la révolution et la contre-révolution. Où la contre-révolution anticipe de manière préventive les mécanismes mêmes de la révolution. Si l'on écoute les généraux français ou certains secteurs des forces de l'ordre, qui parlent de guerre civile et donc de stratégies contre-révolutionnaires, à appliquer en priorité dans les banlieues et pour les manifs et les grèves, il semblerait qu'il y ait déjà un processus révolutionnaire en cours. En réalité c'est la capacité de préemption de la contre-révolution qui maintient un point central pour savoir qui doit avoir le monopole de la violence !

Cela n'enlève rien au fait que la phase impérialiste est multiforme. Et elle peut comporter des moments de connectivité liés à la médiation des conflits, mais il faut toujours tenir compte du contexte transitoire de ces moments. La bourgeoisie, dans toutes ses fractions, avec différentes phases et intensités, utilise toujours la force et la violence, elle change seulement son statut de "potentiel" à "cinétique". La forme démocratique est la collaboration de classe en paroles (le mythe de la participation, les référendums, etc.), le "fascisme" est la collaboration de classe en fait (la centralisation et compression entre économie et politique et le mouvement réactionnaire de masse). Mais les deux expriment en fin de compte la dimension de la dictature et le monopole de la violence par la bourgeoisie impérialiste.

Nous devons considérer l'analyse de l'interaction et de l'interpénétration des stratégies contre-révolutionnaires au niveau mondial comme une clé, en dépassant la fausse opposition entre "eurocentrisme" et "tiers-mondisme". Comprendre quelles fractions de la bourgeoisie s'emparent des mécanismes de commandement actuels, non pas pour sauver un camp, mais pour avoir toujours la capacité d'analyser l'ennemi de manière dialectique et donc scientifique, et d'analyser ses rapports de force et ses conflits réels. En ce sens, agir en France, affronter et combattre l'impérialisme français et sa bourgeoisie reste la première de nos tâches stratégiques. Ce n'est qu'à travers cette lecture que nous pourrions savoir lire la composition actuelle des classes dans les ceintures populaires urbaines et les directives mêmes des secteurs majoritaires de la bourgeoisie française vis-à-vis de leur "front intérieur".

Ces dernières années, la France a été traversée par divers mouvements de protestation, avec des formes, des contenus et des segments sociaux différents. Cependant, ils mettent en évidence un manque de cohésion sur le front intérieur des principaux segments de la bourgeoisie et l'incapacité à "intégrer" de larges pans de la population. Les critiques sur le front intérieur sont diluées par la crise que traverse la France sur le front extérieur en ce qui concerne sa perte d'importance dans la concurrence mondiale. L'érosion de plus en plus rapide de l'influence française en Afrique en est un signe.

Les gilets jaunes étaient un mouvement de protestation populiste impliquant des milliers de personnes, les mécontents de la mondialisation, avec une connotation antifiscale immédiate et une classe moyenne prolétarisée. Le populisme, même dans la multiplicité de ses déclinaisons, a un contenu social précis, une caractérisation de classe définie. Lorsque nous disons que la base sociale du populisme est constituée de ceux qui sont "mécontents de la mondialisation", nous entendons par ce terme des groupes importants qui voient dans le déroulement actuel de tous les effets produits par la "mondialisation" un obstacle et un danger pour leurs propres intérêts, et qui sont capables de rassembler autour d'eux une masse de forces petites-bourgeoises et populaire, affectées et appauvries par ce processus. Cette portion sociale à travers l'Europe a modifié de nombreux équilibres politiques (Grèce, Italie, Espagne, Angleterre etc.....) avec des formes différentes, mais mobilisant le même sujet.

La tentative d'intervention de certains secteurs de la gauche prolétarienne et révolutionnaire au sein de ce mouvement a été variée, et parfois même efficace, bien qu'il soit resté principalement dans les cercles étroits du protectionnisme.

Cependant, il a manqué une vision d'ensemble, un projet politique qui dépasse la logique immédiate du mouvement lui-même.

Chaque mouvement se pense comme le "centre" de tout, la capacité du sujet politique (l'organisation révolutionnaire, le parti) est d'intervenir dans des situations hybrides, et de donner une perspective plus large au "mouvement" lui-même. Le rôle des communistes n'est pas seulement de mettre la lutte des classes au centre, mais surtout d'indiquer son contenu politique :

- la rupture et la crise des structures de pouvoir actuelles et la promotion de toutes les formes d'organisation et de solidarité prolétariennes,
- la remise en cause du monopole de la violence,
- l'adoption d'un point de vue prolétarien sur le monde, c'est-à-dire d'une perspective socialiste.

Le mouvement gilet jaune n'était pas une révolution, ni une émeute, mais il s'agit tout de même d'un mouvement de masse qui a montré les

contradictions du système "France" et a mis en évidence le fait qu'une grande partie de la population, se conçoit en dehors du périmètre parlementaire français classique.

La tentative maladroite des syndicats français de combler le vide politique en courant après les gilets jaunes n'a pas porté beaucoup de fruits. Au contraire, elle a pénalisé la même composante de la gauche prolétarienne au sein des gilets jaunes, car elle a ramené la discussion dans les cercles syndicaux-économiques, réduisant la portée du mouvement lui-même.

Les mouvements écologiques de masse, non directement liés aux partis "verts", qui ont suivi ces dernières années, représentent une variante, essentiellement jeune, de ce secteur de mécontents et de désillusionnés de la mondialisation. La réponse hystérique et paternaliste du gouvernement, et la violence avec laquelle il a été attaqué, montrent la fragilité de l'establishment politique à offrir une idéologie du "futur" à une grande partie de la jeune génération diplômée du pays¹.

Le mouvement des retraites s'inscrit dans l'érosion lente mais progressive de l'Etat providence, liée à la crise du modèle social-démocrate en Europe. Celle-ci est due à plusieurs facteurs, dont les principaux sont liés à la financiarisation de l'économie et à l'autonomisation du capital lui-même, c'est-à-dire à un déroulement de plus en plus rapide du mécanisme d'accumulation, qui affecte la flexibilité de la production et la précarité contractuelle. Dans un contexte de déclin politique "atlantiste". Cela va de pair avec le déclin de l'Etat-providence, en tant qu'organisme "lent" et obsolète par rapport aux mécanismes actuels de dé-intégration liés à la phase de maturité impérialiste que nous traversons. Une masse de plus en plus importante de la population vit en marge de la "citadelle", est incluse dans l'organisation du travail et participe à la valorisation du capital, mais son rôle se dégrade de plus en plus, selon la loi de la misère croissante théorisée par Marx. Ce sujet est confronté à une politique parlementaire qui devient "fasciste" (les différences entre la droite et la gauche sont de plus en plus minimes en termes de lois économiques), et ne trouve donc pas d'espace.

Dans ce contexte, à la prolétarianisation des classes moyennes s'ajoute l'érosion des réserves de la classe ouvrière et de son "aristocratie". Il n'est donc pas surprenant que le mouvement des retraites en France soit l'expression d'un mouvement de protestation qui a traversé toute l'Europe. En Espagne, le système de santé, en Allemagne et en Angleterre, la

¹ La bourgeoisie a commencé à prendre conscience de ce phénomène lorsqu'il a atteint une jeunesse dite « d'élite » qui sort surdiplômée de certaines écuries comme Polytechnique et dont une partie refuse de rejoindre des postes de direction dans l'industrie et dénonce la destruction de la nature par le capitalisme

question des salaires des secteurs "historiques" du mouvement ouvrier (énergie et transports), etc. Ces mobilisations ont vu le mouvement syndical au centre et très marginalement les composantes politiques "autonomes" trop occupées à poursuivre l'esthétique de la lutte plutôt que la lutte elle-même. Les assemblées dites interluttes étaient de petits parlements syndicaux et politiques (ce qui en soi n'était pas une mauvaise chose), le problème étant que les positions qui en ressortaient étaient encore plus confuses que celles des centrales syndicales elles-mêmes, car elles surfaient sur un "extrémisme" qui traverse de larges pans de la société française, mais qui est tristement virtuel par rapport aux luttes elles-mêmes. De plus, tout cela s'est accompagné d'une perception faussée de l'"hégémonie" sur la société française, dont le réveil a été évidemment douloureux....

Les composantes "autonomes" n'ont pas pris en compte les principales composantes sociales impliquées dans ces mobilisations : les retraités, les fonctionnaires (en particulier les enseignants), les travailleurs de l'énergie et des transports. Ces secteurs ont encore un bon niveau de syndicalisation, mais aussi une forte dimension corporative et une "arrogance sociale et culturelle" qui les éloigne de toute la masse des nouveaux travailleurs précaires. Cela reste un des principaux "talons d'Achille" des centrales syndicales actuelles.

Enfin, il y a eu l'émeute, qui a commencé après un nouveau meurtre par la police d'un jeune français d'origine algérienne. Les images des médias sociaux ont rendu visible l'exécution sommaire, déclenchant la colère et la soif légitime de vengeance de larges couches de jeunes et de très jeunes des banlieues (français et autres), qui ont vu une fois de plus la méthode raciste et anti-ouvrière de la police à l'œuvre. Cinq jours d'émeutes ont dépassé les 15 jours de 2005 en termes de violence. Si l'on compare le nombre de bâtiments publics et de policiers impliqués, le 2005 semble avoir été une manifestation tranquille....En outre, cette fois-ci, les cibles étaient aussi des personnes, des politiciens et des prisons. L'émeute a traversé toute la France, touchant des villes traditionnellement épargnées par le phénomène des émeutes, , comme Marseille dont le calme en terme "d'émeutes urbaines" était attribué, avant cette année, à l'ordre social du trafic de drogue et à la gestion "communautaire".

Les personnes impliquées, pour la plupart très jeunes, ont mis tout le monde dans une situation inconfortable... Le gouvernement s'en prend à la "famille", la droite parle de guerre civile, la gauche modérée et l'extrême gauche ne supportent pas cette violence "barbare" (ils ont même mis le feu aux boucheries hallal...). Les associations antiracistes ont vécu avec frustration cette violence qui ne demande

rien, qui refuse la revendication...et donc qui est très politique !

De plus, il y a un effet générationnel (les jeunes d'hier sont les adultes d'aujourd'hui...), ceux qui ont vécu le 2005 regardent maintenant avec un agacement mal dissimulé le soulèvement actuel, car il est beaucoup plus violent, plus brutal...

Nous ne sommes pas sociologues, mais il est certain qu'une partie du prolétariat "dé-intégré", le prolétariat sans réserve, qui n'a que ses chaînes à détruire, s'est déplacée. Face à cette explosion de violence prolétarienne, il est inutile de dire que la police est de la merde, ou de dire que les jeunes des banlieues sont une part essentielle de l'armée de réserve industrielle... tout le monde le sait ! Déjà à son époque (début des années 1900), Lénine ridiculisait les journaux qui expliquaient que les travailleurs étaient exploités ou qui parlaient de la violence de la police tsariste, nous rappelant toujours que notre travail consiste à donner une perspective et à identifier les faiblesses de l'ennemi.

La discussion même sur la "démocratisation de la police" souffre d'une approche libérale, qui n'a pas grand-chose à voir avec les rapports de force actuels entre les classes. Il est "libéral" de penser changer culturellement la police. La police ne change que dans un mécanisme lié aux rapports de force.

La police n'est pas une institution neutre, c'est une organisation de défense du monopole de la violence et du pouvoir de la bourgeoisie, mais cela ne veut pas dire qu'on ne peut pas exploiter les contradictions et les fissures entre les fractions de la bourgeoisie. Après les violences des émeutes, le gouvernement a été contraint de critiquer l'action de la police. Cela a créé un fossé qui a donné lieu à des formes de protestation sans précédent de la part des associations de policiers par des "arrêts maladies" organisées.

Ces derniers mois, le gouvernement a déclenché une nouvelle guerre contre les chômeurs et les précaires, contre ceux qui bénéficient du RSA et du chômage par Pôle emploi, ou plus simplement contre les travailleurs qui prennent des arrêts maladie. On assiste à un court-circuit sans précédent quand les mêmes policiers utilisent les formulaires "illégaux" tant décriés par le gouvernement et le patronat.

Il est clair pour tout le monde que les syndicats qui promeuvent ces formes de lutte au sein de la police sont des organisations "de droite", qui veulent encore plus d'impunité de la part de la police, mais la fissure entre le centre politique gouvernemental et les structures de contrôle est évidente.

Les différents sujets sociaux qui ont donné lieu aux trois "mobilisations" (gilets jaunes, retraites, émeutes) n'avaient aucune chance réelle de "s'unir" et surtout de gagner. Pour des raisons internes et externes. Le prolétariat sans réserve, le semi-prolétariat, la petite bourgeoisie déclassée n'ont pas de formes de lutte communes à l'heure actuelle,

indépendamment de leur tendance commune à ne plus accepter l'ordre des choses. De plus, ces différentes couches se trouvaient face aux différentes fractions de la bourgeoisie, en crise, mais toujours dynamiques et capables de réagir.

Les communistes et la gauche prolétarienne doivent certainement être plus actifs, plus dynamiques, mais les murs qui divisent ces secteurs sociaux ne peuvent pas être brisés par des actes de volonté ou par le désir. Lorsque nous parlons de la crise, nous ne devons jamais tomber dans un "extrême" facile qui nous fait penser qu'il suffit d'un rien pour faire tomber le mur.

Il faut considérer le processus révolutionnaire comme une imbrication de facteurs subjectifs et objectifs.

Les facteurs subjectifs sont la présence d'une organisation révolutionnaire et le développement de l'autonomie prolétarienne, l'organisation révolutionnaire (le parti) en tant que force politique adaptée au contexte métropolitain et impérialiste (comprenant toutes les formes pacifiques et violentes, légales et illégales), enfin l'autonomie prolétarienne, c'est-à-dire l'organisation et la solidarité de classe (syndicats, collectifs, etc.), du lieu de travail au territoire, c'est à dire la manifestation de sa propre force.

Le contexte objectif présente plusieurs facteurs : la faiblesse de la structure militaire de l'ennemi (crise de l'Etat), une lutte de plus en plus féroce entre les fractions de la bourgeoisie et une grande partie de la population (pas exclusivement avec le prolétariat, mais évidemment avec lui au centre) de plus en plus désengagée des mécanismes d'intégration de la politique bourgeoise, ceci non pas en tant que force mûe par sa propre volonté révolutionnaire, mais par nécessité, l'impossibilité pour ces parties de suivre les options que la bourgeoisie propose.

Soyons explicite sur ce qu'impliquera cette confrontation. Remettre au centre le lexique militaire et les concepts de guerre signifie non seulement accepter le terrain de la violence, mais aussi avoir notre propre programme spécifique sur le terrain militaire. Aujourd'hui, stratégie, tactique, sont des termes très éloignés du lexique de la gauche. Pourtant, tout projet de "révolution sociale" doit anticiper la question de la confrontation armée avec les forces du pouvoir et de la réaction. Les organisations révolutionnaires qui refusent d'élaborer une politique militaire avant que la question de l'affrontement ne soit concrètement posée se disqualifient, se comportent en défaitistes de la révolution ou en pourvoyeurs de futurs prisonniers et de cimetières de victimes. Sans praxis et sans théorie, il n'y a pas de parti révolutionnaire, mais sans crise, il n'y a pas non plus de tentative révolutionnaire.

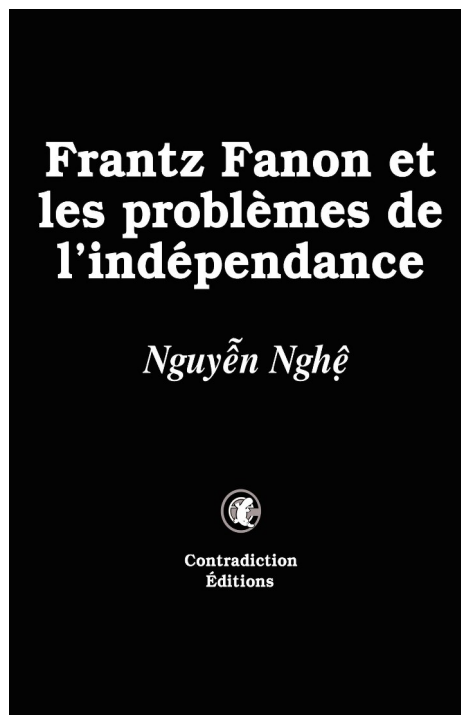
Aujourd'hui, ces conditions ne sont pas réunies, ou ne le sont que partiellement. Cela ne doit pas nous

décourager, mais nous permettre de comprendre où nous devons concentrer nos efforts et nos énergies.

Franz Mehring, le biographe le plus important et le plus précis de Marx, en parlant du Manifeste du Parti Communiste, a écrit : *"À certains égards, le développement historique s'est déroulé autrement, et surtout plus lentement que ne le supposaient ses auteurs (Marx et Engels). Plus leur regard s'avancait, plus les choses apparaissaient proches. On peut dire qu'il n'y a pas de lumière sans ces ombres. C'est un phénomène que Lessing avait déjà remarqué chez les hommes qui jettent de "très beaux regards sur l'avenir", "ce pour quoi la nature met des millénaires, doit se mesurer au bref instant de leur existence". Or Marx et Engels ne se sont pas trompés de millénaire, mais certainement de plusieurs décennies".*

Ce quatrième numéro de *Supernova* a pour thème principal l'impérialisme et les conflits qu'il engendre sur les fronts intérieurs et extérieurs. La déesse Athéna, déesse de la guerre¹, est redescendue sur terre alors que les jeunes criaient son nom sur Tiktok pendant l'émeute. Les conflits nous obligent à une action et à une analyse plus directes. Il ne suffit pas d'être anti-impérialiste, de se solidariser avec ceux qui luttent, il faut remettre au centre l'autonomie des communistes, car sans une perspective de classe, un point de vue prolétarien, nous restons désarmés face à nos ennemis et soumis à leur idéologie et à leur perspective.

Redaction



1 Les jeunes des émeutes faisaient référence au film *Athéna* de Romain Gravas (2022), qui traite des émeutes urbaines en France. Ce film, certainement prophétique, est néanmoins gâché dans les dernières minutes par un artifice cinématographique insoutenable, lié à la théorie du complot qui discolpe les flics...

"L'impérialisme" de Lénine

La catégorie "impérialisme" est un élément d'analyse central pour la compréhension des phénomènes sociaux et politiques. L'ouvrage de Lénine *"L'impérialisme, phase suprême du capitalisme"* est certainement l'une des principales armes que le marxisme ait produites. Le livre, tout en répondant à une polémique précise de l'époque, la Première Guerre mondiale et la crise de la gauche¹, nous offre une grille de lecture capable de dépasser le contingent historique. Il s'agit de savoir le lire et d'en saisir le sens profond.

Nous vivons dans un monde qui n'apprécie pas les choses lentes, anciennes. Prendre le temps d'étudier, c'est lent et "vieux". Souvent, il n'est même pas utile d'être allé à l'école, car l'important n'est pas seulement ce que l'on étudie, mais aussi la manière dont on l'étudie. Dans cet article, nous vous invitons à lire un livre écrit il y a plus de 100 ans. Lutter contre la bourgeoisie, contre les classes dominantes, c'est aussi lutter contre les modes d'interprétation qu'elle nous enseigne à l'école, dans la rue ou sur le lieu de travail. Le marxisme est science, une science dure, la seule capable de dépasser les différents paradigmes interprétatifs que nous connaissons dans cette société de classes. Nous avons utilisé le léninisme parce que c'était une arme. Plus de cent ans nous séparent de l'assaut des bolcheviks contre le ciel. Ce qui reste important aujourd'hui de cette tentative, ce sont les implications théoriques et pratiques dont nous avons hérité. L'une d'entre elles est la capacité de Lénine à identifier les spécificités de la phase impérialiste et ses implications politiques. Et c'est de là que nous partons.

L'impérialisme n'est pas un nouveau capitalisme

L'impérialisme n'est pas un nouveau capitalisme, pour Lénine c'est un stade de monopole et de concurrence de plus en plus extrême, capable de modifier l'espace et le temps.

Plus précisément, c'est le capitalisme qui a atteint ce stade de développement, dans lequel la domination des monopoles et du capital financier s'est formée, l'exportation des capitaux a acquis une grande importance, la répartition du monde entre les trusts internationaux a commencé, et la répartition de toute la surface de la terre entre les

plus grands pays capitalistes est déjà achevée². Il y a donc une plus grande extension et une manifestation plus accélérée du processus de production et de distribution, qui se traduit par une incontrôlée production volcanique de marchandises (solide ou virtuelle) et par l'anarchie du marché.

Pour Lénine, l'impérialisme se caractérise par les points suivants :

- 1 - la concentration de la production et du capital, qui atteint un tel niveau qu'elle entraîne la création de monopoles ayant une fonction décisive dans la vie économique
- 2 - la fusion du capital bancaire et du capital industriel et la formation, sur la base de ce "capital financier" d'une oligarchie financière,
- 3 - l'importance prise par les exportations de capitaux par rapport aux exportations de marchandises,
- 4 - la création d'associations monopolistes internationales de capitalistes qui se partagent le monde,
- 5 - la répartition de la terre entière entre les plus grandes puissances capitalistes.

Il en résulte diverses conséquences, parmi lesquelles celle résultant de la centralisation extrême du capital (correspondant à la phase proprement impérialiste) qui pousse au stade le plus élevé la création de plus-value relative dans un contexte de concurrence furieuse entre capitaux³. Cette concurrence augmente la puissance d'un petit nombre de capitalistes au détriment des autres étant donné qu'une part toujours croissante de la production est assurée par un nombre toujours réduit de centres productifs. L'expansion d'une entreprise se réalise donc aux dépens d'autres entreprises qui sont phagocytées ou font faillite. Le même phénomène se reproduit sur le plan politique dans les relations internationales entre États : le nombre de conflits augmente du fait de la concurrence entre les grandes puissances pour

2 Le mouvement du capital est contraint de s'étendre sans cesse, il doit nécessairement déplacer son centre d'accumulation vers des zones mieux adaptées au degré de développement des forces productives à un moment historique donné. Ce faisant, il révolutionne les hiérarchies établies aux différentes époques entre les pays et entre les zones géographiques. Venise se projette sur la Méditerranée et la route de la soie, le Portugal et la Hollande sur la route des Indes, l'Espagne sur les Amériques, l'Angleterre et les États-Unis sur le monde entier. L'action économique et politique exercée par le pays dominant sur le marché mondial provoque invariablement des réactions de la part des autres pays qui en sont affectés. La concurrence qui existe entre les capitalistes se manifeste entre les États sous d'autres formes et aboutit souvent à des conflits armés, provoquant des guerres qui durent parfois des siècles.

3 Nous appelons plus-value absolue la plus-value produite par un allongement de la journée de travail et plus-value relative la plus-value provenant du raccourcissement du temps de travail nécessaire et du changement correspondant de rapport de grandeur entre les deux parties constitutives de la journée de travail.

1 Avec la guerre, les principales organisations socialistes ont soutenu leurs bourgeoisies respectives. De plus, dès la phase coloniale, le mouvement socialiste n'avait pas été en mesure d'offrir une opposition radicale à la bourgeoisie de ses pays.

dominer la planète, ces conflits d'ordre économique et stratégique peuvent aller jusqu'aux conflits armés.

Des groupes internationaux capitalistes (multinationales) exportent leurs capacités productives dans d'autres pays, créant des zones industrielles locales disposant des techniques les plus récentes (automatisation, organisation scientifique du travail, extraction de plus-value relative) et donc caractérisées par une productivité supérieure.

L'augmentation du machinisme, dans de nombreuses zones des pays industriels, fait baisser la quantité de main d'œuvre nécessaire, causant ainsi la baisse du taux de profit. Avec le développement du mode de production capitaliste la proportion de capital investi en machines par rapport à celui investi en force de travail augmente. Marx décrit ce phénomène comme une modification progressive de la « composition organique du capital » au cours de l'accumulation capitaliste. La diminution relative du capital variable par rapport au capital constant implique donc que le taux de profit (rapport entre la plus-value et le capital total investi dans la production, donc la somme du capital variable et du capital constant) diminue.

La contre-tendance que le capitalisme oppose à cette tendance est la recherche de main d'œuvre à bas coût. Étant donné que la chute du taux de profit provient du système de création de plus-value relative et d'augmentation de la productivité, des masses d'êtres humains sont chassées de leurs vieilles productions, de leur environnement, et poussées vers les nouvelles aires de développement capitaliste ainsi que vers les aires qui ont connu le début du capitalisme, là où l'accumulation domine sur la base du capital préexistant.

C'est un des motifs principaux de la vague actuelle de migration entre campagne et ville (comme en Afrique et en Asie) et un mouvement de migration internationale. C'est un des fruits pourris du colonialisme et de la logique de développement inégal du capitalisme qui trouve dans l'impérialisme sa plus forte expression : les masses humaines migrantes suivent le même chemin que celui emprunté par la 'richesse' volée.

L'ancien et le nouveau

Le marxisme rejette la catégorie du bien et du mal et analyse les phénomènes à travers le matérialisme historique et dialectique, c'est-à-dire capable de saisir la contradiction au sein des phénomènes sociaux et économiques qui se succèdent. L'impérialisme lui-même a permis la

destruction de vieilles communautés et de mythes archaïques, mais le problème des communistes n'est pas de "rejeter" un processus, mais de comprendre ses contradictions et sa nécessaire rupture.

Dire que le mouvement du capital a la capacité de briser les vieilles barrières culturelles nationales, religieuses et sociales ne signifie pas pour autant qu'il les efface. C'est la logique de l'accumulation capitaliste : d'un côté, elle se nourrit du travail libre, d'un travail libéré des liens personnels et réels propres au féodalisme, et de l'autre, elle se sert du « vieux système » basé sur le travail servile où elle en produit de nouvelles formes sur une échelle territoriale plus vaste et avec un degré de violence inconnu auparavant. Par exemple, dans le cas de la consommation à crédit, on peut se permettre de parler de modernité féodale. Dans ce système, le travailleur a l'illusion d'être propriétaire de sa maison, de son mobilier, de sa voiture, de son ordinateur etc., mais en réalité il reste débiteur. En définitive, il est dans la même situation que l'esclave qui était débiteur de la valeur nette de sa personne après avoir été nourri. La consommation à crédit est le nouveau fief qui enchaîne le travailleur à son lieu de travail. À côté de l'ouvrier salarié classique, en apparaît un autre qui vend sa capacité de travail de façon plus flexible et totale, en dehors de toutes les normes actuelles. Il ne vend pas seulement sa force de travail mais sa propre existence, presque comme un esclave. Il est libre de vendre sa force de travail et, en plus, il est libéré de l'entreprise fixe. Sa vie n'est plus partagée entre travail et repos, entre l'intérieur et l'extérieur de l'usine.

Aujourd'hui, il peut être appelé à tout moment. Il peut également être obligé d'occuper deux travaux (ou davantage) en même temps, avec des déplacements qui prennent une part du temps considérable. Paradoxalement, ses horaires ne sont plus clairement définis mais son temps libre ne l'est pas davantage. Par conséquent, il n'est plus maître de son temps du tout. La différence entre l'ouvrier et l'esclave s'estompe puisque la liberté du premier consistait à vendre sur le marché, non lui-même mais sa capacité de travail pour un temps limité. D'ailleurs, le serf de la glèbe ne se vendait pas lui-même, du moment où il était possesseur de ses outils de travail; en dehors de son travail, il était « seulement » obligé d'accomplir les corvées pour son seigneur ou encore de payer la dîme pour l'église. Prenons l'exemple de l'esclavage. L'esclavage n'a pas été exclusivement l'instrument des systèmes économiques arriérés. Au contraire, il trouve une pleine légitimité dans le système capitaliste. La traite des esclaves vers les Amériques ne peut pas

être définie comme une migration rurale du moment que l'amplification de ce phénomène est engendrée par le développement industriel. Par conséquent, cet esclavage ne fût pas le même que celui du passé et il est étroitement lié à l'histoire de l'accumulation capitaliste.

«L'esclavage direct est le pivot de notre industrialisme actuel, aussi bien que les machines, le crédit, etc. Sans l'esclavage, vous n'avez pas de coton, vous n'avez pas d'industrie moderne. C'est l'esclavage qui a donné de la valeur aux colonies, ce sont les colonies qui ont créé le commerce mondial, c'est le commerce mondial qui est la condition nécessaire de la grande industrie mécanique. Aussi avant la traite des nègres, les colonies ne donnaient à l'ancien monde que très peu de produits et ne changeaient pas visiblement la face du monde. Ainsi l'esclavage est une catégorie économique de la plus haute importance »

K.Marx Lettre du 28 décembre 1846 à Pavel V. Annenkov

Esclaves du palais et de la plantation

En accord avec de nombreux chercheurs, Lénine situe la maturation de cette nouvelle étape du développement capitaliste à la fin des années 1800 et au début des années 1900. Il s'agit, en particulier, de la période qui suit immédiatement ce que l'on appelle la Grande Dépression, qui a commencé en 1873 et a duré, à l'exception de deux brefs moments de reprise, jusqu'en 1895. La fin du monopole industriel britannique dans le monde et le début de la lutte internationale pour les marchés (non pas, bien sûr, pour l'exportation de marchandises, mais surtout pour l'exportation de capitaux) ; la montée en puissance de l'industrie américaine et allemande, qui était entrée dans le processus de centralisation et de cartellisation plus tôt et beaucoup plus intensément que l'industrie britannique et qui commençait à contester sa suprématie dans le monde. Ces phénomènes ont également eu de profondes répercussions sur les rapports de classe au sein des principaux pays impérialistes. Les excédents monopolistiques et la nouvelle prospérité des nations "plus fortunées" ont créé pour la classe ouvrière des métropoles ou, du moins, pour des sections privilégiées de celle-ci, la possibilité de participer dans une certaine mesure aux gains de l'exploitation coloniale, ne serait-ce que sous la forme d'une pression moindre sur les salaires que celle à laquelle le capital aurait dû avoir recours autrement.

Cette analyse, déjà esquissée par Engels dans la préface de la deuxième édition de 1892 de son ouvrage sur *La situation de la classe ouvrière en Angleterre*, a été reprise et développée par

Lénine comme base d'explication de l'émergence de ce que l'on appelle le "révisionnisme"¹ et de l'élaboration du concept d'"aristocratie de la classe ouvrière". Cette aristocratie se compose des secteurs de la classe ouvrière qui se trouvent dans une situation relativement privilégiée par rapport au prolétariat du reste du monde. Ce sont les "esclaves du palais" de la mère patrie, des esclaves qui, contrairement aux "esclaves des plantations" à la périphérie de l'empire, ressentent une identité partielle d'intérêts avec leurs maîtres et une réticence à perturber et à rompre le statu quo. Il est important de garder à l'esprit ce lien entre le développement de l'état monopolistique du capitalisme et le phénomène de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier, car il constitue une explication matérielle et scientifique. Ainsi, ce n'est pas seulement la trahison des principes, le manque de passion de la volonté, mais la base matérielle sur laquelle se développe l'enveloppe réformiste et opportuniste (raciste colonial).

"L'impérialisme, phase suprême du capitalisme", a en effet été composé à Zurich en 1916 (Lénine était exilé en Suisse, recherché par la police tsariste), en pleine Première Guerre mondiale, alors que très peu de leader de la Deuxième Internationale étaient restés fidèles à la résolution anti-guerre votée à l'unanimité à Bâle seulement quatre ans plus tôt. La théorie de l'impérialisme de Lénine constitue l'une des plus brillantes tentatives d'explication du fait que la révolution ne s'est pas encore développée dans les pays capitalistes les plus développés, contrairement aux attentes de Marx et Engels².

Continuités et ruptures dans la théorie léniniste

Ce qui donne une importance particulière au travail de Lénine, c'est que, tout en utilisant les contributions de Hobson et Hilferding, il a tenté d'exposer clairement en quoi la nouvelle "étape" du développement capitaliste modifie ou transforme certains éléments caractéristiques de la phase précédente : des changements qui ont souvent été présentés comme contradictoires avec les prédictions de Marx. Mais la thèse de Lénine est que, bien que l'impérialisme produise indubitablement une nouvelle situation qui n'était ni ne pouvait être prévue au milieu du 19^e siècle, il constitue toujours une "phase" ou un "stade" du

¹ Le mouvement révolutionnaire est cycliquement frappé par des vagues qui tentent de le noyer. Ces vagues peuvent venir de la gauche comme de la droite. Entre ceux qui veulent trop et trop vite et ceux qui veulent trop peu et très lentement. Dans ce cas précis, le terme "révisionnisme" est lié à l'émergence du mythe socialiste réformiste et à l'intégration du mouvement dans les gouvernements bourgeois. Les principaux dirigeants socialistes, allemands, français et britanniques, étaient à la tête de cette tendance. Parmi les principaux opposants à cette dérive à l'époque, on trouve Lénine et Rosa Luxemburg.

² *Manifeste du parti communiste*

développement capitaliste. Une phase dont les caractéristiques confirment finalement, plutôt qu'elles n'infirment, les éléments essentiels de l'analyse de Marx.

En effet, lorsqu'il rassemble les différents aspects de l'impérialisme dans une définition globale et prégnante, Lénine prend toujours soin de souligner qu'il s'agit d'une évolution et d'une continuation directe des qualités fondamentales du capitalisme en général, et non de la naissance d'un régime économique et social totalement nouveau.

En d'autres termes, pour Lénine, l'impérialisme n'est rien d'autre que le capitalisme lui-même, parvenu à sa phase culminante et extrême, qui est aussi celle de la décadence et de la crise générale. Lénine parle d'un capitalisme en décomposition et d'une phase de "transition". Le vieux monde ne permet pas au nouveau d'émerger.

Par rapport à la période précédente, il constitue certes un changement, mais dans le sens où ce changement s'accompagne de l'aiguïssement des contradictions fondamentales identifiées par Marx et de l'ajout de nouvelles contradictions à celles déjà existantes (plus grande rapidité et extension).

Dans l'impérialisme, les différentes contradictions deviennent extrêmes. Pensons à la question nationale. C'est dans la phase impérialiste que l'on assiste à la vague de luttes anticoloniales et à l'émergence d'une myriade d'identités nationales et "raciales". La phase impérialiste exacerbe les inhomogénéités, créant ainsi un réseau entre les anciens pays "coloniaux" et les nouvelles puissances économique-militaires, les pays semi-coloniaux et les derniers pays encore colonisés. Il faut saisir le mouvement ; d'un côté nous avons une poussée accélérée vers la "globalisation" du monde, de l'autre une guerre de plus en plus féroce entre les États et des flux d'argent de plus en plus schizophréniques et immatériels liés aux mécanismes financiers.

Dire qu'il existe aujourd'hui une dimension mondiale (production et marché, de l'organisation du travail aux flux monétaires) du capitalisme ne signifie pas que tous les pays en sont au même "stade". Dans un monde qui se cache derrière un petit écran de téléphone, nous avons des guerres commerciales et militaires, des conflits interethniques, etc.

Sur le plan politique, le mouvement communiste a saisi cette inégalité, à côté du mot d'ordre prolétaires du monde unissez-vous, il y a celui des peuples exploités.

Toutefois, l'unité espérée entre le prolétariat des métropoles impérialistes et les masses populaires

des anciens pays coloniaux est restée à l'état de slogan, à l'exception de la tentative de la révolution russe il y a plus d'un siècle.

La bataille autour du simple concept de guerre contre sa propre bourgeoisie est encore fondamentale aujourd'hui. Mais cela ne doit pas nous faire croire qu'il existe une grille de lecture confinée pour comprendre les conflits et les luttes d'indépendance et les luttes populaires qui traversent le monde aujourd'hui.

S'appuyer sur Lénine, c'est dépasser une lecture simpliste et "extrémiste" de la lutte des classes, toujours envisagée dans une clé métaphysique où s'affrontent des sujets purs.

S'emparer du léninisme, c'est aussi rejeter une lecture moralisatrice (liée plutôt à des sentiments de pitié, de culpabilité et/ou de religion) ou une lecture technique aujourd'hui appelée "géopolitique". Là où l'on s'intéresse plus à la "foi" ou au "encouragements sportifs" qu'à l'analyse des rapports de production...

C'est pourquoi le soutien aveugle aux hypothèses de multipolarisme, ou plus vulgairement de guerre entre le mal et le bien (États-Unis contre Chine et pays BRICS) signifie un recul par rapport à l'analyse à laquelle le mouvement communiste est parvenu. Il est triste de voir que, même derrière la "bonne foi" de nombreux camarades, et leur dégoût sincère pour l'impérialisme, il n'y a pas de capacité à saisir les implications du léninisme, laissant ainsi la place à un vague populisme de gauche¹.

Empire ou impérialisme ?

Cette insistance de Lénine sur la friction, dans la dernière étape, de toutes les contradictions, anciennes et nouvelles, explique la polémique contre la conception du super-impérialisme de Kautsky.

Kautsky soutenait que l'impérialisme n'était qu'une politique, une simple question de choix, une politique dont il était perceptible qu'elle pouvait être abandonnée. Cette thèse a ouvert la voie à la conclusion qu'un capitalisme non monopolistique, non annexionniste était possible, que le capitalisme pouvait ainsi surmonter ses contradictions, ce que l'on appellerait aujourd'hui une société multipolaire. Arriver dans un avenir pacifique à un système capitaliste qui "tendait" vers un monopole mondial unique, vers ce qu'on appelle l'ultra-impérialisme,

¹ Nous ne considérons pas non plus, bien sûr, ceux qui, au nom du progrès et des droits de la bourgeoisie, soutiennent l'impérialisme, comme nous l'avons vu récemment, lorsque les anarchistes et les autonomes ont appelé les avions de guerre de l'OTAN à bombarder les "ennemis de la démocratie", ou les "antifascistes" à soutenir les "néo-fascistes" au nom de la liberté. Oubliant que la question préalable est toujours celle posée par Lénine : *Pour quoi la liberté est-elle revendiquée ?*

qui aurait mis fin à tous les conflits et à toutes les tensions actuels.

En outre, ce point de vue ne saisit pas les implications et les liens entre les éléments politiques et économiques de la phase impérialiste, restant ancré dans une vision antérieure.

Alors que l'ancienne idéologie libérale (dans la phase précédant l'idéologie impérialiste) déclarée que l'action politique de l'individu et de l'État suive les lois de l'économie, l'idéologie impérialiste est pour la priorité de l'intervention politique.

L'idéologie libérale soutenait clairement que la volonté politique devait suivre l'économie, l'idéologie impérialiste, en revanche, doit affirmer que la volonté politique précède et préfigure l'économie. Elle affirme la primauté du politique, précisément au moment historique de la détermination maximale de l'économie, c'est-à-dire lorsque l'extension de la taille du marché mondial oblige les États à intervenir.

Le maximum de déterminisme économique correspond au maximum d'action politique. Ce qui apparaît en surface comme le maximum de volontarisme politique est en réalité le maximum de déterminisme économique. Le stade impérialiste du capitalisme, est dans cette contradiction: d'une part pousse pour un espace toujours plus large au volontarisme politique (l'action de l'Etat et de différentes stratégies de gouvernance), mais d'un autre côté l'économie capitaliste (monopole, concurrence, crise de surproduction, autonomisation du capital liée aux mécanismes financiers) la conditionnent et déterminent ses passages à tous les niveaux.

Bien que le capitalisme à l'époque de l'impérialisme n'ait plus, pour Lénine, la vigueur et encore moins le rôle progressiste de sa jeunesse, il serait néanmoins erroné de la part de Lénine de supposer que dans sa dernière phase, le capitalisme est entré dans une période de déclin continu, détectable et mesurable dans tous les domaines.

Le fait même qu'il ait pleinement réalisé que toutes les formes sociales se développent de manière contradictoire et inégale l'a empêché de tomber dans une telle erreur.

Au contraire, il a souligné que la tendance à la décadence n'excluait pas la possibilité de périodes d'expansion : il a explicitement averti qu'il serait erroné de croire qu'une telle tendance à la décadence exclut l'essor rapide du capitalisme.

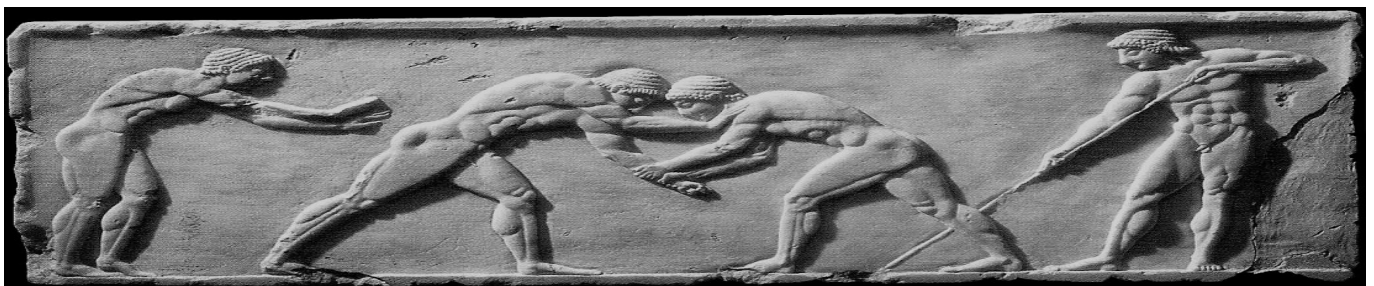
A l'époque de l'impérialisme, chaque pays manifeste, avec plus ou moins de force (en fonction de son histoire et de ses relations de rôle), l'une ou l'autre de ces tendances. Dans l'ensemble, le capitalisme croît beaucoup plus rapidement qu'auparavant, cette croissance devient non seulement plus déséquilibrée en général, mais ce déséquilibre se manifeste particulièrement dans l'appauvrissement des pays capitalistes les plus forts.

En ce sens, la crise de l'hégémonie américaine, l'émergence de la Chine, sa succession "possible ou impossible" en tant que force hégémonique, est le scénario que nous vivons aujourd'hui.

Toutes les théories anciennes et nouvelles qui parlaient d'un "monde unique" comme d'un empire qui "domine" ou "aide" le monde sont tout simplement fausses. La critique du "totalitarisme" (le mythe d'un big brother mondial), de la biopolitique (il y a quelques années, pour certains intellectuels, le monde était contrôlé par un empire et il fallait non pas le détruire mais s'en échapper), du super-impérialisme (vu comme une anticipation du socialisme) au multipolarisme (deux pôles impérialistes se contrôlant l'un l'autre et le progrès avançant de manière harmonieuse), n'ont pas saisi la principale leçon que Lénine nous laisse sur l'impérialisme, l'incapacité absolue du mode de production capitaliste à stopper ses contradictions: le conflit de plus en plus exacerbé entre monopole et concurrence.

Et c'est autour de cette contradiction fondamentale que la critique communiste trouve sa confirmation dans le monde actuel. Pour les communistes, la critique consiste à travailler à l'identification des contradictions de l'ennemi de classe. Nous ne sommes pas intéressés par les idéologies ou les théories qui parlent de participer, de communier, nous ne devons pas avoir peur de lutter, car oser lutter, c'est oser gagner.

M.G.



Un an de guerre impérialiste

et ses implications sur la politique mondiale

Les communistes du monde entier ont qualifié à juste titre la guerre russo-ukrainienne de guerre "inter-impérialiste" par procuration entre la Russie, l'Amérique et l'OTAN. Ils ont réussi à contrer le discours dominant des médias de masse de la classe dirigeante, qui présentent la guerre actuelle comme une "guerre pour la démocratie".

La guerre a causé d'immenses destructions aux moyens de production, aux chaînes d'approvisionnement et au pouvoir d'achat de la classe ouvrière. C'est le contrôle des ressources et la redivision du monde qui sont restés la force motrice de la guerre et de l'histoire.

Toutes les guerres coloniales et impérialistes ont été menées pour le contrôle des ressources et des marchandises pour les nations industrialisées. Le mode de production basé sur la propriété privée des moyens de production a conduit à une exploitation croissante des classes laborieuses, à la dégradation de l'environnement et à la montée des systèmes politiques fascistes. Aujourd'hui, l'histoire ne se répète pas mais se poursuit.

La guerre entre la Russie et l'Ukraine est menée avec force dans la région orientale de l'Ukraine. Une grande partie de cette région est actuellement sous le contrôle de la Russie, avec l'aide de l'OTAN (l'Amérique est prête à envoyer des chars Abrams), les forces ukrainiennes espèrent que l'offensive de l'été sera couronnée de succès d'ici l'automne. Le Royaume-Uni a accepté d'envoyer des obus à l'uranium appauvri pour le char Challenger -2, ce qui exposera des millions de personnes aux dangers des éléments toxiques radioactifs. Dans la région du Donbass, la Russie a réussi à infliger de lourdes pertes aux forces de réserve ukrainiennes.

La bataille dans le Donbass était une bataille de position. Cela a permis à l'armée russe de prendre l'initiative opérationnelle sur la ligne de front. Actuellement, la tactique russe consiste à maintenir l'intensité de l'attaque sur le front et à réduire la capacité de l'Ukraine à former des réserves. De violents combats sont observés à Bakhmut, dans la région du Donbass, et il est indéniable que Bakhmut tombera aux mains des Russes dans peu de temps. La chute de Bakhmut ouvrira la voie à la Russie pour lancer son attaque sur Slavyansk et Kramatorsk et se déplacer plus loin vers le sud-ouest du Donbass, afin de prendre le dessus sur le sud qui reste une région logistique importante. Outre ces tactiques, la Russie prévoit également une transformation organisationnelle de ses formations de groupes tactiques de bataillons vers la structure de division de

l'armée soviétique, ce qui nécessite une expansion massive du complexe militaro-industriel. Il y a de fortes "chances" que la guerre s'étende aux anciens pays de l'Union soviétique ; si cela se produit, elle se transformera en une troisième guerre mondiale.

Les sanctions économiques sont devenues un modèle de premier ordre pour l'impérialisme américain qui a militarisé le commerce mondial. En réponse à l'agression de la Russie contre l'Ukraine, l'Occident et l'OTAN se sont appuyés sur les sanctions économiques comme un outil nécessaire pour dissuader la Russie d'exporter son pétrole et ses ressources naturelles. Mais cela n'a pas servi les intérêts de l'Occident et de ses alliés. Les sanctions occidentales ont été élaborées à partir de la conviction que les sanctions prises contre la Russie la rendrait impuissante et, par conséquent, qu'elles érigeraient une base solide pour la vitalité des États-Unis sur les terres européennes.

Mais les choses ne se sont pas déroulées comme prévu. Les sanctions se sont retournées contre les pays qui les avaient imposées. En lieu et place des sanctions, l'Occident espérait que Moscou deviendrait un paria économique (car la Russie est le premier exportateur mondial de gaz naturel, le deuxième exportateur de pétrole et le troisième producteur de charbon). Bien que les sanctions aient contraint la Russie à réduire l'offre mondiale de pétrole et de gaz naturel, et qu'elles aient également fait grimper les prix, la Russie a finalement pu profiter des prix élevés du pétrole et du gaz naturel sur le marché mondial, bien que le volume de ses exportations ait connu une baisse sensationnelle au cours de la guerre. C'est grâce à ces bénéfices inattendus tirés du commerce du pétrole et du gaz naturel que la Russie a pu lancer l'offensive de l'après-hiver.

Selon le FMI, l'économie russe s'est contractée de 2,2 % en 2022, alors que le même organisme prévoyait une contraction de 8,5 %. L'Europe a réussi à survivre sans le pétrole et le gaz russes, car elle a importé du gaz naturel liquéfié coûteux des États-Unis. Elle a réduit sa consommation d'énergie, mettant ainsi sous pression la classe ouvrière.

Le plafonnement des prix du pétrole russe et les nouvelles sanctions contre la Russie vont aggraver la guerre. La Russie peut poursuivre son offensive de guerre contre l'Ukraine tant que ses revenus provenant de la vente de pétrole et de gaz ne chutent pas brutalement et que ses réserves de change restent saines. Tout financement étranger destiné à soutenir la Russie dans la guerre actuelle reste totalement hors de question, ce qui n'est pas le cas dans l'affaire ukrainienne.

L'économie européenne traverse l'une de ses pires périodes. En 2022, la croissance de l'économie européenne n'était que de 3,5 %, en 2023, elle devrait encore stagner. L'Allemagne, qui dépendait fortement de la Russie pour son approvisionnement en pétrole et en gaz afin de faire fonctionner ses industries et ses

centrales électriques a été détruite (par les États-Unis), est confrontée à sa pire crise industrielle. Les industries lourdes sont presque bloquées et son secteur manufacturier est en déclin. L'Allemagne a été forcée d'acheter du GNL à des prix très élevés aux États-Unis et à la Norvège.

La Russie et la Chine sont devenues des alliés plus proches en termes de coopération stratégique dans les domaines de la défense, de la technologie et du commerce. Moscou est le plus grand fournisseur d'armes de Pékin. Entre 2014 et 2018, 70 % des importations d'armes de la Chine provenaient de Russie. Les livraisons de pétrole et de gaz naturel de la Russie à la Chine ont considérablement augmenté depuis le début de la guerre. Réciproquement, l'approvisionnement par la Chine de puces à semi-conducteurs et d'autres équipements technologiques, nécessaires tant dans le domaine militaire que civil, a suivi la même tendance que les livraisons de pétrole et de gaz. La Russie possède d'importantes réserves de pétrole, de gaz et d'autres matières premières ; elle dispose d'une base industrielle solide et d'un complexe militaro-industriel, ce qui lui permet d'entrer en conflit avec l'impérialisme américain. En Europe, les États-Unis utilisent le conflit en Ukraine pour poursuivre leur objectif de forcer les Européens à couper leurs liens avec la Russie et renforcer l'emprise de l'impérialisme américain sur l'ensemble de l'Europe.

L'Amérique, en prolongeant la guerre, espère un changement de régime à Moscou. Les médias occidentaux ne cessent de faire du battage autour de la soi-disant "unité occidentale" afin de cacher les contradictions internes au sein des camps occidentaux sur le déroulement de la guerre. Les tensions entre les États-Unis et l'Europe se sont aggravées avec le début de la guerre. Ces tensions se manifestent par l'opposition de l'Europe au récent projet de loi protectionniste des États-Unis sur les infrastructures, car ce projet de loi aura un impact sur la production industrielle dans les pays européens. En outre, le rapport Hersh a révélé l'acte cruel de l'Amérique en collaboration avec la Norvège pour détruire le gazoduc Nord Stream 1 et 2. La Norvège cherchait à faire des profits faciles en fournissant du pétrole à l'Europe à un prix plus élevé.

Après l'explosion du gazoduc Nord Stream 1 et 2, les exportations norvégiennes de pétrole vers l'Europe ont doublé. Dans les années à venir, les exportations d'énergie de la Norvège vers l'Allemagne vont encore augmenter grâce aux nouvelles découvertes dans la région de l'Arctique. En bombardant les oléoducs du Nord, l'impérialisme américain entend rendre les pays européens dépendants de sa consommation d'énergie. Ces faits barbares ont été conçus pour saboter toute négociation sur la table de paix. L'imbroglio actuel entre la Russie et l'Ukraine n'est rien d'autre qu'une guerre par procuration menée par les États-Unis et

l'OTAN contre la Russie. La fuite d'un document du Pentagone établit le fait que l'OTAN a déployé ses forces sur le terrain dans les zones de guerre de l'Ukraine. Le déclenchement de la guerre sur le territoire européen a remis sur le tapis la question de la sécurité de l'Europe et de sa dépendance à l'égard de l'Amérique pour répondre à ses préoccupations en matière de sécurité.

L'entrée de la Finlande dans l'OTAN est un programme bien huilé des États-Unis pour encercler la Russie par le nord et renforcer leur emprise sur l'Europe. À l'occasion du premier anniversaire de la guerre, Zelensky a déclaré que "l'Ukraine a uni le monde". Mais ce n'est pas le cas. L'hégémonie de l'impérialisme américain sur le monde est en déclin, comme le montre clairement la guerre russo-ukrainienne. Une quarantaine de pays, représentant près de 50 % de la population mondiale, se sont abstenus ou ont voté contre des motions condamnant l'invasion russe.

Tout le monde est conscient du double langage des États-Unis lorsqu'il s'agit de préoccupations humanitaires ou de protection de la démocratie. La Russie et la Chine s'efforcent de capitaliser sur le sentiment anticolonial et la domination hégémonique anti-occidentale (qui se développe dans la partie Sud du monde) afin d'établir leur hégémonie sur le Sud. Les sanctions économiques imposées à la Russie par les pays du G-7 ont fait grimper les prix des denrées alimentaires et du pétrole, entraînant une catastrophe alimentaire et énergétique dans le Sud. Il ne fait aucun doute que les superpuissances occidentales peuvent soutenir la guerre parce qu'elles ont les moyens financiers et les capitaux entre leurs mains. Mais le Sud n'a pas les mêmes privilèges.

Par ailleurs, le refus du Sud de soutenir l'Occident dans sa guerre par procuration avec la Russie s'explique également par des raisons économiques. La part des États-Unis dans la production mondiale est passée de 21 % en 1991 à 15 % en 2021. En revanche, la part totale de la Chine dans la production est passée de 4 % à 19 % au cours de la même période. L'Europe traverse une crise sans précédent de désindustrialisation, d'inflation élevée et de crise financière. Cela donne une image de la vulnérabilité de l'économie occidentale qui n'était pas aussi claire avant l'avènement de la guerre. À l'heure actuelle, de nombreux pays en développement effectuent leurs transactions dans leurs monnaies régionales plutôt que de dépendre du dollar en tant que "monnaie universelle". Ces dernières années, la Chine est devenue l'un des plus grands producteurs de véhicules électriques. Cela a entraîné une augmentation de la demande de cobalt, de lithium, de cuivre et d'autres métaux de terres rares. La plupart de ces ressources sont abondantes en Amérique latine.

La montée de la Chine en tant que puissance économique et le changement de l'équilibre des pouvoirs dans le sud du monde en faveur de la Chine est ce que l'Occident, en particulier les États-Unis, n'arrive pas à digérer. Le récent accord entre deux nations hostiles du Moyen-Orient, l'Arabie saoudite et l'Iran, sous l'influence de la Chine, a démontré l'influence croissante de la Chine dans la région. Les pays du Golfe, autrefois considérés comme de redoutables alliés des États-Unis, se sont tournés vers la Chine. C'est pourquoi la Chine a augmenté ses achats de pétrole auprès des pays du Golfe, tandis que les États-Unis ont réduit leurs importations de pétrole en provenance du Moyen-Orient. Après l'accord de paix entre l'Iran et l'Arabie saoudite, la domination d'Israël dans la région du Moyen-Orient a été brisée. Parallèlement, les accords d'Abraham ont perdu de leur influence. "La pomme de discorde" entre les États-Unis et la Chine concerne la région Asie-Pacifique et le continent africain, car cette région est couverte de vastes étendues de ressources naturelles.

L'hégémonie américaine est en déclin à l'échelle mondiale. Il est également vrai que tous les pays du Sud ne sont pas intrinsèquement hostiles à l'Occident ou à l'impérialisme américain dans leur politique étrangère. L'Inde, cinquième économie mondiale, n'est pas à l'abri de l'impérialisme occidental et en particulier de l'impérialisme américain. Par le biais d'accords de libre-échange (ALE), l'État indien, sous le régime fasciste de BJP-Modi, fait la cour aux capitaux étrangers pour qu'ils investissent sur ses marchés intérieurs. Si l'État indien ne condamne pas la Russie, ce n'est pas en raison de son principe de non-alignement, mais en raison de l'approvisionnement en gaz russe bon marché qui a rapporté d'immenses bénéfices à Ambani et Adani. L'Inde signe également des accords de défense avec les États-Unis et l'Italie fasciste, ce qui montre clairement la proximité entre les classes dirigeantes indiennes et les forces impérialistes occidentales.

Le gouvernement fasciste BJP de Modi répète vaguement que "ce n'est pas une ère de guerre" pour se présenter comme le messager de la paix. Mais une telle formulation n'a pas grand-chose à voir avec la vérité. Lénine affirme clairement que l'ère de l'impérialisme n'est rien d'autre qu'une ère de guerre, tant que l'impérialisme existera, la guerre sera la réalité.

Les États-Unis et la Chine se livrent une concurrence féroce pour le contrôle des marchés. En 2020, le Royaume-Uni a été contraint par les États-Unis d'abandonner son contrat avec Huawei. En outre, les États-Unis ont imposé des sanctions à l'entreprise afin de lui interdire l'accès aux technologies américaines de pointe en matière de puces électroniques. Alors que l'Amérique s'implique fortement dans la région indo-pacifique et que les

relations avec la Chine deviennent très volatiles, le danger d'une guerre beaucoup plus importante et dévastatrice plane sur l'Asie. La guerre contre Taïwan aura des conséquences bien plus catastrophiques pour l'économie mondiale.

La réunification pacifique avec Taïwan s'étant évaporée, les classes dirigeantes chinoises n'ont plus que la réunification par la force, mais cela doit passer par la voie de la guerre. La Chine ne peut envahir Taïwan que de deux manières, par voie aérienne et maritime, mais elle n'est actuellement pas en mesure de le faire. La possibilité d'une invasion chinoise (directe) de Taïwan est loin d'être une réalité dans un avenir proche. L'éventualité d'une invasion chinoise (directe) de Taïwan est loin d'être une réalité dans un proche avenir. Le blocage de l'île fera partie du plan chinois sur Taïwan. Mais il existe toutes les possibilités de représailles de la part des États-Unis de la même manière. La Chine importe du pétrole de Russie par le biais d'un oléoduc qui traverse l'Asie centrale, mais 80 % des importations chinoises de pétrole passent par l'océan Indien, ce qui la rend vulnérable aux yeux des forces navales occidentales qui patrouillent dans les eaux de l'océan Indien.

L'Amérique joue la politique de la provocation dans le contexte de la Chine en établissant des bases militaires dans la région indo-pacifique et en envoyant régulièrement ses fonctionnaires à Taïwan. Elle construit également une extension de l'OTAN en Asie du Sud-Est avec la Corée du Sud, le Japon, les Philippines et l'Australie comme principaux alliés. Pour établir une domination unilatérale sur la région indo-pacifique, la classe dirigeante américaine a orchestré des alliances multijointes telles que AUKUS, QUAD et Five Eyes. AUKUS et Quad sont des plateformes destinées à contrer la puissance commerciale et militaire croissante de la Chine dans le monde. Il s'agit de créer un "régime de valeur" pour contrer la baisse de la part de marché de la Chine dans le commerce mondial. L'accord de 368 milliards de dollars récemment conclu entre le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Australie pour l'achat de sous-marins nucléaires n'est rien d'autre qu'une préparation à la guerre dans la région indo-pacifique.

Le modèle économique du monde est régi par une approche keynésienne militaire dans le cadre de laquelle une part importante des recettes de l'État est allouée au développement militaire et technologique, en grande partie pour la mise au point d'armes sophistiquées. D'autre part, l'État réduit ses dépenses sociales destinées au bien-être de la population et applique des mesures d'austérité à la classe ouvrière. Grâce au modèle keynésien militaire, l'Occident a pu atteindre ses objectifs géostratégiques et maintenir son hégémonie. Au cours de l'année écoulée, les importations d'armes dans les pays de l'OTAN ont augmenté de 65 %, selon le rapport publié par l'Institut

international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI). Le rapport note également que les exportations d'armes américaines ont augmenté rapidement, passant de 33 % à 40 %. Actuellement, l'Allemagne a accepté de fournir des chars Leopard 2 à l'Ukraine et l'Amérique fournit le système HIMRAS. Elle s'apprête également à fournir des avions Javelin et F-16. Tout cela indique que les États-Unis et l'OTAN veulent provoquer davantage la Russie et intensifier la guerre.

La guerre a été utilisée par les classes dirigeantes des puissances occidentales et de la Russie pour détourner l'attention des peuples de la crise actuelle du capitalisme et des graves difficultés auxquelles est confrontée la classe ouvrière. Si la contradiction interimpérialiste de la guerre est claire comme de l'eau de roche, son intensification est le résultat d'autres contradictions du système impérialiste. L'intensification d'autres contradictions, comme celles entre le capital et le travail, entre les nations impérialistes et les nations opprimées, est étroitement liée à la première. Le coût économique de la guerre est payé par la classe ouvrière, ce qui lui impose un fardeau énorme. Cela provoque beaucoup de ressentiment parmi la classe ouvrière dans toute l'Europe et dans d'autres pays. Il faut s'élever contre la guerre et construire des mouvements et des manifestations de masse pour établir la paix dans le monde.

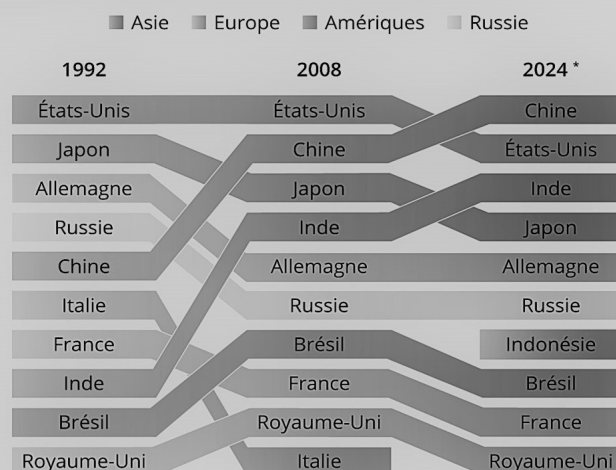
Mais, tout comme la guerre en cours, la paix ne doit pas rester un outil de maximisation du profit. Si les guerres impérialistes ne sont pas combattues, les conditions de la classe ouvrière et des nations opprimées se détérioreront davantage. Il est grand temps pour les communistes et les forces révolutionnaires du monde de construire un front uni contre les guerres impérialistes et pour la protection des droits de la classe ouvrière et des nations opprimées, de sauver le monde de la guerre impérialiste qui menace de devenir une guerre nucléaire. Il est grand temps de construire des mouvements sur le slogan "No NATO", "No Nuclear Weapons". Les guerres impérialistes ne font qu'enrichir la classe des capitalistes et appauvrir la classe ouvrière. Les communistes et les sections progressistes doivent mobiliser une grande partie de la population et construire un mouvement contre les guerres impérialistes partout dans le monde pour l'établissement de la paix et le démantèlement de toutes les bases militaires étrangères dans tous les pays opprimés.

La guerre a redonné aux organisations révolutionnaires et progressistes le sens de l'action ; elle a en outre insufflé une nouvelle énergie aux mouvements de la classe ouvrière, qui ont fait preuve d'une détermination et d'un zèle sans faille pour se révolter contre l'impérialisme.

People's March, The Voice of the Indian Revolution
n.18 06-2023

Les grandes puissances économiques au fil du temps

Évolution du classement mondial des pays selon le PIB mesuré en parité de pouvoir d'achat



* prévisions en date d'avril 2021.
Source : FMI

Les plus grandes économies mondiales

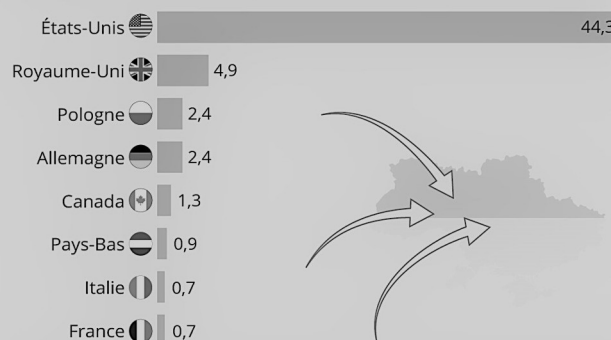
Dix plus grandes économies mondiales selon le PIB en 2022 (en milliards de dollars US) *



* PIB à prix courants, prévisions en date d'octobre 2022.
Source : FMI

D'où vient l'aide militaire fournie à l'Ukraine ?

Pays ayant fourni le plus d'aide militaire à l'Ukraine, du 24 janvier 2022 au 15 janvier 2023 (en milliards d'euros) *



* Les données peuvent inclure d'autres aides militaires (équipement de protection, armement).
Source : IfW Kiel

L'Ukraine est le monde

Les plaines de l'Europe de l'Est, facilement traversées par de grandes armées, sont depuis des siècles soumises à l'influence des civilisations de l'Est et de l'Ouest désireuses d'étendre leur influence. Il n'est donc pas surprenant que cette région se trouve actuellement au cœur d'une guerre inter-impérialiste. En tant que communistes, nous ne devons pas aborder ce sujet en nous empêtrant dans les batailles idéologiques qui entourent cette guerre. Nous devons plutôt commencer par examiner le développement historique de forces antagoniques dans cette région, puis analyser la dynamique mondiale qui les entoure.

L'Empire russe s'est développé dans la seconde moitié du dernier millénaire sur une base féodale, puis semi-féodale. Son cœur s'est consolidé en Europe de l'Est grâce au développement historique des États Kiéviens, Novgorodiens et Moscovites au cours du Moyen-Âge. Aux XVIIIe et XIXe siècles, l'État russe s'est poussé à l'Est, jusqu'aux portes de la Chine, et a consolidé ses territoires dans le Caucase, la Baltique, l'Europe du Nord et l'Asie centrale. Ces exploitations, de même que le centre de la Russie et sa périphérie est-européenne (principalement l'Ukraine, la Biélorussie et la Pologne), ne se sont pas développées initialement sur une base capitaliste : Elles étaient composées de formations sociales que l'on peut qualifier comme des ethnies, des proto-nationalités ou des tribus¹, mais qui n'étaient pas des nations modernes consolidées.

Toutefois, dans la seconde moitié du XIXe siècle, les relations capitalistes ont commencé à se développer à un rythme accéléré dans l'ensemble de l'empire russe, en particulier dans le cœur de la Russie. En Russie propre, au Belarus et en Ukraine, l'émergence de fractions nationales de la bourgeoisie naissante a conduit au développement formel de cultures folkloriques, auparavant essentiellement paysannes, qui sont devenues les racines d'une identité nationale commune utilisée pour se distinguer des autres. Naturellement, tous les mouvements de ce type en dehors de la Russie propre ont été considérés par la classe dirigeante et la monarchie comme une menace envers l'ordre des choses existant, et ont donc subi une forte répression.

Parallèlement aux mouvements de la bourgeoisie nationale qui se développent et se consolident dans tout l'empire, une gauche socialiste révolutionnaire émerge. En se développant, elle a dû contester avec la précédente pour les trois principaux réservoirs de potentiel révolutionnaire : la classe ouvrière, la paysannerie et les nations et nationalités

opprimées. C'est ainsi que le parti Social-Démocrate de Russie a développé son analyse de la question nationale au-delà de tout que les socialistes d'Europe occidentale avaient fait, car les conditions particulières de la Russie Tsariste rendaient cette question particulièrement urgente.

Il ne faut pas oublier que la révolution russe subséquente a été une révolution multinationale. Après la prise de pouvoir, les bolcheviks ont fait quelque chose de sans précédent : ils ont reconnu aux nations minoritaires le droit à l'autodétermination, y compris le droit à la sécession. Comme d'autres, l'Ukraine a accepté de rejoindre l'Union des nations soviétiques. C'est ainsi qu'est né l'État multinational de l'Union soviétique.

Ukraine, en revanche, était un champ de bataille entre les forces armées et politiques bourgeoises-nationalistes, tsaristes, occidentales-interventionnistes, paysannes-anarchistes et communistes. À l'époque de la révolution russe, l'Ukraine était l'une des régions les plus industrialisées de l'empire Russe. Ces industries, principalement situées dans la moitié orientale du pays, regroupaient une bourgeoisie d'origine ukrainienne et russe. Par contre, les terres arables de cette région immensément fertile (qui allait être surnommée "le grenier à blé de l'Union soviétique") supportaient un nombre anormalement élevé de Koulaks : une couche sociale de paysans prospères qui représentaient un processus d'accumulation primitive se développant dans les campagnes.

Par la suite, dans les années qui ont précédé la révolution russe, l'alliance entre les bolcheviks et les forces révolutionnaires nationales en Ukraine s'est parfois révélée difficile.

La nécessité de redistribuer les céréales dans toutes les régions et le passage à la collectivisation des fermes se sont heurtés de plein fouet aux aspirations de la bourgeoisie nationale. Les Koulaks résistent violemment à ces mesures. Combiné à la sécheresse, cet ensemble de facteurs va créer les conditions de la survenue de la famine en 1932². Celle-ci allait enflammer les contradictions entre les forces supranationales et nationales, et entrer plus tard dans la mythologie nationaliste comme "Holodomor", une famine créée artificiellement afin de réprimer sans pitié les activités antisoviétiques.

À ce stade, il peut être utile de réexaminer la manière dont Lénine met en évidence la double nature des mouvements nationaux : Dans leur correspondance (par leur lutte contre les nations oppressives) et leur divergence (par l'exclusivité de la politique de la bourgeoisie pour les privilèges de cette nation uniquement); avec le programme du mouvement prolétarien. Pour lui, le mouvement prolétarien ne peut soutenir les politiques de la bourgeoisie nationale que

¹ L'un d'entre eux est le "Rus", qui désigne les rameurs, des commerçants scandinaves dont la base s'est déplacée de Kiev, la "mère des villes Rus", à Moscou à la suite de l'invasion des Mongols.

² Pour plus d'informations sur ce sujet voir ; *What About Russia?, An Honest Reply to Honest Questions*, Anna Louise Strong. <https://digital.library.pitt.edu/islandora/object/pitt/%3A31735061539676/viewer#page/8/mode/2up>

sur une base conditionnelle, car "la bourgeoisie place les revendications nationales au premier rang, le prolétariat subordonne ces revendications à l'intérêt de la lutte des classes"¹.

Notamment, depuis la fondation de la République socialiste soviétique d'Ukraine, l'ouest du pays était sous occupation polonaise, devenant ainsi une république bourgeoise antibolchevique. C'est là que les représentants des classes possédantes; les courants nationalistes réactionnaires et plus tard fascistes, ont prospéré. Ils exploitent les contradictions réelles entre la paysannerie et le gouvernement soviétique, dans le but de se réunir avec le reste de l'Ukraine, *en dehors* de l'Union soviétique. Les intérêts de classe l'emportent cependant sur les intérêts nationaux : En effet, ils ont cherché à plusieurs reprises l'aide des impérialistes occidentaux qui cherchaient à vaincre l'Union soviétique, collaborant plus tard avec leurs occupants nazis avec les mêmes intentions. Alors que l'Europe plongeait dans la Seconde Guerre mondiale, l'Ukraine (les marches occidentales de l'Union soviétique) a subi un nombre élevé de pertes militaires (armée rouge) et civiles. En outre, des dizaines de milliers de partisans se sont battus jusqu'à la fin de la guerre contre les forces étrangères et les collaborateurs nationaux. Ironiquement, la réunification de l'Ukraine a été réalisée par l'Union soviétique dans le cadre de la marche de l'Armée rouge vers l'Allemagne.

Or, la période d'après-guerre de l'Union soviétique a vu une évolution favorable à la Russie propre, avec un recul des droits culturels. Le parti communiste ukrainien, malgré sa vision trop étroitement nationaliste, a parfois été un allié clé des Bolcheviks dans la mise en œuvre des politiques, et parfois en désaccord avec eux. Ce basculement a marqué le démantèlement du parti par les dirigeants soviétiques. Néanmoins, Nikita Khrouchtchev², premier secrétaire du parti communiste, dirigea plus tard le processus de déstalinisation, jouant également un rôle majeur dans le transfert de la Crimée à l'Ukraine (bien qu'elle soit majoritairement russophone).

Après la dissolution de l'Union soviétique, l'Ukraine a été plongée dans un chaos économique et politique caractérisé par l'émergence d'oligarques dans la mêlée générale chaotique. Alors que le Belarus et le Kazakhstan s'alignent sur la fédération russe, les pays baltes optent pour les impérialistes occidentaux, les oligarques ukrainiens oscillent entre l'Est et l'Ouest.

Bien que la position dominante de la bourgeoisie ait commencé par un alignement avec la Russie, la "révolution orange" de 2004 a marqué une intensification du conflit (à propos des résultats des élections) entre ces deux fractions, où la position occidentale l'a temporairement emporté.

Quoique spontanée et confuse, la révolution orange était animée par un vague sentiment de lutte contre la corruption (des lignes ethno-linguistiques étaient en train d'être tracées, mais elles n'étaient qu'un élément secondaire). Ce fut l'une des premières "révolutions colorées" : un terme qui est apparu pour désigner les mobilisations populaires, utilisées pour effectuer des changements de régime pro-occidentaux sans intervention directe. Ne pas analyser un tel phénomène de manière dialectique, et l'étiqueter de manière trop simpliste comme un complot de la "CIA", etc. signifie manquer précisément ce que les révolutionnaires ne doivent jamais manquer : l'état d'esprit des masses (la situation subjective) et les contradictions clés de la société (la situation objective). La réalité est qu'aucune révolution colorée n'est possible s'il n'y a pas de base pour une rébellion de masse. La victoire de la fraction occidentale, avec la prestation de serment de Louchenko en tant que président, a permis de promouvoir et de populariser davantage les thèmes nationalistes, tandis que la politique étrangère s'est orientée vers un rapprochement avec l'UE.

En 2010, la faction orientale a repris le pouvoir avec l'élection de Yanoukovitch. Toutefois, cette résurgence a été brève, car le mouvement Euromaidan a éclaté en 2013, commençant par une série de manifestations qui se sont transformées en fusillades dans les rues de Kiev. Bien que les revendications officielles aient été un retour vers l'UE, les facteurs sous-jacents semblent avoir été les mêmes que ceux de la rébellion précédente : la lutte contre la corruption et un dégoût général pour la condition de la politique bourgeoise, qui a entraîné une polarisation des divisions ethno-linguistiques. Au point le plus élevé de l'escalade, les forces d'extrême droite (qui ne comptaient que quelques centaines de personnes au départ) ont brièvement pris le leadership, étant les seules à être prêtes et désireuses de prendre la tête d'un conflit armé avec les forces de l'État. Lorsque Yanoukovitch a fui le pays, signe d'une nouvelle victoire de la fraction occidentale, les forces pro-russes de l'est du pays ont réagi pour se détacher de l'Ukraine. En Crimée, l'escalade est arrivée au point d'aboutir à une occupation militaire russe directe. Parallèlement, le gouvernement ukrainien a envoyé des troupes dans le Donbas pour mettre fin au soulèvement régional. La guerre civile qui a fait suite s'est poursuivie, avec des accalmies de temps à autre, jusqu'à l'invasion russe de 2022.

Avec ce bref résumé, nous espérons mieux comprendre la complexité du développement historique des conditions objectives et subjectives en Ukraine. Elles ont conduit à l'émergence de factions opposées au sein de la bourgeoisie nationale, chacune prônant un "meilleur accord" de la part des blocs impérialistes concurrents. C'est ainsi que l'Ukraine est devenue un territoire contesté dans la nouvelle redivision du monde.

¹ Lénine - Le droit des nations à l'autodétermination

² Nikita Khrouchtchev (1894-1971) est né à Kalinovka, dans l'oblast de Kursk, en Russie impériale (dans l'actuelle Russie, près de la frontière actuelle avec l'Ukraine) dans une famille paysanne. En 1908, sa famille s'installe à Yuzovka, en Ukraine (aujourd'hui territoire de Donetsk sous contrôle russe).

Pour les camarades du *Front des travailleurs d'Ukraine (ML)* ou de l'*Union russe de la jeunesse communiste révolutionnaire (bolcheviks)*, l'escalade dans la guerre impérialiste ne signifie pas seulement le front extérieur des classes dominantes. Mais aussi l'ouverture d'un front intérieur avec l'interdiction des organisations et la réécriture des codes du travail¹.

Les communistes ukrainiens sont confrontés aux mouvements populaires qui ont surgi face à une classe dirigeante faible. Faible, non pas parce qu'elle est enracinée dans des formes semi-féodales, n'ayant pas encore vécu les réformes politiques progressives apportées par une bourgeoisie nationale, etc. mais faible face à la contradiction entre l'État-nation et le capital international.

Les pays impérialistes puissants, face à l'anarchie du marché international, ont le privilège de s'engager dans une "régulation interne" continue et coûteuse pour tenter de limiter ce chaos chez eux (par exemple, le protectionnisme, la 'redistribution des richesses', les audits indépendants et la législation anti-trust, etc.) En revanche, l'Ukraine est l'un des nombreux pays qui ne disposent pas de ces moyens (car ils sont payés par les superprofits des opérations impérialistes). Ici, le chaos du capital sape ses fondations mêmes, et le dysfonctionnement des affaires internes se manifeste ouvertement par la spéculation, la corruption, etc. Sans les superprofits de l'impérialisme, il n'est pas possible de soudoyer une partie de la classe ouvrière avec l'espoir d'une vie meilleure ; ainsi, lorsque les masses se rebellent, l'État en est réduit à une répression excessive dans une tentative désespérée de contrôler ses affaires internes. Dans de telles situations, les puissances impériales restent aux aguets comme des vautours.

En tant que communistes, l'augmentation récente de ces mouvements populaires confus et interclassistes ne doit pas être rejetée. Notre soutien ne peut être que conditionnel. Nous devons aggraver la composante de ces mouvements la plus fortement animée par l'affrontement des prolétaires avec le capital international. Nous ne pouvons pas soutenir les "solutions" de la petite bourgeoisie et du nationalisme à cette contradiction. Celles-ci visent à obtenir des privilèges nationaux pour tenter d'atteindre l'équilibre avec le marché mondial (protectionnisme, etc., voir ci-dessus). Nous devons travailler pour empêcher le prolétariat de tomber dans un tel cul-de-sac politique² (démonstré par Syriza et Podemos). En tant que communistes, nous savons que toutes ces contradictions ne peuvent pas être résolues par le capitalisme, ni par l'État-nation.

En conclusion de notre analyse des particularités de l'Ukraine, nous changeons de perspective pour adopter une vue panoramique de la

dynamique mondiale qui a donné naissance à cette guerre. En effet, à mesure que les tensions entre les États-Unis et la Chine s'intensifient, la guerre en Ukraine prend de l'importance, car elle annonce l'effondrement du mythe du monde unipolaire.

Pour analyser ce panorama, nous commençons par la conception de l'impérialisme de Lénine, non pas comme une catégorie (dans une dichotomie entre progressisme et impérialisme), mais comme une manière de décrire toute une époque du capitalisme. Par exemple, l'analyse récente de la Russie témoigne du fait que lorsque les catégories sont analysées de manière *isolée*, on en perd la perspective plus large, ce qui conduit à leur exagération. Certes, il est facile de percevoir la Russie comme se battant dans un coin. À l'ère impériale moderne des guerres par procuration et du "soft power", les stratégies longtemps considérées comme démodées (le lancement d'une guerre terrestre à l'ancienne, les déclarations ouvertes d'annexion, etc.) montrent qu'elle a du mal à garder la tête hors de l'eau.

Et d'une manière très réelle, la Russie lutte pour sa propre survie - sa survie en tant que *puissance impérialiste*. Certes, elle n'est pas la puissance impérialiste *dominante*, mais elle n'est en aucun cas un pays opprimé, mais plutôt un pays qui participe à la nouvelle redivision du monde.

Tout comme un projecteur peut éclairer la scène dramatique, se focaliser sur la guerre et la ruée vers les ressources de l'Ukraine peut nous faire négliger la chorégraphie complexe des tensions mondiales - une symphonie de notes plus subtiles qui jouent une mélodie d'une importance bien plus grande que le grand spectacle lui-même. "*L'impérialisme*" de Lénine illustre la compréhension de la tapisserie des "sphères d'influence" sont tissée par le capital financier, où la domination militaire n'est qu'un outil parmi d'autres. Cette domination du capital financier décrite par Lénine entremêle les institutions *nationales*, corporatives, financières et politiques par le biais de son besoin d'expansion. De même, son influence s'étend à une myriade d'organisations *internationales*, qu'il s'agisse d'organisations d'aide internationale, d'organismes de réglementation, du monde de la criminalité, de plates-formes diplomatiques et économiques, d'instituts de recherche ou de plates-formes de communication etc. Le "soft power" qui en résulte explique pourquoi, par exemple, il était si important pour Macron de promettre un milliard d'euros pour le développement d'écoles francophones en Afrique en pleine pandémie.

À cet égard, même si c'est la Russie qui s'engage dans les interventions militaires actuelles, c'est surtout la Chine qui prépare le terrain pour que de telles interventions puissent avoir lieu. Depuis l'ère napoléonienne, les lignes de ravitaillement sont devenues un facteur essentiel de la guerre. Autrefois négligé, il semble aujourd'hui banal de reconnaître que la capacité de ses troupes à combattre dépend du maintien de leur approvisionnement. En bref, nous devrions nous poser la question suivante : si la Chine

1 Quelques-unes des premières mesures prises par l'État ukrainien au déclenchement de la guerre

2 Pour Lénine, l'ère de l'impérialisme est celle où la dépendance des petites nations à l'égard des grandes puissances impériales devient une règle générale.

n'avait pas préparé le terrain, où en serait la capacité militaire de la Russie en Afrique ? Les manœuvres de "soft power" peuvent se dérouler à plusieurs niveaux, notamment sur le plan économique, de l'information, de la perturbation générale et de la désorientation, afin de créer des conditions favorables à l'un ou l'autre des blocs. À l'instar d'une partie d'échecs, les manœuvres cruciales se produisent souvent, non pas dans les phases finales, lorsque l'adversaire sent une menace imminente, mais plutôt dans les mouvements précédents, dissimulés dans l'ombre. Cela peut toutefois donner l'impression que ces sphères d'influence sont statiques et que tous les mouvements entre elles sont orchestrés. Pour en revenir à la caractérisation par Lénine de l'impérialisme comme la phase la plus chaotique du capitalisme, rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité. Si, à l'époque de Lénine, "l'exportation du capital" n'était pas plus rapide qu'un bateau à vapeur, aujourd'hui, à l'ère du numérique, de vastes pans du capital financier se dispersent comme des éclats d'obus, traversant le monde sous leur forme virtuelle, en un clin d'œil. L'accélération de cette tendance s'accompagne d'une augmentation des turbulences, de la spéculation, des jeux d'argent et de la logique consistant à "couper l'herbe sous le pied pour gagner du fric rapidement" (il suffit de regarder la crise économique 2008 pour s'en convaincre). Un cercle vicieux se met en place : l'augmentation de la concentration du capital entraîne un chaos accru sur le marché. Ce chaos est ponctué de crises économiques qui renforcent à nouveau la concentration (les éléments les plus faibles n'ayant pas les ressources nécessaires pour survivre à la crise).

Le cycle actuel de chaos et de concentration se situe dans un monde où le rideau de fer ne sépare plus l'économie mondiale en deux domaines distincts. Au contraire, les deux principales puissances impériales sont imbriquées dans une étreinte mortelle d'interdépendance économique : Un coup porté à l'une d'entre elles provoque une onde de choc chez l'autre. Les sanctions contre la Russie sont un bon exemple de la façon dont les efforts pour séparer une partie au capital mondial peuvent produire des résultats inattendus qui vont à contre-sens de ses objectifs (dans d'autres cas, comme pour l'uranium, la loi du marché refuse tout simplement de telles tentatives). En résumé, nous devons considérer chaque "sphère d'influence" comme en flux permanent. À cet égard, nous ne pouvons parler que de *tentatives* visant à canaliser des parties du capital financier international entrelacé dans certaines directions. Ou d'*efforts* pour exploiter une vulnérabilité exposée par l'anarchie du capital chez l'adversaire. Malgré toutes ces tentatives et tous ces efforts, la loi du marché fonctionne souvent de manière obscure et contradictoire, à l'insu de ces plans.

D'une certaine manière, cette guerre est la première escarmouche : la mise à l'épreuve des forces et la réorganisation des forces à l'est et à l'ouest, en réaction à ce que l'adversaire révèle. En effet, malgré

toutes les abstractions susmentionnées, c'est le conflit militaire qui oblige chacun à dévoiler ses cartes. C'est cette compréhension du conflit impérialiste (sous ses formes subtiles et ouvertes) qui nous donne un cadre pour évaluer les blocs impériaux respectifs. À cet effet, il devient impératif d'aborder les affirmations concernant le prétendu rôle "progressiste" ¹ attribué à la Chine et à la Russie. Au niveau le plus superficiel, ces affirmations les présentent comme des "libérateurs" pour leur lutte contre les fascistes, leur aide aux nations africaines dans la lutte contre leurs anciens maîtres coloniaux ou simplement parce qu'ils sont les outsiders qui s'opposent à l'impérialisme américain. Pour contrer ces affirmations idéalistes, il suffit de les opposer à l'implication de telles valeurs "libératrices" à l'intérieur de leurs frontières. Comme l'a affirmé Lénine, les anti-impérialistes sont partout lorsqu'il s'agit de parler de son pays rival, mais nulle part lorsqu'il s'agit de parler de sa propre nation impérialiste.

Ces arguments moralisateurs trouvent généralement leur fondement dans la ligne idéaliste connue sous le nom de "multi-polarisme". Il s'agit de la tendance politique qui promeut le développement de plusieurs puissances impérialistes concurrentes dans l'espoir d'un monde "multipolaire" : dans ce contexte, les grandes puissances se "tiennent mutuellement en échec", en créant une distribution plus équilibrée et diversifiée du pouvoir et de l'influence sur la scène mondiale.

Contrairement à ces aspirations à "l'équilibre", la théorie de l'impérialisme de Lénine décrit deux tendances contradictoires, avec le Monopole (/concentration/intégration) à un pôle, et la Concurrence (/friction/division/conflit/) à l'autre. Cette contradiction majeure au sein du capitalisme explique pourquoi Lénine commence son analyse de l'impérialisme par la formation de monopoles, mais termine par l'inévitabilité de la guerre (plutôt que par un monopole mondial unique). Ce sont ces aspects contradictoires de l'impérialisme qui produisent un développement inégal et une distribution inhomogène des richesses au lieu d'aboutir à un état d'équilibre. Pour imaginer un tel état d'équilibre, il faudrait non seulement que toutes les puissances impériales aient une répartition égale des ressources matérielles, de la population, une géographie qui élimine tout avantage stratégique, etc. mais aussi que chacune ait un rythme de développement économique identique, de sorte qu'aucun facteur de différenciation ne puisse donner à un bloc l'avantage sur l'autre. Face à de telles imaginations, nous retrouvons Lénine : "Celui qui nie les tâches urgentes d'aujourd'hui, au nom de rêves sur les tâches douces de l'avenir, devient un opportuniste" ².

La réalité de l'impérialisme est que l'ascension d'un bloc s'accompagne du déclin d'un autre. Cela peut

¹ On pourrait tout aussi bien évoquer le rôle "civilisateur" de l'Empire britannique qui, dans ses propres colonies, a étendu le réseau routier et construit des bâtiments et d'autres choses utiles.

² Introduction de Lénine à L'impérialisme et l'économie mondiale de Boukharine

momentanément fournir une ouverture aux gouvernements bourgeois des pays plus faibles pour jouer un côté contre l'autre en tentant d'obtenir un plus grand degré d'indépendance. Mais ce scénario est toujours limité et précaire, et son échec, à long terme, est inévitable. La réalité est que la notion d'équilibre durable entre les puissances impériales est le retour de la recherche du mirage d'un "capitalisme pacifique" (comparable à l'idée d'ultra-impérialisme de Kautsky)¹ à une époque où l'histoire a prouvé depuis longtemps que l'impérialisme n'aboutit qu'à des conflits et à des guerres.

La réalité de la guerre et ses implications politiques peuvent être bouleversantes, tout en paraissant paradoxalement lointaines et surréalistes. Il est facile de comprendre comment la paralysie décisionnelle face aux questions complexes qu'elle pose peut conduire à applaudir l'autre empire. Cependant, alors que les répercussions mondiales de cette guerre sont de plus en plus ressenties par notre classe, il est nécessaire de promouvoir une ligne de classe indépendante plutôt que de se laisser emporter par le programme des forces "progressistes" de l'un ou l'autre des blocs impérialistes.

Ainsi, alors que l'impérialisme de notre nation resserre son étau sur le prolétariat, extrayant jusqu'à la dernière goutte de travail pour alimenter son arsenal de guerre, les conséquences matérielles de cette guerre pour la classe ouvrière se font de plus en plus sentir. Les implications matérielles de cette guerre pour le prolétariat sont que l'ennemi est plutôt chez lui. On pense aux investissements militaires au détriment des investissements civils, ou plus simplement aux exodes que produisent les guerres et les différents circuits liés à l'accueil des migrants. De se permettre de se laisser embarquer par les promesses "d'équilibre" des impérialistes ou de "tranquillité" de notre propre bourgeoisie nationale, en promettant de nous mettre à l'abri du chaos du capital international; sont des impasses stratégiques que nous ne pouvons pas nous permettre de commettre. À l'inverse, ce sont les qualités autodestructrices du capital qui ont ouvert des fissures dans la façade de nos ennemis de classe. Si nous choisissons de ne voir qu'un mur impénétrable, il est certain que nous resterons immobilisés. Le capitalisme d'aujourd'hui est plus faible que jamais, de plus en plus incapable de captiver notre jeunesse avec des rêves de luxe prefabriqués, qui sont ensuite retournés, lorsque la réalité frappe à la porte, révélant de telles fausses promesses comme un étalon pour évaluer sa propre pauvreté relative. Face à un prolétariat de plus en plus multinational (l'organisation du travail et le marché), nous avons une concurrence qui produit une lutte de plus en plus féroce entre les classes et entre la même

masse de travailleurs, ce que l'on appelle la "guerre des pauvres".

Il y a des guerres d'intensité variable sur tous les continents, il y a des guerres qui sont simplement oubliées parce qu'elles sont périphériques, comme dans le cas du Yémen. La guerre en Ukraine est le "monde" parce qu'en Ukraine, les contradictions du capitalisme deviennent plus visibles. Cette guerre a rendu encore plus visibles les divergences au sein de la gauche et du mouvement communiste lui-même. Les déchirures et les divisions que cette guerre provoque dans le mouvement communiste (partisans de l'Ukraine, partisans de la Russie, internationalistes) sont inévitables, et d'une certaine manière positives, parce qu'elles sont liées aux contradictions du présent. Face au conflit de l'Ukraine, on ne peut pas faire comme si c'était un conflit comme les autres, la position que l'on décide d'adopter conduit à des positions précises. Placer sa propre bourgeoisie comme ennemi principal n'est donc pas une opinion, parmi d'autres, mais un choix précis d'indépendance du mouvement communiste aujourd'hui.

A.Z



¹ Karl Kautsky (1854-1938), l'un des principaux dirigeants de la social-démocratie allemande, il a soutenu l'intervention militaire de l'Allemagne dans la première guerre mondiale.

Un coup d'harmattan sur l'impérialisme français

Peut-on encore se suicider quand on est déjà mort ? Telle semble être la trajectoire historique de l'impérialisme français en Afrique, du moins dans ce qu'on a appelé son « pré carré ». Depuis plus de 10 ans, l'impérialisme français ressemble à un mort-vivant qui tente de façon désespérée de maintenir des positions menacées de toutes part. Le mythe de son autonomie stragique, savamment entretenu depuis De Gaulle perd toute consistance. Dans sa faiblesse relative, étant incapable d'être leader de la vieille Europe, la France impérialiste a dû multiplier les interventions de ses corps expéditionnaire en Libye, en droit fil de sa tradition de la canonière coloniale, en Centrafrique puis dans tout le Sahel. Mais, depuis deux ans, ces mêmes armées tricolores, habituellement indélogables en dehors des mouvements de libération nationale, sont progressivement et littéralement chassées par une série pays africains (Mali, Burkina Faso et Niger dont la junte vient de demander le départ des troupes françaises d'ici septembre 2023). Ces pays ont en commun d'avoir été depuis 2012 les terrains d'opérations de l'opération « Barkhane » et d'être ainsi les derniers laboratoires de la « guerre contre le terrorisme » dans sa version française. Un grand vent du désert souffle sur l'impérialisme français. Aux yeux des Autorités françaises et de leurs porte-voix intégrés il s'agit d'une catastrophe stratégique. Avant de comprendre les racines profondes de ce basculement, il faut en prendre la mesure et saluer la déconfiture d'une des pires dominations qu'un pays ait exercé sur toute une région du monde.

Plus d'un siècle de domination politico-militaire semble prendre fin alors qu'elle se pensait éternelle. Comme l'affirmait Emmanuel Macron lors de son premier déplacement à l'étranger le 19 mai 2017 au Mali sur la base de Gao : « *On ne peut fixer un terme aux missions de la France dans ces régions.* » Depuis leurs premières incursions en 1860, et malgré les héroïques soulèvements, comme la résistance augurale de Hajj Samory Touré et celle moins connue de la légendaire reine Sarraounia qui a tenu tête la mission Voulet-Chanoine en 1899 au Niger, les forces militaires françaises n'ont pas cessé d'exercer leur ravage et leur hégémonie sur une grande partie du Sahel et ainsi de servir d'assurance-vie et de caution aux satrapes compradores de la bourgeoisie africaine, des relais interchangeables des intérêts capitalistes français. C'est la seule région au monde où à chaque éléction on entend la sempiternelle question « qui est le candidat de la France ? ». Une aliénation sinistre et humiliante qui a continué durant des dizaines d'années après les indépendances formelles des années 1960. L'exigence

d'un départ des troupes françaises d'Afrique (mais aussi du Pacifique et des Caraïbes) et en général l'expulsion des bases militaires éternagères qui sont sur le sol africain est une ancienne revendication qui remonte au moins à la Conférence panafricaine des peuples à Accra en 1958. Tout anti-impérialiste sincère ne peut que se réjouir du départ des troupes françaises de la moindre partie du sol africain, y compris si ce départ n'est pas le résultat de grands luttes révolutionnaires comme c'est le cas aujourd'hui. Le soi-disant « sentiment anti-français » avec lequel on nous rabat les oreilles est un profond sentiment ancré dans les têtes et les cœurs des masses populaires africaines, c'est une exécution légitime de tout ce qu'a représenté et représente la domination française dans la région. Le rejet de l'infantilisation, du paternalisme et du mépris n'attendait qu'une occasion pour se manifester, il n'est pas le sous-produit d'une habile propagande russe comme le prétend par dépit la ridicule diplomatie française.

D'où vient le fiasco actuel de l'impérialisme français ? La prétendue « surprise » du putsch du Niger du 26 juillet 2023 paraît une aberration. Il est vrai qu'il a été mené par les enfants gâtés du complexe sécuritaire de la Françafrique subitement transformés en une nuit en patriotes intransigeants¹. Mais cela ne doit pas occulter ni les raisons de l'instabilité des régimes au Sahel, ni le fait que la bourgeoisie française savait pertinemment qu'elle jouait sa mainmise sur la « sous-région » depuis des années. Elle tentait même sans succès de modifier les termes de sa domination dans la région depuis plus de 10 ans. L'activisme guerrier de la France en Libye (2011), Côte d'Ivoire (2011), Mali (2013) et Centrafrique (2013) ont connu des motivations variées : élimination d'un régime gênant, sauvegarde des régimes d'« Etats faillis » ou soutien armé à l'avidité des rentiers de la Françafrique, mais il s'inscrit toujours et avant tout dans la nécessité pour l'impérialisme français d'utiliser son « avantage comparatif » militaire (une armée de projection et le statut de puissance nucléaire) face aux appétits des autres puissances impérialistes dont les Etats émergents des BRICS.

Or, cette conscience ne suffit pas à redresser la barre de l'impérialisme français quelques soient les plans échafaudés en la matière. Elle est balayée par un phénomène historique bien plus puissant. Même la capacité à assurer la sécurité de régimes largement soumis aux intérêts capitalistes français est devenue quasi nulle. Dès 2013, différents cénacles dirigeants de la bourgeoisie française produisent des rapports alarmants et prospectifs, comme celui du Sénat sur « *la présence de la France dans un Afrique convoitée* » ou celui d'Hubert Védrine « *Un partenariat pour l'avenir* » réalisé pour le compte du Ministère de l'Economie annonçant sans détour les objectifs essentiels de l'interventionnisme au Sahel. Les efforts

¹Le principal auteur du coup d'Etat, le général Tiani, était chef de la garde présidentielle depuis 2011. La montée en puissance de responsables de la sécurité est un effet secondaire de la « guerre contre le terrorisme »

français doivent tendre à la « *captation des bénéfices de la rente pétrolière, minière, foncière ou des concessions de service public* »¹.

En conséquence de cet impératif catégorique, la loi de programmation militaire (2014-2019) privilégie les OPEX (Opérations extérieures) et intervention des forces spéciales sur les éléments prépositionnés². La réflexion stratégique de la bourgeoisie française consiste alors à réorienter sa politique selon l'importance à venir de l'Afrique dans les rivalités inter-impérialistes en s'appuyant sur la gestion de l'héritage colonial afin de mieux se projeter vers l'Afrique « lusophone » et « anglophone » n s'opposant coûte que coûte à la progression des « pays émergents ». Les différentes fractions des classes dirigeantes françaises restent ainsi fidèle à la prédiction du grand colonialiste Mitterrand « *Sans l'Afrique, il n'y aura pas d'histoire de France au XXIème siècle* », ce à quoi il ajoutait : « *La France reste celle qui conduit, celle dont on a besoin, celle à laquelle on se rattache* »³. Mais les spécificités de l'impérialisme français qui viennent de son histoire coloniale et de sa place dans la chaîne impérialiste ne jouent plus en sa faveur. Ou plus exactement, ils se retournent contre elle à l'heure où la rivalité interimpérialiste a pris la première place. Le vent a tourné. Le volontarisme bourgeois bute, comme tout volontarisme, sur des tendances historiques et économique irréfragables. Il est utile d'insister sur ce point : les désirs des impérialistes ne sont pas des ordres, leur réalisation dépend elle aussi des rapports de force réels dans le conflit inter-impérialiste. Rappelons notre credo marxiste : ce n'est pas la conscience qui détermine les conditions d'existence mais ce sont les conditions d'existence qui déterminent la conscience. Le cas de la Françafrique montre la toute faiblesse des thèses construites sur la malfaisance de la volonté des dominants. Contrairement à la fameuse thèse de Max Weber, ce n'est pas « l'esprit » du protestantisme qui a créé le capitalisme, c'est le capitalisme qui a conduit certains chrétiens à devenir protestants et à se

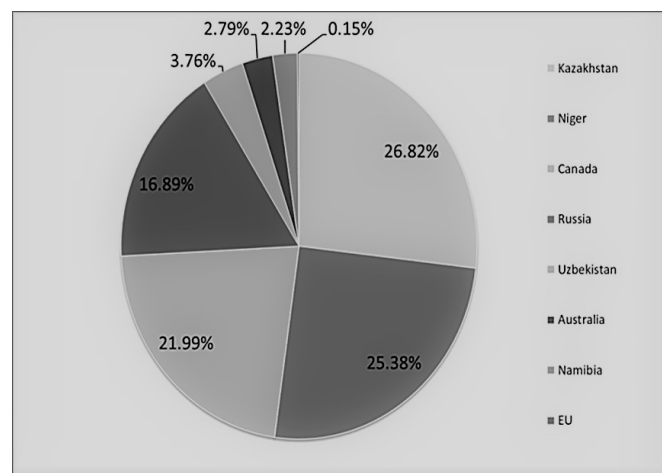
convertir à la sombre rigueur de l'accumulation primitive. La conscience seule ne change pas le monde. Il faut qu'elle émerge d'une force matérielle et qu'elle devienne elle-même une force matérielle. De la même manière, la prise de conscience tardive par la bourgeoisie française de la nécessité d'intervenir par la force pour sauver ses positions en Afrique dite francophone n'a pas empêché son inéluctable perte d'influence et de contrôle. Dans le long déclin de l'Occident capitaliste, la crise de la Françafrique et de ses archaïsmes est une crise « dans » le capitalisme et non pas une crise « du » capitalisme, elle est cyclique et non générale, les pays dominés restant, avec ou sans la tutelle française, des sous-traitants et des fournisseurs contraints des grands monopoles, la France perdant ses marchés captifs et sa capacité à décider absolument des régimes politiques chargés de la sous-traitance. La longue période où les alliés impérialistes, en premier lieu l'impérialisme yankee, laissait la France gérer à sa guise ses ex-colonies subsahariennes est terminée.

La Chine a pris la place de la France comme premier exportateur vers l'Afrique depuis 2007, l'Allemagne est passée devant la France comme premier exportateur européen depuis 2017. Les changements des dernières décennies en Afrique sont en général analysé comme l'entrée de l'Afrique dans la mondialisation et dans la multipolarisation. Entre 1995 et 2019, l'Europe a perdu un peu plus de 15 % de parts de marchés en Afrique, ne pesant plus que 33,2 % des exportations et 29,9% des importations. Dans la zone du franc CFA, la France connaît aussi la même tendance. Le club de Paris qui jusqu'ici gérait seul les dettes des pays CFA est désormais limité depuis que la Chine est devenu le premier créancier. Si on prend le cas spécifique du Niger, l'uranium est géré par une entreprise, la Société des Mines de l'Aïr dont l'essentiel est détenu par le Commissariat français à l'énergie atomique et par deux entreprises françaises, 15% par le gouvernement nigérien qui demande régulièrement à renégocier sa part dans la rente minière. Un quart de l'uranium vendu en Europe provient du Niger.

1Rapport Védrine, dans le chapitre « *Réinvestir tous les leviers de l'influence dans la présence française sur le continent* » du rapport au ministre français de l'économie et des finances « *un partenariat pour l'avenir : 15 propositions pour une nouvelle dynamique économique entre l'Afrique et la France* », décembre 2013

2La France est aujourd'hui le 3ème vendeur d'armes au monde avec environ 11% du marché. Le budget militaire a été porté à 413 milliards pour la période 2024-2030, soit 2% du PIB comme l'exige l'OTAN, plus de la moitié du budget va à l'entretien de la force nucléaire (modernisation des armes, des vecteurs cad les missiles et des porteurs cad les rafales ou les sous-marins nucléaires porteurs d'engins). Cf article d'Elise Vincent, Le Monde, 4 avril 2013. Malgré la marginalisation de la France après la signature de l'AUKUS (accord de défense entre l'Australie, le Royaume-Uni et les USA), le militarisme français continuera. Le militarisme n'est pas un « choix » de la classe dominante, ni l'impérialisme une « politique préférentielle du capital », c'est une nécessité pour tous les acteurs du capitalisme à ce stade, ce qui rend parfaitement inutile toutes les politiques qui tentent de persuader les classes dominantes d'agir autrement. La guerre est une tendance objective du capital, la paix ne peut venir que de l'instauration du socialisme.

3Abdoulaye Diarra, *La gauche française et l'Afrique subsaharienne*, Karthala, Paris, 2014, p. 258)



Origins of uranium delivered to EU utilities in 2022 (% share), Euratom Supply Agency

La France bénéficiait d'un accord pour l'achat exclusif d'uranium jusqu'au président Tandja. Auparavant, l'uranium était directement vendu par Areva (actuellement Sorano) qui reversait une part à l'Etat sur ce qu'elle avait décidé de déclarer. En 1974, le président Hamami Diory fut renversé et tué par un coup d'Etat mené avec la bénédiction de la France, alors qu'il cherchait à imposer au CEA d'indexer le prix de l'uranium sur celui du kWh pétrole. Finalement, la SOPAMIN a été créée en 2007 pour gérer les participations de l'Etat dans les sociétés minières. En mai 2023, un accord vient d'être signé avec Orano pour exploiter la mine de la Somaïr (en cours d'épuisement) jusqu'en 2040. La décision a été repoussée pour le site d'Imouraren qui est la plus grande mine d'uranium du monde. La concurrence entre les différentes multinationales d'extraction s'aiguise. Ailleurs, plus à l'Ouest, certains groupes français vendent leur part et perdent pied dans de nombreux secteurs comme c'est le cas de Vivendi qui a cédé sa filiale Maroc telecom à une société émiratie qui contrôle désormais les principaux opérateurs du Sahel.

Ce sont des exemples parmi des dizaines d'autres de la « nouvelle ruée vers l'Afrique ». La concurrence chinoise, indienne et turque ainsi que l'émirat, canadienne, américaine pose des difficultés majeures à l'impérialisme français comme la remise en cause du franc CFA (sigle qui vient rappeler le de « colonies françaises d'Afrique » et désormais « communauté financière africaine »). Cette monnaie est utilisée dans 14 pays. Elle sécurise les investisseurs en privant les pays concernés de toute souveraineté monétaire et budgétaire. D'autre part, l'amélioration des termes de l'échange liée à une très forte demande en ressources énergétiques et en matières premières des pays « émergents » rend possible une plus grande marge de négociation de ses marges par la bourgeoisie africaine. Malgré les lubies marchandes trop positives des « afro-optimistes » sur la nouvelle classe moyenne continentale force est de constater qu'une polarisation sociale s'opère effective et qu'une demande solvable de biens de consommation apparaît à laquelle les pays des BRICS peuvent mieux répondre que le « vieux » capitalisme français. Toutes ces tendances expliquent que bien l'économie des pays du Sahel reste avant tout fondée sur des produits non transformés ou semi-transformés les bourgeoisies africaines considèrent leur avenir autrement que sous les auspices des rentes des entreprises françaises et de leurs filiales et se tournent de plus en plus vers d'autres lieux.

C'est dans ce cadre que l'on peut comprendre l'intervention française au Sahel mais aussi les changements de doctrines d'intervention et finalement le retrait contraint suite à un échec programmé. Comme le rappelait dès juillet 2013 le général Vincent Desportes, devenu professeur associé à Sciences Po Paris, que « si la France ne s'était pas engagée le 11 janvier (au Mali), les risques les plus grands auraient

existé [...] pour les ressources tout à fait importantes en uranium qui se trouvent au Niger ». La déstabilisation de la Libye puis ses métastases au Sahel ont permis à la France de tenter une nouvelle aventure militaire en espérant rester ainsi la puissance de premier plan dans la région. Les « dommages collatéraux » de cette intervention et l'insécurité effrayante avec des dizaines de villages martyrisés ont fini d'aliéner une population présentée dans un premier temps comme favorable à la France face au péril djihadiste. Les buts affichés de la guerre (éradiquer ou au moins réduire les groupes djihadistes) sont devenus l'étendard d'un enlisement : les libérateurs des deux premières semaines sont devenus des occupants soutenant des régimes en place jugés corrompus, inefficaces et soumis. La leçon militaire est toujours au final politique : ce qui compte ce n'est pas le territoire contrôlé mais les gens et leur soutien. Le fait de détruire des colonnes de 4x4 est secondaire sans véritable projet et alternative pour les centaines de milliers des exclus des bénéfices des rentes minières ou foncières, sans projet pour les éleveurs privés de terres et les cohortes d'exilés ruraux « sans feux ni lieux » qui sont les damnés du Sahel et qui vont recruter l'insurrection aux couleurs djihadistes. Il est vrai que la mèche a été allumée depuis la Libye démantelée par la chute de Kadhafi mais le contrôle prolongé par des groupes d'insurgés sous drapeau d'Al Qaeda ou de l'EI du centre et du Nord Mali et du Nord du Burkina s'explique aussi par d'autres raisons endogènes.

Quoi qu'il en soit, le rôle de « gendarme de l'Afrique » tenu jusqu'ici par la France n'a jamais apporté de solution aux peuples dominés, au prolétariat et à la paysannerie en Afrique. Elle promet toujours du sang et des larmes dans le déshonneur, comme dans son projet criminel de nouvelle intervention au Niger. Dans le cadre actuel de rivalités inter-impérialistes montantes, la France impérialiste n'apporte même plus de sécurité aux principales fractions de la bourgeoisie africaine qui se tournent vers des pays sans passé colonial et leur assurant de meilleurs « termes de l'échange » dans des rapports capitaliste renouvelés. Cette réalité montre aussi que l'exclusion de l'ancienne puissance coloniale n'est que le point de départ et non l'aboutissement ou la garantie d'une quelconque souveraineté enfin retrouvée.

J.S.



Armée de policiers

Police militarisée

Qu'est-ce que l'impérialisme ? La phase suprême, ultime du capitalisme. Une phase où le monopole et la concurrence dominant et où les contradictions sont de plus en plus aiguës.

La concentration du capital détermine le centralisme politique : plus les forces productives entrent en collision avec les anciennes relations sociales et donc avec les classes qui détiennent le pouvoir par leur État, plus cette tendance historique se manifeste de façon accélérée.

L'impérialisme est synonyme de guerre, la guerre est synonyme de militarisation, nous utilisons le terme "fascisation" de la société.

Il ne faut donc pas tomber dans l'erreur grossière d'associer mécaniquement les mouvements fascistes à la fascisation. Les fascistes sont et ont été une tendance née dans un contexte historique spécifique qui répondait à certains besoins de la bourgeoisie (considérons qu'ils étaient également l'expression directe d'États qui devaient accélérer face à la concurrence inter-impérialiste). La fascisation est une tendance continue du capitalisme à son époque impérialiste. Il est évident que la «démocratie» est la meilleure enveloppe du capitalisme comme l'écrivait Lénine et pas seulement pour la domination de classe. C'est la meilleure enveloppe pour le développement de la classe dirigeante, c'est-à-dire pour le développement du capitalisme et de sa loi de concentration. La "démocratie" est la forme directe qui favorise et n'entrave ni la centralisation et la concentration du capital, ni la dynamique de l'impérialisme, mais elle perd sa signification historique grâce aux contradictions mêmes du capitalisme.

Pendant la Première Guerre mondiale, Lénine (en 1916) a observé dans l'impérialisme que: *"La différence entre la bourgeoisie impérialiste démocratique républicaine et la bourgeoisie impérialiste monarchique réactionnaire est en train de disparaître parce que les deux se décomposent tout en continuant à vivre"*

Pour Lénine: *«La réaction politique à tous les niveaux est une caractéristique de l'impérialisme»*, Lénine dit essentiellement qu'avec l'impérialisme, la démocratie est devenue réactionnaire. Par conséquent, c'est la "meilleure enveloppe" du capitalisme, ainsi nous l'appelons "fascisation". En aucun cas Lénine ne parle de la décadence de la démocratie ou de l'opposition entre la démocratie et la dictature directe, en effet, selon Lénine, la démocratie est la meilleure dictature

pour la bourgeoisie impérialiste, réactionnaire à tous les niveaux.

La fascisation est un processus d'intégration (impliquant l'économie et la politique), il se répercute dans la classe à travers des politiques socio-culturelles-politiques, telles que l'organisation des syndicats dans l'État¹. Mais ce processus n'est plus suffisant pour contenir les contradictions impérialistes, phase suprême et finale du capitalisme, qui produit une dé-intégration croissante au niveau social. L'État reste, ou plutôt se renforce, comme une forme de domination de classe militaire, à exercer sur le front extérieur et intérieur.

La nécessité d'une vie économique de plus en plus centralisée, comme celle d'une production menant au monopole, se reflète dans la nécessité du totalitarisme dans le domaine politique, résultat de la centralisation du pouvoir bourgeois dans l'exécutif, représenté par des marionnettes dociles aux ordres du Capital.

Par conséquent, le système dans son ensemble tend à supprimer efficacement l'activité de classe immédiate en cooptant les syndicats en «intérêts généraux», qui deviennent ainsi des courroies de transmission entre le capital et la force de travail. La perte de sens de la politique parlementaire pour les fractions bourgeoises est évidente. Tous participent à des tables rondes, des talk-shows, des forums grand public, pour discuter avec "égale dignité" ; ils conservent des petits excès verbaux et des excès de civisme, juste assez pour effacer l'ennui des élections et de la "politique". Il ne suffit pas de dire que cette sale institution du Parlement ne sert pas le prolétariat. En réalité, il ne sert plus à personne dans cette ligne de tendance.

Les contradictions battent le capitalisme actuel, cela se manifeste également dans la difficulté des États capitalistes à intégrer et à développer des politiques sociales, et cela se reflète dans la "courte" vie des classes politiques parlementaires elles-mêmes. Nous assistons à un mouvement magmatique et chaotique de capitaux (masse financière amplifiée qui domine le monde) qui se mangent les uns les autres comme des bêtes féroces, où les machines (travail mort) continuent de manger les travailleurs (travail vivant).

Cette accélération se reflète dans la durée de vie des différentes expériences politiques. Des "gros partis", nous sommes passés à des partis et mouvements "fluides" qui ont de moins en moins d'adhérence et de consensus sur le tissu social.

La fluidité de la politique bourgeoise ne doit cependant pas nous distraire de ce qu'est le monopole de la violence, qui reste ferme entre les mains des États bourgeois, d'intégration ou de dé-intégration.

¹ Cela ne signifie cependant pas absolument renoncer à l'action syndicale économique et sociale. Les syndicats "de gauche" et "de droite" restent toujours des associations économiques, ils rendent encore plus évidentes les limites du syndicalisme révolutionnaire, et les théories spontanéistes de la lutte ouvrière.

L'utilisation de voies fortes par l'appareil d'État n'est qu'un des moyens de perpétuer l'oppression capitaliste. Ainsi, la relation entre l'agression et l'oppression est dynamique et elle n'est certainement pas statique et linéaire. Dans la véritable histoire sociale, la préservation de la domination, c'est-à-dire l'oppression d'une classe sur une autre, est souvent effectivement réalisée avec l'arme de l'intégration. Ce qui échappe à la pensée réformiste, c'est le fait que l'accumulation est la fin, et que la fin, selon les circonstances, est poursuivie dynamiquement par l'arme de l'agression violente, ou par l'arme de l'intégration sociale (comme cette soit-disant redistribution des revenus et des garanties sociales plus importantes à certaines franges de la classe).

Nous avons souligné le terme arme, conçu comme un moyen de parvenir à une fin pour indiquer en premier lieu, le fait qu'à certains moments l'agression n'exclut pas l'intégration. En effet, très souvent, on peut voir la présence simultanée de ces deux aspects dans la même période historique et dans le même type de société, avec la prévalence tantôt de l'un, tantôt de l'autre. En ce sens, la relation se révèle dynamique et discontinue, se matérialisant, selon les phases historiques du conflit de classe, dans une prévalence plus ou moins grande d'intégration ou d'agression. L'intégration, au-delà de son apparence pacifique et démocratique, n'est qu'un outil et une arme pour perpétuer un système social basé sur la violence substantielle de la domination de classe. Le choix politique du réformisme social-démocrate, en embrassant l'arme d'intégration dominante avec ses implications parlementaires, est donc destiné à devenir un instrument objectif de l'oppression capitaliste. Certes, dans certains événements historiques, le réformisme a également utilisé l'arme alternative de l'agression violente sans problèmes de conscience (il suffit de penser au rôle de la gauche réformiste dans les années 70 contre les luttes prolétariennes).

La dé-intégration par la militarisation et le rétrécissement général des conditions de vie, qui se manifestent dans la perception d'un "pas d'avenir", sont les effets d'une polarisation qui non seulement érode les classes moyennes et l'aristocratie ouvrière, mais augmente l'armée de prolétaires sans réserve dans le monde entier. La fascisation de la première période d'intégration est aujourd'hui exclue. Au-delà des fleuves de mots, c'est la réalité qui a exécuté ceux qui parlaient de l'intégration du prolétariat au capital, alors que c'est le même capital qui aujourd'hui le dé-intègre¹...

Ce processus ne doit pas être lu de manière catastrophiste, le capital à travers les guerres peut développer de nouveaux cycles d'accumulation, ce n'est

pas un hasard si aujourd'hui la guerre devient permanente, même si elle est localisée et multiforme.

C'est pourquoi on parle de fronts extérieurs et de fronts intérieurs pour décrire les politiques gouvernementales en France et à l'étranger.

Dans cette dynamique, la substitution qui s'opère entre l'armée et la police apparaît plus clairement, un phénomène qui ne concerne pas que la France. Nous avons une police qui se militarise et une armée qui se conçoit comme une force de police. On réclame une augmentation du nombre de policiers, alors que l'armée devient de plus en plus spécialisée et chirurgicale². On assiste à une utilisation dans l'armée d'outils de plus en plus flexibles (drones, robor, lasers, etc.), tandis que la police fait appel à des chars et à des armes lourdes.

La militarisation de la police et la spécialisation de l'armée marquent la fin du concept de guerre populaire, avec une crise de la rhétorique de l'ancien nationalisme et patriotisme. Ils sont perçus et se perçoivent eux-mêmes (police et armée) comme des corps distincts de la société.

Leur ennemi intérieur et extérieur reste la population : les civils. Cette tendance sur le plan purement militaire n'est pas nouvelle, il suffit de penser à la différence entre la Première Guerre mondiale (guerre des armées, des tranchées) et la Seconde Guerre mondiale (destruction des villes, anéantissement de la population)³.

La frontière entre la sphère militaire et la sphère civile devient de plus en plus floue. Même un smartphone peut se transformer en arme : via une application, un civil peut signaler la présence de l'ennemi et ainsi aider à guider les tirs d'artillerie sur une cible. À cela s'ajoute le complexe industriel de guerre, composé d'entreprises privées (voir Starlink de SpaceX), d'universités et de laboratoires. Avec le développement des forces productives, dit Marx, le travailleur devient un appendice de la machine. Le travail mort domine le travail vivant, ce qui se reflète dans la manière de faire la guerre. Aujourd'hui, l'objectif n'est plus seulement de détruire les armes et les moyens de l'ennemi, mais d'en prendre le contrôle.

La militarisation et la répression se manifestent, dans la diminution des espaces d'agilité politico-socio-syndicale, dans la militarisation des forces de l'ordre, dans la perte de légitimité des instances démocratiques-bourgeoises liées au "mythe libéral", dans le monopole de l'information et dans la création du "monstre" de l'ennemi intérieur de l'intrus, on a déjà oublié la montagne d'âneries que l'État

1 P. Mattick, *Les limites de l'intégration: l'homme unidimensionnel dans la société de classe*, (Integration capitaliste et rupture ouvrière), EDI Paris, 1972

2 Toutefois, le récent conflit en Ukraine a montré que lorsque les guerres ne sont plus asymétriques, le nombre de soldats du matériel reste d'une importance capitale.

3 La guerre civile espagnole et la guerre civile chinoise sont les deux moments de transition entre les deux types de guerre dans les années 30.

français a proférées contre le prétendu terrorisme islamique...

Fonctionnel au projet de l'État est le rôle joué par les médias, qui entreprennent ponctuellement des campagnes contre une pluralité d'organisations politiques, dans l'intention de préparer le terrain à l'action répressive du pouvoir politique institutionnel.

L'élément central reste cependant la criminalisation des classes sociales subalternes et leur diabolisation, mêlant des éléments sociaux et raciaux.

Un autre élément est la prison, où l'État poursuit deux objectifs : isoler les personnes détenues pour des raisons politiques et les utiliser comme une forme de chantage contre la classe, pour la diviser et lui faire croire que les projets révolutionnaires ne peuvent pas être réalisés. La répression vise particulièrement les situations qui sont imperméables à toute tentative de les ramener sur un plan de compatibilité.

Il est clair qu'il s'agit là des pointes de l'iceberg, en même temps que l'on assiste à une répression visant les militants syndicaux, les activistes sociaux, etc. L'avalanche de balles de matraques et de gaz policiers est une conséquence directe "en aval" de ce mécanisme vu du "sommet".

La répression est le " contrôle " du prolétariat - en voie de précarisation, ou déjà précarisé - des processus de restructuration économique/politique dans les métropoles impérialistes, mais aussi de ceux entre les processus de restructuration du centre et de la périphérie (dont l'exploitation est de plus en plus scientifique), de leur connexion avec la redéfinition des arrangements économiques, politiques, militaires et de renseignement à l'échelle mondiale (fluctuations des rapports de force et des institutions, élargissement de l'OTAN à l'Est, protocoles internationaux de coopération " anti-terroriste ", etc.)

Que faire contre la répression ?

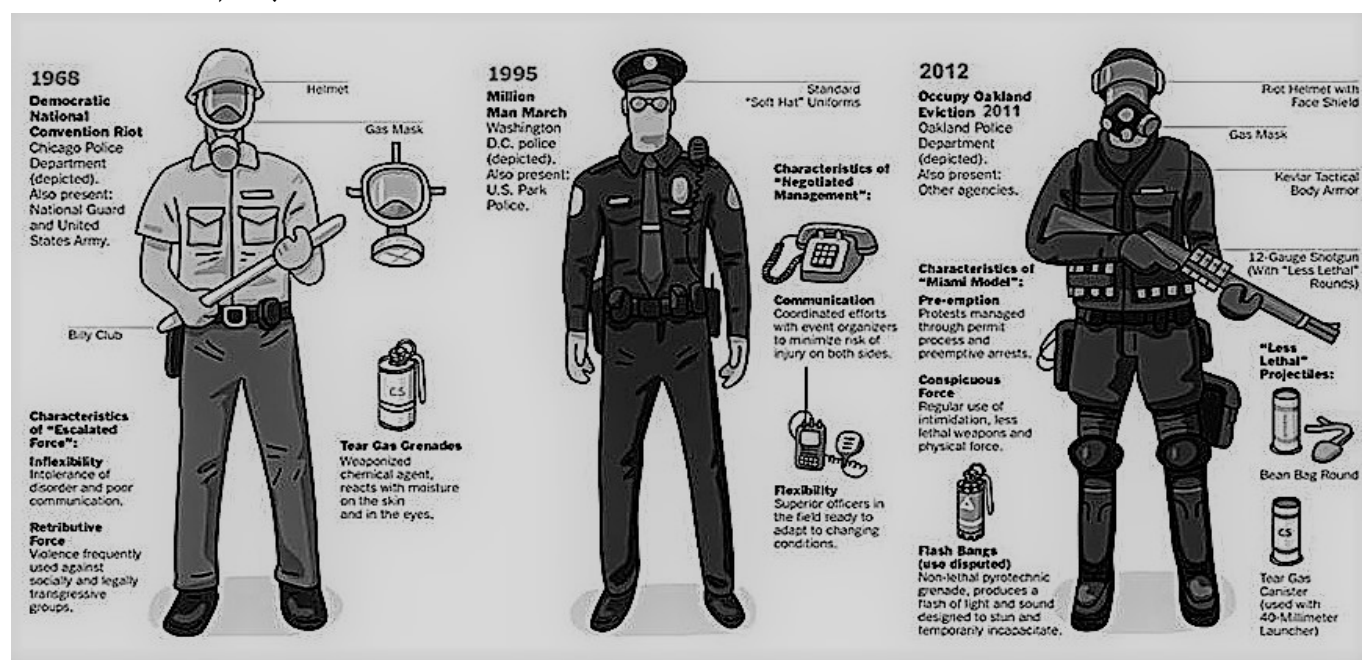
La résistance aux actions répressives ne peut pas être un terrain central du travail de perspective politique : il n'y a pas de lien automatique et immédiat entre luttes-répression + luttes. Cela ne signifie pas qu'il faille renoncer à la bataille politique liée à la lutte contre la répression. Sur ce terrain, il faut avoir la capacité de créer des fissures dans le front ennemi et ne pas s'isoler.

Le travail politique d'une fraction de communistes n'est pas l'expression d'une sorte de victimisme de la part de ceux qui sont touchés d'une manière ou d'une autre, mais entend plutôt mettre en évidence la manière dont l'Etat s'organise pour empêcher le développement d'hypothèses révolutionnaires, en essayant de fournir des outils à la fois théoriques et organisationnels pour la poursuite de la lutte.

Comprendre et défendre les manifestations prolétariennes de revanche contre les violences policières est important mais pas suffisant. Si l'on analyse les récents riots, plutôt que de s'attarder sur les pillages, il faut souligner les capacités d'organisation de ces jeunes. Quand l'ennemi est fort et nous attaque, nous fuyons ; quand l'ennemi est faible, il fuit, et nous attaquons... dans la stratégie de guérilla de dispersion et de concentration.

Il s'agit donc de rompre avec le spectacle, avec la politique vécue comme "émotions", comme "communautés désirantes", de se réappropriar la science (les rapports de force réels et non rêvés...), la technique et la stratégie militaire (adaptées au présent !). Enfin, il nous faut mettre en relation cela avec l'art et le génie. Qu'est-ce que le génie ? C'est l'imagination, l'intuition, la prise de décision et la rapidité d'exécution....

U. P.



Entretien avec des camarades italiens de la revue *Antitesi*

L'action du mouvement communiste et l'impérialisme

Supernova : *Pour commencer, une présentation du projet éditorial de la revue Antitesi.*

Quel espace et quel rôle pour l'action communiste aujourd'hui ?

Antitesi : Antitesi est née de la nécessité pour les camarades de construire une revue qui soit à la fois, un instrument de production théorique et qui contribue au développement organisationnel de ceux qui se définissent comme communistes.

En effet, la revue a pour objectif principal la formation de cadres capables de lire la phase contemporaine et, sur la base de l'expérience théorique acquise par le mouvement communiste, d'avoir une praxis conforme à des directives idéologiques claires et sans ambiguïtés.

Conscients que sans théorie révolutionnaire, il ne peut y avoir de praxis révolutionnaire, Antitesi est structurée comme une boîte à outils politiques toujours à jour, une boussole que les camarades peuvent utiliser pour s'orienter et diriger la lutte des communistes d'aujourd'hui.

En ce sens, la revue vise à contribuer, par le biais de la lutte idéologique, à l'objectif stratégique de la construction d'un sujet politique révolutionnaire.

Précisément, l'héritage idéologico-politique sur lequel repose Antithesis est celui du marxisme-léninisme-maoïsme, en tant que socialisme scientifique développé au cours de plus de 170 ans de lutte de la part de notre classe, le prolétariat.

Le capitalisme, qui s'est présenté comme éternel après la défaite du mouvement communiste au siècle dernier, révèle peu à peu sa crise économique et hégémonique. Dans cette situation, les communistes ont la tâche et le devoir de raisonner à un niveau général pour le dépassement du capitalisme en tant que méthode de production, posant ainsi la question du pouvoir et de l'organisation comme une dimension stratégique. En même temps, ils doivent être capables d'une praxis d'enracinement dans la classe qui est fonctionnelle à ces objectifs à long terme. Dans la phase actuelle, en effet, nous voyons, au moins en Italie, un prolétariat désarmé idéologiquement et politiquement, en raison également des fortes limites de compréhension de la réalité, d'organisation et de détermination qui

caractérisent les communistes, ceux qui devraient en être l'avant-garde.

Supernova : *L'analyse de l'impérialisme est un élément central pour définir la stratégie et la tactique. Quelles sont les principales caractéristiques de l'impérialisme aujourd'hui, et selon vous, existe-t-il des facteurs "nouveaux" ?*

Antitesi : Par impérialisme, nous nous référons à la définition donnée par Lénine dans son essai de 1916 et l'entendons donc comme la "phase suprême du capitalisme". Nous l'identifions donc à la lumière de son caractère structurel, qui se développe ensuite dans les politiques communément qualifiées d'impérialistes, telles que les guerres.

Nous considérons cette définition comme fondamentale car elle nous permet de déterminer quels pôles économiques et politiques contemporains présentent des caractéristiques impérialistes, en particulier les États-Unis, les puissances européennes, la Russie et la Chine en tant qu'acteurs principaux. Ainsi, en définissant et en appliquant la catégorie de l'impérialisme à la situation internationale actuelle, nous sommes en mesure d'analyser clairement l'état actuel des choses.

Nous pensons donc que les États-Unis, avec la projection et l'alliance politico-militaire de l'OTAN, sont à la tête d'un camp impérialiste impliquant également l'UE et notre pays.

La crise de suraccumulation du capital, désormais endémique aux États-Unis, les a poussés à adopter des politiques agressives à l'égard des autres agglomérations impérialistes, telles que la Russie et la Chine, qui cherchent à leur tour à obtenir leur propre espace spécifique dans la division du marché mondial.

Si nous devons essayer de donner une vue d'ensemble de l'état actuel de l'impérialisme, nous pourrions facilement dire que la fragilité du bloc dirigé par les États-Unis entraîne le monde dans une nouvelle phase de conflit, avec une accélération claire réalisée dans l'affrontement de la guerre en Ukraine.

Sur la base de ces prémisses, nous identifions donc une phase politique où nous sommes passés de la contradiction principale "impérialisme-populations opprimées", principalement exprimée dans les agressions des États-Unis et de leurs alliés menées sous la bannière de la "guerre contre le terrorisme et les États voyous", à l'actuelle phase de confrontation entre les puissances impérialistes. C'est l'échec des guerres néocoloniales en Afghanistan, en Irak, en Somalie, en Libye, au Yémen et en Syrie qui a aggravé la crise de l'impérialisme américain et ouvert de nouvelles perspectives

d'affirmation mondiale aux nouvelles puissances montantes, la Chine et la Russie en tête.

L'importance de ce passage réside donc dans la reconnaissance de la nature de l'affrontement auquel nous assistons entre des puissances impérialistes à des degrés de développement différents, et c'est précisément ce degré de développement différent qui donne nécessairement lieu à un conflit direct. Nous pensons également que ce qui est en jeu à l'heure actuelle, c'est la domination des États-Unis sur le monde, tant sur le plan économique que politique et militaire.

Nous assistons à la réalité concrète du multipolarisme, que seuls ceux qui adoptent une vision idéaliste et réformiste peuvent envisager comme une garantie de paix pour les peuples de la planète. Au contraire, l'aggravation de la crise et la lutte inter-impérialiste qui en découle pour diviser le monde en sphères d'influence commerciale conduiront nécessairement à l'exacerbation des contradictions et donc des conflits.

Cela signifie que les États-Unis, tout comme la Russie et la Chine, sont des acteurs qui jouent un jeu existentiel pour leur formation économique et politique ; sur la base de ce raisonnement, l'inévitabilité de la confrontation devient donc concrète.

Au niveau des relations générales entre les puissances, la situation n'est pas très différente de celle de la Première Guerre mondiale, où les puissances impérialistes hégémoniques telles que l'Angleterre et la France ont lutté contre l'Allemagne émergente pour maintenir leur suprématie sur le marché mondial.

En ce qui concerne les nouveaux facteurs au niveau militaire, il est certain que la capacité matérielle de certains acteurs à disposer d'armes dévastatrices, telles que les armes atomiques, joue un rôle, cependant, dans l'équilibre tactique du conflit, comme nous le voyons dans le jeu tragique sur le terrain en Ukraine.

Au niveau des rapports de classe, il convient de mentionner le rôle de la bourgeoisie bureaucratique d'État en Russie et en Chine dans l'orientation du développement impérialiste de ces pays, mais aussi la particularité de l'Union européenne, en tant qu'agrégat de différentes classes dirigeantes, unifiées sur le plan monétaire, donc financier, mais avec des intérêts souvent contradictoires en matière de partage du marché.

Supernova : *La guerre en Ukraine n'est pas une guerre locale, l'Ukraine est le monde, quelle est votre position ?*

Antitesi : On peut proposer un raisonnement spéculaire comme suit : de même que le conflit syrien a eu un rôle que l'on peut définir comme "

centripète ", c'est-à-dire comme catalyseur régional de l'affrontement mondial, l'Ukraine a actuellement un rôle " centrifuge ", c'est-à-dire qu'elle devient le déclencheur régional du conflit mondial.

Dire que l'Ukraine est le monde, c'est donc poser la question de l'analyse de la phase actuelle, qui implique des acteurs mondiaux dans un affrontement dont l'enjeu est la division du marché mondial, et donc la guerre mondiale. En Ukraine, le conflit qui dure depuis huit ans a impliqué le régime russophobe de Kiev d'une part et les républiques populaires de Novorussie d'autre part, mais il devient maintenant le test de la résilience politique et militaire de l'Occident dirigé par les États-Unis d'une part, et de la capacité de projection stratégique de la Russie en tant qu'entité étatique autonome d'autre part.

Les conséquences systémiques de ce conflit deviennent flagrantes, il suffit de regarder les chaînes de valeur qui sont profondément modifiées : pensons par exemple au circuit que le pétrole russe doit emprunter pour atteindre les marchés occidentaux. La Chine a vu son projet de "nouvelle route de la soie" perturbé par la guerre, mais en même temps, elle vise toujours à s'approprier une plus grande part de la plus-value mondiale en intégrant son économie à celle de la Russie et en exportant des capitaux vers des régions telles que l'Afrique, les soustrayant progressivement à l'influence des États-Unis et de l'Europe.

La défiance de la Russie à l'égard de l'OTAN, et donc des États-Unis, avec son invasion de l'Ukraine, a incité une partie du "Sud mondial" à rompre définitivement ses liens coloniaux avec les anciennes puissances européennes et avec Washington. L'impérialisme français, voyant les portes se fermer définitivement au nez de ses anciennes colonies, est contraint d'appliquer des politiques d'attaque frontale contre la classe ouvrière afin de récupérer les marges financières et de plus-value autrefois garanties par la "Francafrique".

L'Afrique devient un nouveau front de la contradiction inter-impérialiste, qui s'exprime également par des conflits par procuration et croise le mouvement anti-impérialiste des masses populaires, comme cela s'est récemment manifesté au Niger, qui cherchent un moyen d'échapper à l'oppression des anciennes puissances néo-coloniales, en se liant à la capacité des nouvelles puissances à perturber les équilibres traditionnels.

Moscou et Pékin agitent le spectre de la dédollarisation du commerce international, qui menace d'être la pierre tombale du capitalisme financier américain, conduisant à l'insoutenabilité de sa dette. Il s'agit d'un processus progressif, dont le cours dépend du degré d'interpénétration que les

investissements industriels, la circulation des marchandises et la sphère financière ont atteint entre l'impérialisme américain et le social-impérialisme chinois. Les politiques dirigistes et sociales-démocrates de Xi Ping visant à accroître le marché intérieur, afin de se désengager du marché international, vont dans ce sens. Deuxièmement, le développement du processus de désécurisation dépendra du rapport de force que les puissances émergentes seront en mesure d'exercer vis-à-vis des Etats-Unis.

Dans ce cadre, l'Europe joue le rôle de la cocotte-minute parmi les pots de fer, poussée par l'agenda global des États-Unis et de l'OTAN vers une confrontation frontale avec la Russie et contrainte de maintenir son économie à flot avec un keynésianisme militaire, auquel le plan NextGenerationEu a également été progressivement conduit.

L'Italie est de plus en plus intégrée à l'agrégat impérialiste européen, comme en témoigne la voracité de notre classe dirigeante à l'égard des fonds européens du Plan national de relance et de résilience (Pnrr), tandis que la résistance de certains secteurs du gouvernement à la ratification du Mécanisme européen de stabilité (MES) ne sert qu'à faire en sorte que les rapports de force sur les tables s'ouvrent avec l'UE et les autres puissances qui la composent. L'envoi du porte-avions Garibaldi dans le Pacifique confirme le rôle belliqueux du gouvernement actuel qui, s'alignant totalement sur les politiques américaines, cherche un "espace vital" pour l'impérialisme italien en termes économiques, en particulier dans la région méditerranéenne et africaine, d'une part en essayant de tirer profit de sa déstabilisation et d'autre part en retraçant les lignes historiques de "notre" colonialisme. Le cas de la Libye, de ce point de vue, est exemplaire.

La tendance est de plus en plus au "chaos mondial", où divers acteurs régionaux tentent de jouer leurs cartes pour se "tailler" un espace spécifique sur le marché mondial. Dans ce scénario, la guerre est l'aspect principal ; elle est une continuation inévitable de la politique par d'autres moyens et ce même si elle se développe sous différentes formes, depuis les différends commerciaux jusqu'à la confrontation militaire directe.

En conclusion, dire que l'Ukraine est le monde, c'est placer dans ce que nous croyons être l'analyse correcte pour comprendre le développement actuel des événements : l'explosion progressive des contradictions entre les groupes impérialistes qui ont atteint un degré de développement différent et qui, au milieu de la crise du capitalisme, tentent de défendre leur rôle hégémonique traditionnel (les États-Unis et l'UE) ou d'extraire de plus grandes parts de la plus-value mondiale (la Russie et la Chine). Notre tâche

principale est de développer le mouvement anti-guerre dans notre pays, contre l'impérialisme italien et son système d'alliances, l'OTAN et l'UE en premier lieu.

Supernova : *La question de la "guerre" revêt un caractère central dans le contexte actuel, une guerre qui produit des fronts internes (l'attaque contre la classe ouvrière et le prolétariat en général) et des fronts externes (la concurrence inter-impérialiste et les guerres néo-coloniales). Comment cela se manifeste-t-il dans la situation italienne ?*

Antitesi : La crise est l'aspect principal qui pousse la bourgeoisie impérialiste à attaquer, car elle l'oblige à récupérer des parts de profit en intensifiant l'exploitation du prolétariat.

Depuis des décennies, ce qui se passe en Italie est une attaque contre les conquêtes du prolétariat, par exemple à travers la libéralisation du marché du travail, attaquant ainsi davantage les salaires du prolétariat, sa capacité de négociation et sa condition de chantage. La première mesure de l'actuel gouvernement Meloni a été de démanteler progressivement le revenu de citoyenneté, une mesure sociale de l'État introduite en 2019 par le gouvernement populiste du 5 étoiles et de la Ligue, dont la Confindustria (MEDEF italien ndt), la principale association patronale, demandait depuis longtemps l'abolition.

Ces derniers mois, cependant, l'Italie a connu un paradoxe : une certaine croissance économique due au très bas niveau actuel des salaires, qui, combinée à l'injection de fonds du PNR, a donné lieu à cette reprise éphémère du PIB, destinée à mourir compte tenu également de l'enracinement de l'industrie italienne, intégrée à celle de l'Allemagne, déjà en récession.

La guerre impérialiste, fille de la crise et mère de son aggravation, constitue un aspect spécifique de l'attaque matérielle globale contre le prolétariat, avec le transfert des dépenses sociales vers les dépenses militaires et en déterminant les conditions d'une inflation qui continue à éroder les salaires.

Mais la guerre devient surtout l'aspect principal qui oriente, sur le plan politique, le durcissement des rapports entre les classes, principalement par la répression. Quand la guerre fait rage sur le front extérieur, le front intérieur doit être régenté pour assurer l'apaisement entre les classes. Les secteurs les plus conflictuels des subjectivités de classe et révolutionnaires sont frappés par des instruments juridiques, tels que les crimes associatifs, qui punissent non pas tant les actions individuelles, mais l'organisation collective qui les réalise ou même potentiellement pourrait les réaliser. Ces crimes ne sont pas seulement hérités du fascisme et de la

contre-révolution des années 1970-1980, mais aggravés et affinés dans la phase de guerre actuelle. Le régime carcéral 41 bis, que la grève de la faim de l'anarchiste Cospito a porté à l'attention internationale, a été étendu aux révolutionnaires pour refléter l'adhésion de l'Italie à la guerre contre le "terrorisme" proclamée par les groupes impérialistes américains après les attentats du 11 septembre 2001. Les groupes d'opérations spéciales, le corps de prisonniers assignés aux sections d'isolement sous le régime du 41 bis, ont été officiellement créés en 1999, un mois avant le déclenchement de l'agression de l'OTAN contre la Yougoslavie.

Ces derniers mois, nous assistons à une escalade de l'activité répressive à l'encontre de tous ceux qui remettent en question le statu quo : attaques contre les piquets de travailleurs, peines de prison et lourdes amendes pour les épisodes de lutte de masse, recours aux délits d'opinion, également hérités du fascisme...

Au niveau de l'hégémonie de la classe dominante dans la société, articulée pour dominer les consciences des masses populaires, nous sommes passés de la guerre de "civilisation" contre le soi-disant "terrorisme islamique" à la gestion sécuritaire du Covid-19, jusqu'à la campagne actuelle contre le "poutinisme". Ce faisant, l'État s'est doté d'une série d'instruments propagandistes et autoritaires qui sont fonctionnels à la guerre impérialiste, en particulier à son réflexe de contrôle du front intérieur. Pensons à tout l'attirail de conditionnement social déployé pour la gestion policière de l'épidémie de Covid : enfermement de masse, couvre-feu nocturne, laissez-passer verts... autant d'outils typiques de l'État de guerre.

On commence également à parler du rétablissement du service militaire, alors que la pratique infâme consistant à faire entrer l'armée dans les écoles par le biais de projets de formation externes ou à amener directement les élèves des collèges et des universités dans les casernes et à les faire participer à des exercices de l'OTAN se poursuit.

Tout cela est ancré dans la nécessité de militariser la société afin de créer un consensus et une discipline pour la guerre impérialiste.

Supernova : *Existe-t-il des formes de lutte contre les politiques de guerre en Italie, des mobilisations, des grèves, des actions directes... ? Quels sont les secteurs de classe qui se sont mobilisés ? Quelles formes de répression, de censure, de criminalisation ces expériences ont-elles subies ?*

Antitesi : Pour l'instant, la classe ouvrière n'a pas réussi à organiser une mobilisation de masse contre les politiques bellicistes promues par l'exécutif actuel.

Il existe cependant des exemples vertueux, comme le Collettivo Autonomo Lavoratori Portuali di Genova (Calp), qui se mobilise depuis des années contre le trafic d'armes dans les ports italiens. Le Calp a encouragé une grande mobilisation nationale le 25 février, avec une marche dans le port lui-même, bloquant temporairement ses activités et exigeant la fin des livraisons d'armes italiennes au régime ukrainien. Début février, dans les ports de Trieste et de Monfalcone, les dockers de l'Unione Sindacale di Base avaient proclamé l'état d'agitation après qu'il soit apparu que des armes étaient expédiées vers ces ports du nord de l'Adriatique. En mai 2021, alors que la Résistance palestinienne et l'armée sioniste s'affrontent durement, les dockers de Livourne, Naples et Ravenne refusent de charger du matériel de guerre destiné au régime de Tel-Aviv. En mars 2022, quelques mois après le début de l'intervention russe en Ukraine, les travailleurs de l'aéroport de Pise refusent de charger du matériel de guerre, présenté comme de l'aide humanitaire, sur un cargo à destination de la Pologne et manifestement destiné au régime de Zelensky.

La bataille du Calp, désormais historique, et d'autres épisodes sont des exemples importants, montrant une certaine volonté des secteurs de la classe ouvrière de s'opposer à l'escalade de la guerre.

Il y a ensuite les luttes territoriales contre les installations militaires, comme la mobilisation contre le radar américain M.u.o.s. (Mobile User Objective System) en Sicile, le mouvement "A'Foras !" en Sardaigne ("Out !" en langue sarde), qui lutte contre la militarisation de l'île, et - qui ont surgi récemment - celui qui conteste la construction de la base militaire de Coltano dans la province de Pise et celui qui s'oppose à l'établissement d'un poste de commandement de l'OTAN à Florence.

Il y a également eu d'autres mobilisations moins importantes, comme le déclenchement périodique de grèves générales par de petits syndicats, liés pour la plupart à la gauche extraparlamentaire, que l'on appelle en Italie "grassroots". Des grèves qui, cependant, n'ont jamais réussi à obtenir l'adhésion et le poids spécifique souhaités.

Enfin, il y a les mobilisations lancées par divers comités ou collectifs dans toute l'Italie contre la guerre, qui restent pour l'instant "minoritaires" par rapport à la taille de la classe, mais qui montrent une capacité à lire et à comprendre, à des degrés divers, la phase actuelle de la guerre, et comment elle est déterminante dans le développement concret des contradictions en Italie. A Trieste, la Coordination No Green Pass and Beyond a mené plusieurs manifestations contre la guerre, combinant l'opposition à la gestion autoritaire de la Covid-19 avec l'opposition à l'OTAN. Le 1er mai, à Pesaro, une manifestation massive a eu lieu contre la

construction d'un laboratoire biologique, contestant également les objectifs de guerre de la recherche scientifique actuelle.

Depuis des années, la contradiction entre le mouvement contre la guerre impérialiste et les partis de la gauche vendue et belliqueuse, menés par le Parti Démocrate, se manifeste dans les défilés du 25 avril, avec la protestation contre la présence infâme de drapeaux israéliens, de l'OTAN, de l'UE et de l'Ukraine dans les défilés marquant l'anniversaire de la libération du nazi-fascisme.

De toute évidence, le mouvement impérialiste anti-guerre fait l'objet d'une attaque répressive, comme le montre la tentative du ministère public de Gênes de traduire le Calp en justice pour "association de malfaiteurs" (l'un des nombreux délits d'association prévus par le code pénal italien), ainsi que les poursuites pénales, les amendes administratives et les mesures préventives (mesures restreignant la liberté individuelle sans jugement pénal) qui frappent les luttes territoriales contre les bases militaires.

Supernova : *Face à une gauche écrasée entre "libéralisme" et "protectionnisme", comment un mouvement communiste (capable de dépasser les barrières "nationales" ou les "enveloppes supranationales" et de se confronter à une organisation du travail de dimension internationale, à un prolétariat multinational), peut-il concrètement émerger dans le contexte métropolitain impérialiste en Europe ?*

Antitesi : Nous devons faire revivre l'internationalisme prolétarien, ce qui signifie d'abord lutter contre notre propre impérialisme, en souhaitant sa défaite sur le front extérieur et en l'affaiblissant, par la mobilisation des classes et contre la guerre, sur le front intérieur. Nous, communistes, devons combattre résolument la gauche bourgeoise, en particulier son influence

idéologique dans nos rangs, qui se manifeste précisément dans le libéralisme, le souverainisme et d'autres dérives opportunistes.

Avant d'affronter l'organisation du travail à l'échelle internationale, nous devons d'abord renforcer le travail dans chaque pays, en assumant la responsabilité du processus révolutionnaire dans la formation capitaliste nationale. En même temps, nous reconnaissons que la question de l'immigration a confirmé que "les travailleurs n'ont pas de nation", comme l'ont dit Marx et Engels dans le Manifeste du Parti communiste. Il est donc nécessaire de s'enraciner dans une classe qui présente des contradictions par rapport à l'ethnicité et/ou à la culture d'origine. En même temps, la confrontation et les liens entre les différentes sections "nationales" du mouvement communiste sont importants pour apprendre les uns des autres, en particulier lorsqu'il y a des avancées politiques à prendre en exemple, à étudier et à appliquer, ainsi que pour le développement global du mouvement au niveau international.

Cela nécessite également la formation de cadres capables de lire et d'analyser la situation qui se présente à eux avec toutes leurs spécificités respectives. Travailler en tant que parti pour construire le parti est le mot d'ordre que nous nous imposons dans cette phase, avec l'idée d'avoir des camarades et des camarades actifs, armés de la bonne théorie, capables d'interpréter la réalité, d'agir dans la classe, dans les organismes et les mouvements de masse qui représentent les contradictions de notre société. C'est la ligne révolutionnaire de masse qui sous-tend le développement d'un sujet politique révolutionnaire capable d'organiser stratégiquement le prolétariat, de poser la question du pouvoir, de tenir l'affrontement et, surtout, de gagner.



Entre Gilead et OnlyFans: notes sur l'oppression des femmes dans l'impérialisme du 21e siècle

La Journée internationale de lutte pour les droits des femmes, le 8 mars, a été initié par le mouvement communiste international il y a plus d'un siècle en reconnaissance du rôle central de la libération des femmes dans la révolution communiste. Contrairement au patriarcat, à la violence et la dégradation auxquelles les femmes sont confrontées sous l'impérialisme, là où le prolétariat, sous la direction des partis communistes, s'est emparé du pouvoir et s'est engagé dans la transition socialiste au communisme, des progrès considérables ont été accomplis pour surmonter l'oppression des femmes.

En 2022, sans États socialistes et avec une bourgeoisie ayant fortifié un régime efficace de contre-révolution préventive, les formes archaïques de patriarcat persistent alors que de nouvelles formes d'oppression des femmes ont été mises en place, aidées et encouragées par les nouvelles technologies de la bourgeoisie de la Silicon Valley. Une reconfiguration substantielle de l'oppression des femmes est en cours en Amérique du Nord depuis plusieurs décennies. S'appuyant sur la discussion, l'étude et l'expérience de nombreuses camarades, le comité éditorial de *Kites* présente ces notes sur l'oppression des femmes dans le capitalisme-impérialisme du 21ème siècle, axées sur l'Amérique du Nord. Notre contribution est écrite dans l'espoir de favoriser un débat et une discussion plus approfondis qui puissent théoriser plus pleinement les contours de l'oppression des femmes dans le présent et inspirer une réflexion stratégique sur la façon dont cette oppression peut être combattue et finalement surmontée par la révolution. Nous nous réjouissons des nouvelles contributions analysant l'oppression des femmes dans notre journal par des camarades à l'intérieur et à l'extérieur de nos rangs

Du mouvement féministe de la deuxième vague aux années 90 clintoniennes, en passant par le « retour de flammes »

En cette Journée internationale de lutte pour les droits des femmes, nous nous trouvons à un moment où de nouvelles formes de domination patriarcale et d'assujettissement sont livrées aux femmes, enveloppées dans du rose millénaire, certifiées par des influenceuses girlboss et des gauchistes radicaux (via des slogans comme « sex work is work »). Ceux qui justifient et célèbrent ces nouvelles formes d'oppression des femmes n'ont même

pas la dignité de résister et de renverser les formes plus archaïques et plus anciennes du patriarcat, comme la réglementation et le contrôle du corps des femmes, qui renaissent de plus en plus par des restrictions au droit à l'avortement aux États-Unis. En ce moment où de nouvelles formes de résistance sont désespérément nécessaires, l'idéologie postmoderniste qui définit la perspective mondiale de larges pans de la petite bourgeoisie occulte le fait que les femmes sont un groupe opprimé, désarmant les gens de la conscience dont ils ont besoin pour monter la résistance.

Comme *Kites* l'a écrit, le postmodernisme a pris de l'importance, puis est devenu hégémonique parmi les sections de la petite-bourgeoisie à travers le triangle sombre du milieu universitaire, des ONG et de la culture militante, d'où il s'est répandu de plus en plus largement dans la société, surtout à travers les réseaux sociaux. Le postmodernisme, en particulier son opposition véhémement aux projets universalistes visant à la libération, est devenu hégémonique dans un sol fertilisé par des décennies d'anti-communisme bourgeois. La montée du postmodernisme a supplanté les mouvements radicaux et révolutionnaires et la politique des années 1960 et 1970, y compris le mouvement féministe de deuxième vague qui avait remporté d'importantes victoires pour l'égalité des femmes. comme le droit à l'avortement et le refus d'un grand nombre de femmes d'accepter les limites de la « bonne » (c.-à-d. soumise) femme/mère/femme au foyer. Bien que la bourgeoisie n'ait certainement pas permis la pleine égalité des femmes dans la société impérialiste, elle a accordé de plus grands droits démocratiques-bourgeois et la participation d'au moins quelques sections de femmes en réponse au mouvement féministe (ainsi qu'en raison de ses propres nécessités économiques). Dans la pratique, dans les régions libérales et parmi les sections libérales de la bourgeoisie et petite bourgeoisie, les femmes ont commencé à occuper plus de postes de pouvoir et de prestige et ont été incorporés dans la main-d'œuvre professionnelle en plus grand nombre.

Alors que, dans une certaine mesure, les notions patriarcales de propriété sur les femmes et leurs corps ont été contestées et que des victoires juridiques et politiques, telles que le droit à l'avortement, ont été obtenues dans les années 70, ces victoires ont eu lieu dans le système capitaliste et par conséquent, les groupes de femmes qui étaient plus « libres » devaient faire concurrence sur le marché des relations commerciales dans une société encore marquée par l'oppression des femmes et l'inégalité entre les hommes et les femmes. La pensée et la pratique patriarcales chez les hommes n'ont pas été déracinées au cours des dernières décennies, bien que de nouvelles formes aient émergé et coexistent avec des formes plus anciennes. Ainsi, les femmes jouissant d'une plus grande liberté juridique et politique

(démocratique-bourgeoise) ont été forcées de rivaliser au sein d'un système de relations marchandes marqué par le patriarcat, une contradiction qui a ensuite donné lieu à de nouvelles formes d'oppression des femmes que nous décrirons ci-dessous.

Passant des années 1970 aux années 1990 : En même temps que le postmodernisme gagnait l'hégémonie par le triangle sombre susmentionné, la bourgeoisie était occupée à rebattre les cartes. Avant l'effondrement de l'Union soviétique, l'alliance impérialiste anglo-américaine a été unie pendant plusieurs décennies dans un projet mondial d'opposition à l'Union soviétique, tant lorsque celle-ci était un État socialiste qu'après le milieu des années 1950 lorsqu'elle est devenue un social-impérialisme (socialiste dans le nom, impérialiste dans le contenu) qui était le principal rival du bloc anglo-américain pour la domination mondiale. À la suite de l'effondrement de l'Union soviétique, la partie de la bourgeoisie américaine qui a fait front commun autour de Bill Clinton a estimé que la meilleure façon de devenir, puis de maintenir leur position comme la seule superpuissance était d'être à la tête d'une alliance multinationale, disciplinant les « États voyous » militairement par l'entremise de l'OTAN et économiquement par l'entremise d'instruments comme la Banque mondiale et le FMI.

Pour l'aile dominante de la bourgeoisie américaine dans les années 1990, le meilleur moyen de soutenir leur domination impérialiste était de projeter une image de force internationale bienveillante et progressiste, travaillant à promouvoir le développement, à arrêter les génocides et à défendre l'égalité des femmes. L'administration Clinton a fait appel à la première femme secrétaire d'État, Madeleine Albright, et a placé Hillary Clinton dans un rôle beaucoup plus important sur le plan politique que toute « première dame » de l'histoire des États-Unis. Sur le plan intérieur, c'était une période où la bourgeoisie américaine s'efforçait de diversifier ses propres rangs, en particulier dans les postes de direction du gouvernement, et exerçait le régime de contre-révolution préventive pour absorber ce qui restait de la politique radicale des années 1960. Pour vous donner quelques exemples de ce moment particulier, Hillary Clinton a pris la parole à une conférence des Nations Unies sur la condition de la femme, alors que Bill Clinton a chassé des dizaines de milliers de mères de l'aide sociale, faisant des mères noires des boucs émissaires, en particulier des « profiteurs paresseux ». Même pendant le procès de destitution de Clinton, dans lequel des éléments de droite ont utilisé le prétexte de Clinton ayant exercé sa position de pouvoir pour profiter sexuellement d'une jeune stagiaire, l'administration Clinton a maintenu le soutien de base des principales organisations de défense des droits des femmes, indiquant le succès du Parti démocrate à

la cooptation de grandes sections du mouvement féministe.

La promotion, par l'administration Clinton, de valeurs libérales multiculturelles et des rangs de plus en plus diversifiés, bien qu'encore dominés par les blancs et les hommes, de la bourgeoisie et des couches de la petite-bourgeoisie coïncida avec les étapes finales de l'industrialisation en vertu de l'ALENA (accord de libre-échange américain) et d'autres politiques qui sont souvent qualifiées de « néolibéralisme ». Ces politiques, elles-mêmes répondant à la crise de la suraccumulation du capitalisme, ont eu pour conséquence que la classe et la position sociale de certaines sections de la population dans les pays impérialistes ont été minées, y compris les sections supérieures des travailleurs et les couches inférieures de la petite bourgeoisie qui ont longtemps été une base sociale stable pour l'impérialisme. L'extrême droite, qui a réussi à mobiliser ces segments de la population en particulier, mais pas seulement les blancs, en réaction à la façon dont la crise de la suraccumulation les a affectés, les pousse à s'en prendre aux femmes et aux autres groupes opprimés de la société. L'extrême droite fait un travail de propagande considérable pour dépeindre une vie idéalisée d'homme blanc bouleversée par les femmes, les personnes LGBTIQ, les nationalités opprimées, les immigrants, les musulmans, etc, choisissant le ou les boucs émissaires qui remplissent leur rôle du moment et la mobilisation d'une riposte sur cette base.

L'explosion de la conscience et de la mobilisation d'extrême droite ces dernières années a ses racines dans un sol déjà fécondé par des générations de mouvements sociaux revanchards de Goldwater à Reagan, de fondamentalisme religieux profond et de suprématie blanche. La mobilisation d'une base sociale réactionnaire pour défendre le patriarcat a une histoire profondément enracinée aux États-Unis, de l'opposition à l'Amendement sur l'égalité des droits, à l'opération fasciste chrétienne *Rescue*, du meurtre de médecins spécialistes de l'avortement, à Rush Limbaugh, l'animateur numéro un des talk-shows radio qui pendant des années, qualifie les femmes affirmées de "féminazies". Ce que le moment Trump a réalisé, c'est le mariage unique de deux tendances distinctes (mais toujours liées) : la culture du viol fratboy¹ (en particulier par une attaque contre la « cancel culture ») et les tentatives théocratiques de faire reculer la place des femmes dans la société. Parmi les trois personnes nommées par Trump à la Cour suprême des États-Unis, Amy Coney Barrett est une fervente catholique profondément engagée à affirmer la domination de la religion dans la vie publique (avec les conséquences qui en découlent pour les femmes) et Brett Kavanaugh a été accusé

¹ Il s'agit d'un terme désignant les organisations sur les campus américains qualifiées de « fraternités » pour les jeunes hommes et des « sororités » pour les jeunes femmes

d'agression sexuelle et de participation à la culture du viol des fratboy. Cette Cour suprême est maintenant prête à restreindre considérablement le droit des femmes à l'avortement et leur accès à l'avortement, jusqu'à ce qu'elle puisse éventuellement renverser l'arrêt *Roe vs Wade*.

La lutte pour les droits à l'avortement comme concentration de la lutte pour la position des femmes dans la société

La lutte pour le droit à l'avortement a longtemps été une concentration de la lutte pour la position des femmes dans la société, c'est pourquoi les fondamentalistes chrétiens cherchant à réimposer l'autorité patriarcale masculine sur le corps des femmes ont essayé de fermer les cliniques d'avortement, assassiné des médecins, cherché à interdire l'avortement légal, et ont mené une campagne de propagande assimilant l'avortement au meurtre.

Depuis plusieurs décennies aux États-Unis, un compromis a permis à l'avortement de rester techniquement légal à l'échelle nationale tout en étant de plus en plus restreint dans les États républicains, avec l'accès à des fournisseurs d'avortement en fonction de vos finances et de l'endroit où vous vivez (les cliniques d'avortement sont pratiquement inexistantes dans les zones rurales et les régions dominées par le fondamentalisme chrétien).

Un renversement de *Roe vs Wade* par la Cour suprême des États-Unis serait un recul majeur pour la position des femmes dans la société, limitant davantage l'accès à l'avortement et encourageant de nouvelles vagues de lois répressives (et potentiellement enhardissant les justiciers meurtriers) et la poursuite d'un recul de l'accès à l'avortement.

La forme particulière de dictature bourgeoise et de démocratie aux États-Unis signifie que les juges fédéraux nommés par le président ont le dernier mot sur la légalité de l'avortement. En raison de cette particularité, à chaque saison électorale, les démocrates et les républicains ont tous deux un enjeu clé — la légalité de l'avortement — pour rallier leurs bases de vote et de dons (avec la menace « et si les tribunaux sont entassés de personnes nommées par l'autre parti? »). Le mouvement pro-choix mainstream a été largement complice de cet état de fait, attelant sans critique son wagon au parti des démocrates depuis plusieurs décennies.

Compte tenu de toute l'indignation justifiée de nombreuses femmes, surtout dans la petite bourgeoisie progressiste et libérale, à l'élection de Trump, il est trop révélateur qu'aucun des pro-choix et les organisations féministes qui sont devenus des appendices au Parti démocratique pourrait transformer cet outrage en un mouvement de résistance soutenue, avec la vague d'action éphémère autour de la marche des femmes de janvier 2017

facilement détournée vers les mécanismes de la démocratie bourgeoise. Revenons à l'automne 2021 et à la loi réactionnaire du Texas qui interdit effectivement l'avortement dans cet État et à un rôle de la Cour suprême qui laisse entendre que la Cour maintiendra et renforcera les restrictions juridiques et même interdira l'avortement dans de nombreux États au cours des prochains mois. Malgré l'indignation généralisée, aucune force politique n'a réussi à mobiliser une résistance de masse efficace. Les principales organisations pro-choix se sont rétrécies et n'ont même plus la capacité d'organiser des manifestations importantes, et l'accent mis par la gauche contemporaine sur l'« entraide » l'a conduit à se concentrer unilatéralement sur la collecte de fonds pour fournir aux femmes pauvres un financement leur permettant d'accéder à l'avortement comme alternative à la confrontation aux attaques de l'État bourgeois contre le droit à l'avortement (politique pacman + féminisme postmoderne = renoncer à lutter pour le droit légal à l'avortement).

À cela s'ajoute le fait qu'en raison de l'hégémonie de la politique identitaire postmoderniste et en l'absence d'un parti d'avant-garde communiste, il y a un profond manque d'agitation politique et d'organisation parmi les jeunes femmes en particulier et des classes populaires en général qui pourraient être mobilisées dans la lutte politique pour la défense des droits à l'avortement et contre toute réaffirmation réactionnaire du patriarcat. La croissance des mouvements sociaux d'Occupy Wall Street aurait pu créer une défense renouvelée de la pleine participation des femmes dans la société. Au lieu de cela, ils se sont avérés être un terrain fertile dans lequel former toute une génération dans la politique postmoderniste de déni de l'oppression subie par les femmes. Cette formation a été apportée aux mouvements sociaux par le biais du triangle sombre susmentionné du milieu universitaire, des ONG et de la culture militante, qui a imposé l'hégémonie de l'idéologie postmoderniste au sein des mouvements sociaux de la dernière décennie.

Puisque, pour les postmodernistes, l'oppression n'est pas générée par les relations de classe, mais par les interactions individuelles, ils mettent le fait que certaines sections de femmes peuvent participer à l'oppression d'autres comme problème principal au-dessus de la compréhension que les femmes sont opprimées en tant que femmes. Comme la plupart des politiques postmodernistes, cette analyse prend un aspect de la vérité (dans ce cas, le fait que les femmes des classes privilégiées dans les pays impérialistes bénéficient au moins de l'oppression et de l'exploitation d'autres personnes) et l'utilise pour obscurcir la relations de classe et sociales dans la société (dans ce cas, l'oppression de toutes les femmes en tant que femmes, comme en témoignent les nombreux scandales révélant le harcèlement sexuel et les agressions dans les

universités d'élite et dans les échelons supérieurs des sièges sociaux). Les postmodernistes rejettent les conceptions communistes de l'oppression des femmes, et même les vues des générations précédentes de démocrates-bourgeois radicaux et progressistes, insistant sur le fait que les femmes ont besoin d'un « multiplicateur » supplémentaire (queer, immigrés, handicapés, etc.) pour être considérées comme opprimées.

Par exemple, dans certains milieux militants, il est devenu courant de supposer que les femmes blanches ne sont pas opprimées en tant que femmes. De façon typiquement postmoderniste, ce point de vue prend une expression particulière (dans ce cas, les phénomènes réels des « Karens »¹) et l'interprète à travers le prisme des Jeux olympiques de l'oppression, plutôt que dans un contexte historique ou dialectique. De même, les « femmes blanches » en tant que catégorie monolithique sont souvent des boucs émissaires de l'élection de Trump en 2016, malgré le fait assez évident que différentes sections de femmes blanches votent de façon très différente les unes des autres, et le fait statistique que le pourcentage de femmes blanches qui ont voté pour Trump correspondait au pourcentage de celles qui ont voté pour les républicains lors des élections précédentes (et, selon cette méthode d'analyse, les hommes blancs, et non les femmes blanches, devraient être blâmés pour avoir fait élire Trump). De pair avec le blâme (franchement misogyne) contre les femmes blanches pour l'élection de 2016 de Trump et leur rétrogradation dans les olympiades postmodernistes de l'oppression, va une rétrogradation des hommes gays (en particulier les hommes gays blancs), qui ont atteint un certain niveau d'égalité dans les régions urbaines démocrates, et les blâmer pour l'oppression d'autres personnes.

En plus du fait que les femmes blanches et les hommes gays sont en fait « cancelled » dans les olympiades de l'oppression, les hommes noirs en tant que groupe ont reçu un traitement semblable de la part des postmodernistes, souvent stéréotypés comme hyper-masculins et homophobes, mettant de nouveaux habits sur la même vieille pensée suprématiste blanche. Aux fins de cette rédaction, il s'agit ici de la pensée postmoderniste des olympiades de l'oppression et du « discours de privilège », qui ne fait pas une analyse matérialiste des relations de classe derrière l'oppression, et qui ont utilisé la catégorie des « femmes blanches » pour nier que les femmes sont opprimées en tant que femmes.

Pour la foule éveillée (woke), la théorisation des femmes en tant que groupe opprimé a été remplacée par une fétichisation politique postmoderniste des personnes transgenres, non conformistes et non binaires, qui ont été élevées à la

médaille d'or dans les olympiades de l'oppression, surtout lorsqu'ils ont des multiplicateurs d'identité (en d'autres termes, queer ou trans plus un ou plusieurs autres marqueurs d'identité opprimés). Pour être clair, les communistes s'opposent à toutes les formes de sectarisme, de chauvinisme, de violence et de discrimination juridique contre les personnes transgenres, et n'ont aucun intérêt à soutenir qu'une forme d'oppression est d'une plus grande importance morale qu'une autre.

Ce que nous critiquons, c'est comment le postmodernisme a déplacé les femmes en tant que groupe social opprimé et supplanté le patriarcat opposé, qui est à la base à la fois de l'oppression des femmes et de l'oppression des personnes qui ne se conforment pas aux rôles traditionnels de genre patriarcal, avec la poursuite d'identités toujours plus ésotériques, et opprimées. Philosophiquement, l'accent postmoderniste mis sur la « différence » en tant que catégorie sociale, en opposition à la conception communiste des relations matérielles d'oppression et d'exploitation, est à blâmer pour ce triste état de fait.

Le déplacement postmoderniste de la conception de l'oppression des femmes a conduit les postmodernistes à nier que l'avortement (et l'accès à la contraception) est un problème de femmes. Au lieu de parler de l'attaque contre les droits à l'avortement comme d'une attaque contre les femmes et leur liberté reproductive et leur autonomie corporelle, certains postmodernistes insistent sur le fait que ce qui doit vraiment être mis en avant est le fait qu'un petit nombre d'hommes transgenres peuvent tomber enceinte (et donc leurs droits à l'avortement doivent être défendus, ce qui est, bien sûr, vrai, mais est utilisé pour déplacer le fait que l'oppression des femmes est la force motrice derrière les restrictions sur les droits à l'avortement). Par conséquent, vous pouvez assister à certains rassemblements sur le droit à l'avortement et ne jamais entendre personne parler de l'oppression des femmes, au lieu d'insister sur le jargon éveillé comme « les gens avec un utérus », parce que dans la conception postmoderniste, l'aspect le plus crucial est le changement de langage pour être le plus éveillé.e.

Alors même que les postmodernistes ont déplacé l'analyse de l'oppression des femmes avec une fétichisation politique des personnes trans, ne défendant pas le droit à l'avortement dans le processus, ils n'ont pas non plus réussi à obtenir de nombreuses victoires contre l'oppression des personnes trans, mis à part peut-être quelques salles d'eau mixtes dans quelques enclaves de la petite bourgeoisie libérale. Beaucoup d'activistes postmodernistes sont principalement préoccupés par des affichages performatifs parmi les déjà convertis; par exemple, qu'est-ce que produit l'adoption de rituels d'éveil quasi-religieux comme les cercles de pronoms, si ce n'est que les nouveaux et nouvelles militantes des

¹ Le prénom « Karen » est devenu une désignation en argot pour désigner des femmes blanches âgées racistes et sûres d'elles-mêmes, qui s'insurgent de tout, « veulent parler au directeur » et revendiquent des droits supérieurs aux autres.

groupes activistes se sentent comme des outsiders? Pourquoi les gauchistes et les postmodernistes ont-ils lamentablement échoué à défendre Chelsea Manning, qui s'est vu refuser le droit de vivre en tant que femme et des soins médicaux adéquats alors qu'elle était emprisonnée pour avoir dénoncé les crimes de guerre de l'armée américaine?

Les personnes trans dans les régions où le fondamentalisme chrétien est dominant et les personnes trans qui sont des prolétaires continuent à faire face à des taux élevés de meurtres et d'autres crimes haineux. La fétichisation politique postmoderniste des personnes trans, la fluidité des genres et les pronoms n'ont pas réussi à opposer une résistance sérieuse aux causes profondes de l'oppression des personnes trans dans le patriarcat, en plus de renier la lutte pour l'égalité des femmes et les droits des homosexuels.

L'inversion des positionnements corrects et la montée de l'auto-sexualisation marchandisée

Donnant la priorité aux expériences subjectives d'un petit nombre d'individus privilégiés, les postmodernistes ont renversé les conceptualisations correctes du mouvement féministe de deuxième vague, ainsi que la vision communiste de longue date : la prostitution et la pornographie ne sont que des institutions d'oppression et d'exploitation des femmes. Les postmodernistes sont allés jusqu'à prétendre que la prostitution et la pornographie libèrent les femmes qui y participent, créant des hypocrisies révoltantes comme la « pornographie féministe » et le slogan idiot et réactionnaire « le travail du sexe est du travail ». (Idiot parce que c'est une tautologie et réactionnaire parce qu'il cherche à normaliser l'achat et la vente du corps des femmes pour la gratification sexuelle masculine).

Ils justifient ces affirmations en universalisant l'expérience du petit nombre de petites-bourgeoises qui travaillent dans le commerce du sexe (relativement) sans contrainte et dans des conditions relativement sûres, ignorant les masses de femmes et de filles victimes de la traite et de la prostitution, sans parler de l'impact social plus large du fait de traiter les femmes comme des marchandises à acheter et à vendre dans le commerce du sexe.

À cet égard, les postmodernistes ont fourni la justification idéologique pour que la bourgeoisie reconfigure davantage l'oppression des femmes au XXI^e siècle. Les femmes sont maintenant plus libres que jamais de choisir leur propre oppression. Pour un groupe important de femmes de diverses classes, une « nouvelle » option est offerte : celle de développer son propre « capital humain » pour créer un avenir entrepreneurial, en mettant toute sa vie et son moi à la disposition du plus offrant, que ce soit à travers la culture « influenceuse », les conneries girlboss, ou l'une des inventions les plus odieuses du 21^e siècle :

OnlyFans. Toutes ces options embrassent l'échange froid de marchandises capitalistes et soutiennent le fantasme qu'il est possible pour toutes les femmes d'aller de l'avant dans ce système tant qu'elles sont prêtes à jouer le jeu.

Le féminisme Girlboss promeut la femme capitaliste réussie comme modèle auquel aspirer, et bien sûr, seules quelques femmes peuvent atteindre ce but, qui est un but capitaliste d'être une exploiteuse. Cela nous montre que la bourgeoisie est prête à accepter quelques femmes dans des positions de pouvoir, tant qu'elle peut les utiliser comme exemples pour inculquer la logique capitaliste à l'ensemble de la population.

OnlyFans est révélateur de la nouvelle tendance de l'auto-sexualisation marchandisée des femmes, rendue possible par les nouvelles technologies de la bourgeoisie de la Silicon Valley qui peut masquer l'exploitation sexuelle par l'indépendance du travail, être son propre patron, avoir la liberté de choix (même si ces nouvelles technologies ne sont que de nouvelles formes de proxénétisme et sont utilisées par les proxénètes de la vieille école). Normalisée sur les plateformes de réseaux sociaux, en particulier Instagram, ce qui est particulièrement pernicieux dans cette auto-sexualisation participative de masse est qu'elle a été défendue à tort comme une forme de libération des femmes.

Dans ces modèles et d'autres formes d'exploitation (y compris l'auto-exploitation) de l'« autonomisation des femmes », nous pouvons voir une oppression reconfigurée des femmes dans laquelle la bourgeoisie a trouvé plus de façons pour que les femmes possèdent leurs propres chaînes. L'hégémonie idéologique postmoderniste a laissé de nombreuses personnes, y compris celles qui participent à ce qui passe pour une politique « radicale » en Amérique du Nord aujourd'hui, mal équipée pour contester, voire reconnaître, ces nouvelles formes d'oppression. Ce n'est que récemment que la défense généralisée de la prostitution et de la pornographie chez les gauchistes en Amérique du Nord a commencé à recevoir des critiques de l'intérieur, dirigées par quelques femmes courageuses qui ont été victimes d'exploitation sexuelle et qui ont avancé une critique du « travail du sexe ». Il reste à voir si ces premiers pas prometteurs généreront une organisation collective et une mobilisation de masse qui cibleront la bourgeoisie du commerce du sexe et ses lieutenants et porteront sa critique du commerce du sexe plus largement dans toute la société, au-delà des cercles de gauche. En tant que communistes, nous avons la responsabilité d'exposer comment toutes ces formes nouvelles et reconfigurées de l'oppression des femmes sont ancrées dans le système du capitalisme-impérialisme, comment et pourquoi ce système doit être renversé, et renforcer les luttes contre l'oppression des femmes, y compris en les reliant à un mouvement révolutionnaire croissant.

Ce qui n'a pas changé... et nos responsabilités

Les femmes de toutes les classes font face aux menaces toujours présentes de violence domestique, d'agression sexuelle, de viol, d'abus, de harcèlement et de chauvinisme masculin de la vie quotidienne, à la maison, au travail, dans la rue, dans les bars, à l'église, etc. Ces expressions concentrées de l'oppression patriarcale ont, à divers moments, déclenché des formes aiguës de lutte, et ici nous saluons les sœurs militantes à travers l'Amérique latine qui ont construit des mouvements de masse et des organisations militantes face aux féminicides, la violence familiale et les disparitions de femmes et de filles. Aux États-Unis, une série constante de cas d'agression sexuelle très médiatisés a donné lieu à la brève explosion de #MeToo, qui a révélé la persistance du harcèlement sexuel et des agressions à grande échelle, et a mené à l'incarcération d'une poignée de grands coupables. Sans leadership révolutionnaire, et structuré de manière significative par le fonctionnement des médias sociaux et des médias grand public, la vague #MeToo s'est écrasé sur les rochers du scandale des célébrités et n'a jamais été autorisé à approfondir. Dans les cercles militants postmodernistes et gauchistes, où le harcèlement sexuel et les agressions se sont avérés pas moins répandus que dans la société en général, un problème secondaire a été de brouiller la ligne entre les violations du consentement (qui méritent une punition sévère) et les comportements qui, malgré les expressions des perspectives machistes du monde, n'ont pas violé le consentement et/ou commis de violence, et sont mieux combattues par des critiques acerbes et des méthodes persuasives visant à la transformation.

Plus profondément, #MeToo a été un exemple de la façon dont la reconfiguration de l'oppression des femmes a donné lieu à des conflits sociaux importants dans lesquels une plus grande liberté démocratique bourgeoise, pour certaines sections de femmes, se heurte à des pratiques patriarcales de longue date. Ce n'est pas un hasard si #MeToo a été adopté dans l'industrie du divertissement, où le harcèlement sexuel et les agressions ont trop souvent été nécessaires à l'avancement professionnel, et dans les entreprises professionnelles petites bourgeoises où les femmes ont pris des positions dans la main-d'œuvre qui, il y a des décennies, étaient largement réservés aux hommes. Nous pouvons nous attendre à ce que les conflits futurs naissent de la contradiction entre la plus grande liberté démocratique bourgeoise des femmes et le patriarcat de longue date, et les communistes doivent assumer la responsabilité d'intervenir dans de tels conflits avec des réponses révolutionnaires.

Sous le battage du féminisme girlboss et de l'auto-sexualisation marchandisée, la vérité fondamentale est que les femmes du prolétariat et des

nations opprimées par l'impérialisme ne peuvent toujours pas trouver la libération sous ce système, et font face à une myriade de formes d'oppression. Malgré toutes les allégations selon lesquelles les États-Unis allaient libérer des femmes en Afghanistan ou en Libye, l'armée américaine est un cloaque d'agressions sexuelles, tant pour les femmes qu'elle abrite que pour celles qui entrent en contact avec elle. De plus, l'occupation de l'Afghanistan par les États-Unis a entraîné l'expansion du commerce du sexe (tout comme l'armée américaine l'a fait ailleurs), soumettant les femmes auparavant sous le régime taliban à une forme d'oppression différente mais non moins brutale.

Les frontières extractives de l'accumulation pour les sociétés pétrolières et les industries minières sont toutes faites avec les femmes et les filles autochtones victimes de la traite. Les femmes et les filles noires sont les cibles de prédateurs et de trafiquants qui agissent souvent en toute impunité sous la protection de l'État bourgeois, comme l'a récemment démontré le procès de R. Kelly et la « justice » de la bourgeoisie. Le système punit parfois même les femmes qui parviennent à combattre ces prédateurs, comme l'a révélé le cas de Cyntoia Brown. En outre, les femmes prolétariennes noires ont dû supporter le fardeau du programme d'incarcération des hommes noirs prolétariens que la bourgeoisie a placé sur les familles.

Camarades, nous avons de lourdes tâches devant nous. Pour la masse des femmes, être coincé entre Gilead et OnlyFans est un avenir sombre. Mais nous sommes confiants que si un peuple révolutionnaire commence à émerger, un avenir vraiment libérateur pour les femmes s'ouvrira. En Chine, où les relations sociales semblaient figées dans l'ambre et où les mariages arrangés étaient à l'ordre du jour, le peuple révolutionnaire sous la direction du Parti communiste a osé se lever et mettre fin à ces relations sociales. En supprimant non seulement l'ancien ordre féodal, mais aussi en mettant fin aux viols et aux agressions sexuelles et en vivant comme de nouvelles femmes et de nouveaux hommes, ils ont fait une réalité matérielle avec le slogan « les femmes tiennent la moitié du ciel » pendant les années socialistes de 1949 à 1976. En cette Journée internationale de lutte pour les droits des femmes, inspirons-nous de leurs réalisations et tirons des leçons de la reconfiguration de l'oppression des femmes sous l'impérialisme capitaliste du XXI^e siècle, avec une confiance stratégique dans le prolétariat et les masses de femmes cette oppression peut être éliminée par la révolution parallèlement à toutes les divisions de classe, les relations de production sur lesquelles elles reposent, et les idées et la culture qui les nourrissent et les renforcent.

Brisez les chaînes! Déchaînez la fureur des femmes comme une force puissante pour la révolution!

Kites, n.7, 2023 (Usa)
journal de théorie et de stratégie communistes

Le KKE (parti communiste grec) représente l'un des principaux partis de gauche d'Europe. En Grèce, il existe un fort mouvement anarchiste autonome et des partis communistes comme le KKE-ML (Parti communiste grec marxiste-léniniste) à la gauche du KKE. Cependant, ce document du KKE démontre la recherche d'un plan politique d'indépendance pour les communistes dans la phase actuelle, et une "vivacité" théorique qui rompt avec le "conformisme" souvent présent dans les partis communistes actuels en Europe.

Les camarades du KKE ne rejettent pas la politique du "front", mais ne renoncez pas à un point de vue indépendant. En partant de l'analyse léniniste de l'impérialisme, les camarades grecs sont en mesure d'identifier les faiblesses politiques et théoriques de ceux qui proposent la politique du moins pire dans le cadre des rapports de force actuels. La critique des camarades du KKE à l'égard de la Plate-forme mondiale anti-impérialiste (PMA) nous la partageons.

Il ne s'agit évidemment pas de lancer des anathèmes ou de considérer tous ceux qui participent à cette plate-forme comme des "ennemis", la critique sévère mais sincère sert, selon nous, à rectifier les positions.

Nous ne sommes pas naïfs, nous savons bien qu'une politique de front passe inévitablement par des alliances avec des formations non communistes-socialistes, et même pas celles liées directement ou uniquement au prolétariat, mais rassembler des néo-fascistes, des nationalistes, des "communistes" chauvins, etc... ne nous semble pas être un outil utile pour la lutte anti-impérialiste. La politique du moins pire conduit aujourd'hui au pire...

Sur la dite "Plate-forme mondiale anti-impérialiste" et sa position préjudiciable et désorientante

Le déclenchement de la guerre impérialiste en Ukraine a accentué les contradictions dans les rangs du mouvement communiste international autour de questions idéologico-politiques sérieuses, qui le tourmentent depuis des années et expriment l'influence opportuniste en son sein. Au premier plan, bien sûr, se trouvaient les questions de l'attitude à l'égard du caractère impérialiste de la guerre entre les États-Unis, l'OTAN et l'UE avec la Russie capitaliste sur le territoire de l'Ukraine, de l'attitude à l'égard de la bourgeoisie et de ses représentants politiques, comme la social-démocratie, des analyses problématiques sur le système impérialiste et la position de la Chine et de la Russie, ainsi que d'autres, plus profondément liées à la question de la stratégie erronée des étapes vers le socialisme, le soutien et la participation à des gouvernements bourgeois.

Dans ces circonstances, à la veille de la 22e Rencontre Internationale des Partis Communistes et Ouvriers (RIPCO), qui a eu lieu à La Havane en octobre dernier, une nouvelle organisation internationale, la "Plateforme Mondiale Anti-Impérialiste" (PMA), est apparue à Paris, qui a déjà organisé une série d'activités à Belgrade, Athènes et récemment à Caracas, accueillie par le Parti Socialiste Unifié du Venezuela (PSUV) au pouvoir. L'événement de la PMA au Venezuela a coïncidé avec

l'attaque anti-peuple lancée par le gouvernement social-démocrate du PSUV contre la classe ouvrière et les couches populaires du Venezuela, à un moment où il a conclu des accords avec l'opposition de droite et les États-Unis, intensifiant les attaques anticommunistes et les actions subversives contre le PC du Venezuela.

Il est important d'examiner les forces qui composent la PMA ainsi que ses principales positions problématiques.

Un "mélange" curieux de forces politiques

Un "mélange" de forces politiques participe aux activités de la PMA, où les forces sociales-démocrates, telles que le PSUV susmentionné et une organisation sud-coréenne "tombée du ciel" ("People's Democracy Party"), jouent un rôle prépondérant, ainsi que certains partis communistes et ouvriers, tels que le Parti Ouvrier Hongrois, le Parti Communiste (Italie), le Nouveau Parti Communiste de Yougoslavie, le Parti Communiste Ouvrier de Russie, le Parti Communiste Libanais, le Parti Communiste de Grande-Bretagne (M-L) qui est maoïste, le Pôle de Renaissance Communiste en France, etc. De plus, comme l'a dénoncé le Parti Communiste du Mexique¹, même des forces politiques nationalistes, racistes et réactionnaires ont participé aux événements de Caracas. C'est le cas, par exemple, de l'organisation nationaliste espagnole "Vanguardia Española" ("avant-garde espagnole"), dont les "racines" remontent au philosophe nationaliste Gustavo Bueno, qui fut un militant phalangiste actif et un partisan du dictateur fasciste Franco dans les années 1950. La "Vanguardia Venezolana" ("avant-garde vénézuélienne") est du même genre.

1 Note du Parti Communiste du Mexique au Solidnet - <http://www.solidnet.org/article/CP-of-Mexico-Nota-sobre-la-Reunion-n-Caracas-de-la-Plataforma-Mundial-Antiimperialistae/>

À la PMA participent aussi deux organisations inconnues de Grèce, sans action de masse ni base sociale, le "Collectif de lutte pour l'unification révolutionnaire de l'humanité" (D. Patelis) et la "Plateforme pour l'indépendance" (V. Gonatas), qui se sont caractérisées dernièrement par une intensification de leurs sentiments anti-KKE, choisissant souvent le terrain glissant des attaques provocatrices via l'internet.

L'impérialisme, comme une "situation anormale" qui peut être rectifiée...

La PMA présente une image complètement inversée de la réalité mondiale que nous vivons. Ses analyses ne nous permettront pas de comprendre que nous vivons dans un système capitaliste, puisque le concept de capitalisme est absent de toutes ses déclarations pertinentes (par exemple, de la Déclaration fondatrice de Paris, des documents de la récente réunion de Caracas).

Ouvrant une parenthèse, il convient de noter que dans la traduction grecque de la Déclaration Fondatrice de Paris, le mot "capitaliste" a été ajouté à un moment donné avant "impérialiste", ce qui n'est pas le cas dans les versions anglaise, espagnole et française de ce document.

Il semble que le "traducteur" grec ait essayé de "rafistoler" de façon arbitraire ce communiqué particulier, ce qui, bien sûr, n'en change pas l'essence.

En même temps, dans les documents de la PMA, les mots "impérialisme", "impérialistes", "anti-impérialisme" sont mal utilisés. Ainsi, l'impérialisme, qui, selon Lénine, est le capitalisme monopoliste, est distordu et traité simplement comme une politique étrangère agressive, loin de sa base économique (les monopoles et l'économie du marché capitaliste), loin de son essence de classe, en tant que pouvoir de la bourgeoisie.

Ce n'est donc pas un hasard si, dans les documents de la PMA, la question du renversement révolutionnaire du pouvoir bourgeois ne se pose pas et si, bien sûr, la lutte pour le socialisme n'existe pas et a été remplacée par l'objectif de la souveraineté nationale et d'une "nouvelle architecture financière" sans sanctions ni "guerres commerciales", afin de "renverser le système colonial qui, par l'oppression politique, le pillage économique et la coercition militaire, engendre, pour les masses, l'instabilité, la pauvreté et la violation des droits de l'homme".

Dans toutes ces déclarations, l'identification du concept d'impérialisme à la puissance qui reste encore la plus forte du système impérialiste international, les États-Unis, est caractéristique. Même si une référence est faite à d'autres unions impérialistes, telles que l'UE ou l'OTAN, le FMI, la Banque mondiale etc., il est présumé qu'il s'agit des "intérêts impériaux des États-Unis". De cette manière, comme par magie, les responsabilités et les intérêts indépendants des bourgeoisies des autres États capitalistes, outre les États-Unis, qui participent à ces alliances, sont dissimulés. Ainsi, les États-Unis sont présentés de façon tordue comme l'empire d'un système colonial moderne, dont tous les États alliés sont les "subordonnés".

Au contraire, il est considéré que "la Russie et la Chine ne sont pas des puissances impérialistes agressives" et, avec d'autres, comme la République populaire

démocratique de Corée et l'Iran, elles sont présentées comme "anti-impérialistes", qui, avec les gouvernements dits "progressistes" d'Amérique latine, résistent à l'impérialisme.

En outre, nous constatons que toute approche de classe est abandonnée lorsque les diverses unions régionales, "telles que l'ALBA et la CELAC", qui impliquent fondamentalement des États capitalistes, mais qui, selon la PMA, "peuvent rassembler les nations opprimées d'Amérique latine", sont louées.

Enfin, en ce qui concerne la guerre impérialiste en Ukraine, la PMA considère qu'il s'agit d'un acte d'agression de la part des États-Unis, qui utilisent l'Ukraine pour attaquer la Russie et la Chine... "anti-impérialistes".

Breve critique des positions principales de la PMA

1. Qu'est-ce que l'impérialisme et qui est anti-impérialiste?

Aujourd'hui, le concept d'impérialisme est utilisé même par des représentants de la bourgeoisie, l'un qualifiant l'autre d'"impérialiste", comme l'a fait récemment le chancelier allemand Olaf Scholz en parlant du Président russe V. Poutine. Certains de ces représentants de la bourgeoisie se qualifient également d'"anti-impérialistes".

Des confusions similaires sont alimentées par les positions d'un certain nombre de forces opportunistes, telles que les positions de la PMA, où, par exemple, même l'État capitaliste d'Iran, qui utilise la religion pour intensifier l'exploitation de classe et l'inégalité sociale, qui nie les droits fondamentaux des femmes, est qualifié d'"anti-impérialiste". Et cela est dit à un moment où l'Iran est secoué par d'importantes mobilisations en faveur des droits démocratiques bourgeois fondamentaux. Récemment, l'Iran "anti-impérialiste", avec la médiation de la Chine, a signé un accord avec l'Arabie Saoudite, qui a "tourné le dos" aux États-Unis. Les rois et princes saoudiens sont-ils devenus "anti-impérialistes" après cela aussi? Nous ne serions pas surpris par une telle évaluation si nous considérons qu'il y a quelque temps, certaines puissances d'Amérique latine qualifiaient Erdogan, le Président d'un pays, la Turquie, qui a des troupes d'occupation dans au moins trois pays (Chypre, Syrie, Irak), d'"anti-impérialiste". Cela a encouragé Erdogan, qui a déclaré que "les États-Unis ne l'aiment pas parce qu'il est ... anti-impérialiste".

Ce qui précède montre clairement que l'utilisation abusive et arbitraire du concept d'impérialisme et de ses dérivés entraîne une grande confusion. Il est donc important d'avoir une approche scientifique socio-économique du concept d'impérialisme, et non celle que les bourgeois et les opportunistes veulent imposer, afin de justifier les classes bourgeoises et les puissances impérialistes, en renversant la réalité. Lénine a documenté les caractéristiques fondamentales de l'impérialisme: "1) concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique; 2) fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce "capital financier", d'une oligarchie financière; 3) l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière; 4)

formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde, et 5) fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes" ¹.

Nous vivons donc à une époque où le capitalisme présente certaines caractéristiques spécifiques, que Lénine a mises en évidence dans son œuvre. Il s'agit de traits uniformes concernant la domination des monopoles, des puissantes sociétés par actions et l'intensification de la concurrence capitaliste, la formation du capital financier, l'importance croissante de l'exportation de capitaux par rapport à l'exportation de marchandises, la lutte pour la redistribution des marchés et des territoires entre les États capitalistes et les groupes monopolistes internationaux. Lénine considère l'impérialisme comme le "stade suprême du capitalisme", comme il a titré sa brochure sur le sujet, et souligne comment le capitalisme monopoliste est la préparation matérielle la plus complète du socialisme, l'antichambre du socialisme, l'étape de l'histoire qu'aucune autre étape intermédiaire ne sépare du socialisme." ².

L'approche scientifique léniniste de l'impérialisme, comme nous pouvons le constater, est loin de l'utilisation courante de l'impérialisme en tant que politique étrangère agressive ou de l'identification à un seul État, même s'il est le plus puissant, comme le soutient la PMA, entre autres. De plus, dans la pratique, la PMA classe chaque État, quelle que soit sa position dans la pyramide impérialiste, sous l'étiquette "anti-impérialiste" sur le seul critère de savoir si, à un moment donné, la direction politique de l'État capitaliste en question est opposée ou même en conflit avec les États-Unis ou ses choix, dans le contexte de l'intensification de la concurrence internationale entre les monopoles et les États qui représentent leurs intérêts.

L'impérialisme est le capitalisme monopoliste et, dans le système impérialiste actuel, tous les États capitalistes y sont intégrés et sont caractérisés par des relations d'interdépendance inégale, par des relations de concurrence et de coopération. Cela ne signifie pas, bien sûr, qu'ils ont tous la même force, le même potentiel, mais que toutes les classes bourgeoises participent au partage du butin, au partage de la plus-value produite par la classe ouvrière dans le monde entier, sur la base de la puissance politique, militaire et économique de chaque État.

2. Souveraineté nationale, unions régionales, nouvelle architecture financière mondiale ou socialisme?

La PMA, comme nous l'avons déjà souligné, a exclu la lutte pour le socialisme et promeut la lutte pour la souveraineté nationale, la formation d'unions régionales et une nouvelle architecture financière mondiale qui, malgré le fait que les relations de production capitalistes soient maintenues, garantira la liberté et l'égalité des nations, en permettant à chaque

pays de suivre un programme économique souverain et indépendant sans ingérence extérieure".

Cette approche de la PMA considère que tous les problèmes viennent de "l'extérieur", du fait que la volonté des puissances impérialistes et essentiellement des États-Unis est "imposée" dans chaque pays et, dans la pratique, elle cherche des alliances dans les "bras sûrs" de la dite "bourgeoisie nationale". À part la confusion sur ce qu'est l'impérialisme, on constate également la sous-estimation du caractère international de l'ère du capitalisme monopoliste, qui se reflète dans chaque État capitaliste, avec l'accentuation de l'opposition fondamentale entre le capital et le travail, avec le renforcement de la tendance à la détérioration absolue et relative de la situation de la classe ouvrière.

Cette approche erronée n'est pas nouvelle puisqu'elle "porte" des approches déformées qui ont prévalu pendant de nombreuses années dans le mouvement communiste international et se sont concentrées sur le niveau différencié de développement des forces productives, en supposant à tort que tout retard est dû exclusivement à la dépendance extérieure d'un État et non à des facteurs historiques, tels que le retard de l'émergence des relations capitalistes, la relative petite taille du marché national, les conditions historiques qui ont poussé la bourgeoisie d'un État capitaliste à investir dans l'économie capitaliste, etc. par exemple dans l'exportation de matières énergétiques ou dans le capital maritime plutôt que dans l'industrie. Sur cette base, la stratégie des étapes vers le socialisme a été développée, l'étape initiale étant la rupture avec la "dépendance étrangère", la souveraineté nationale, qui serait réalisée par une alliance avec la bourgeoisie "orientée vers le national" en opposition à la bourgeoisie "compradore", dépendante et subordonnée aux directives des impérialistes.

Aujourd'hui, nous savons que le "découpage" de la stratégie du Parti communiste en étapes a échoué! Tout comme la division de la bourgeoisie en "asservis à l'étranger" et en "patriotes" et la tentative de former une alliance avec cette dernière section se sont révélées irréalistes. La bourgeoisie, malgré certaines différenciations d'intérêts économiques qui peuvent exister en son sein, possède son propre et uniforme instrument d'exploitation de classe de la classe ouvrière et d'oppression des couches populaires: l'État bourgeois. C'est également le "régulateur" des différences entre les différentes sections de la bourgeoisie. Chaque État bourgeois national (et il y en a environ 200 sur la planète aujourd'hui) aide à esquisser la stratégie de la bourgeoisie du pays et gère ses alliances internationales, sa participation à l'une ou l'autre union interétatique d'États capitalistes, où les lois de l'économie capitaliste s'appliquent parallèlement aux réglementations interétatiques.

Dans son article "Du mot d'ordre des États-Unis d'Europe", Lénine fait référence aux approches erronées de son époque concernant les "États-Unis démocratiques d'Europe", soulignant qu'il ne suffisait pas de renverser les régimes autoritaires qui existaient en Europe à l'époque, mais qu'il était important de savoir sur quelle

¹ V. I. Lénine: L'impérialisme, stade suprême du capitalisme - <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/vlimperi/vlimp7.htm>

² V. I. Lénine: La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer - <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/09/vil19170910k.htm>

base économique cette union devait être créée, et que si cette base était le capitalisme, il s'agirait d'une union réactionnaire. En effet, "le capitalisme c'est la propriété privée des moyens de production et l'anarchie dans la production. Prêcher le partage "équitable" du revenu sur cette base, c'est du proudhonisme, du béotisme de petit bourgeois et de philistin", écrit Lénine, qui ajoute qu'"Y songer serait descendre au niveau d'un petit pope qui, tous les dimanches, prêche aux riches la grandeur du christianisme et leur recommande de donner aux pauvres...sinon quelques milliards, du moins quelques centaines de roubles par an". Pour conclure que ce mot d'ordre est erroné, car"il pourrait donner lieu à une fausse interprétation de l'impossibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays".

L'approche de la PMA concernant la nécessité de "renverser le colonialisme", concernant la souveraineté nationale et la création d'unions régionales d'"États souverains", ne tient pas compte, de manière contraire à la vérité historique, du fait que le système colonial en tant que tel appartient au passé depuis des dizaines d'années. Il a été remplacé par des dizaines d'États "souverains" et dans chaque État bourgeois "souverain", il existe des contradictions de classe non résolues entre le capital et la classe ouvrière et les relations actuelles entre les États bourgeois "souverains" sont régies par des relations d'interdépendance inégale, dans lesquelles toutes les classes bourgeoises sont impliquées en fonction de leur puissance. Ces relations sont ignorées dans l'analyse de la PMA.

Les dépendances qui naissent pour chaque État capitaliste au sein de cette "pyramide" impérialiste ne sont pas une pathologie, une déviation ou une distorsion, qui seront corrigées par la défaite des États-Unis et un prétendu "monde multipolaire", comme l'affirme la PMA, mais un phénomène inhérent au développement du capitalisme, de l'internationalisation capitaliste. En outre, la PMA passe sous silence l'essentiel: ce réseau d'interdépendance inégale ne peut être brisé que par le renversement du pouvoir bourgeois et de l'état de dictature du capital, avec la construction de la nouvelle société socialiste-communiste.

3. Quelle est la nature de la Chine et de la Russie?

La PMA affirme qu'"Il n'existe aucune donnée économique justifiant de qualifier la Chine ou la Russie d'impérialistes. Ce sont des pays qui ne vivent pas de la surexploitation ou du pillage du monde. Ils ne mettent pas les autres pays en esclavage militaire, technologique ou de la dette"et ajoute que"la Russie et la Chine ne sont pas des puissances impérialistes agressives. Elles sont au contraire la cible de nos ennemis car elles s'opposent à la domination mondiale complète des États-Unis".

Avec ces communiqués, la PMA cherche une fois de plus à déformer la réalité. Comme si la Chine et la Russie ne participaient pas aux sommets du G20 des 20 États capitalistes les plus puissants du monde, aux côtés des États-Unis, de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne, de la

France et d'autres pays. Comme si les monopoles chinois et russes n'exportaient pas de capitaux vers d'autres pays, comme s'ils n'avaient pas pour objectif de tirer profit de l'exploitation de la force de travail non seulement des travailleurs de leur propre pays, mais aussi de nombreux autres pays d'Europe, d'Asie, d'Afrique, d'Amérique, partout où leurs monopoles se développent. C'est comme si l'armée privée russe "Wagner" se rendait en Afrique pour des raisons caritatives et non pour défendre les intérêts des monopoles russes qui y opèrent. Comme si la Chine n'allait pas dans la même direction pour sauvegarder le projet "Une ceinture, Une Route" par des moyens militaires. Il est remarquable que ce projet inclut l'État de Djibouti, petit mais très important du point de vue géographique, dont la dette envers la Chine représente 43% de son revenu national brut, et où la première base militaire chinoise hors de ses frontières a été inaugurée en 2017.

Les déclarations sur des pays qui "ne mettent pas les autres pays en esclavage militaire, technologique ou de la dette" se réfèrent aux États qui jouent un rôle spécial dans le commerce des armes, qui sont actuellement des États prêteurs, tels que la Chine, qui figure en tête de la liste.

Elles se réfèrent aussi à la Russie, où des monopoles géants (Gazprom, Rosneft, Lukoil, Rosatom, Sberbank, Norilsk Nickel, Rosvooruzhenie, Rostec, Rusal etc.) exploitent des millions de travailleurs, non seulement en Russie mais aussi dans les anciennes républiques soviétiques, la Communauté des États Indépendants (CEI), l'Afrique, l'Amérique du Sud, l'Europe et le Moyen-Orient, le golfe Persique, etc. Et comme chacun sait, l'exportation de capitaux, par opposition à l'exportation de marchandises, signifie la production d'une plus-value que le pays exportateur de capitaux extrait du pays d'accueil. En 2014, la Russie se classait au huitième rang mondial des exportateurs d'Investissements Directs Étrangers (IDE), mais elle est tombée à la dix-huitième place du classement mondial en 2018 en raison des sanctions. En 2021, le montant des IDE de la Russie a atteint 65.189 milliards de dollars, dont 1.808 ont été investis dans les pays de la CEI et 63.381 dans les pays de "l'étranger lointain". Selon la Banque mondiale, la Russie se classe au cinquième rang des créanciers des pays "en voie de développement", après la Chine, le Japon, l'Allemagne et la France².

Elles se réfèrent à la Chine, dont les concurrents affirment que: "La Chine a désormais une responsabilité particulière au sein de l'économie mondiale, car elle est le plus grand prêteur du monde, dépassant la somme des prêts de la Banque mondiale, du FMI et des membres du Club de Paris (...) 44 pays doivent désormais une dette équivalant à plus de 10% de leur PIB à des prêteurs chinois (...) Le manque de transparence qui entoure les prêts chinois signifie que dans certains cas, comme en Afrique subsaharienne, une "dette cachée" est créée, ce que les gouvernements souhaitent, car cela signifie que cette dette n'est pas incluse dans les rapports officiels et les statistiques des organisations internationales et "protège" donc les emprunteurs d'une dette considérée comme insoutenable. Beaucoup de ces prêts nécessitent

1 V. I. Lénine: Du mot d'ordre des États-Unis d'Europe - <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1915/08/vil19150823.htm>

2 Comité idéologique du KKE: " Quelques faits sur l'économie russe", Revue Communiste, vol.5-6, 2022.

l'existence de comptes spéciaux dans une banque acceptée par le prêteur et des dispositions pour le remboursement des revenus des projets financés par le prêteur ou d'autres flux de trésorerie. Cela signifie essentiellement qu'une part importante des recettes publiques échappe au contrôle de l'État souverain emprunteur. Un grand nombre de ces prêts prévoient clairement que le pays emprunteur ne peut pas se tourner vers le Club de Paris pour restructurer la dette en question ou vers une institution similaire. Les conditions permettant au prêteur de mettre fin au prêt et d'exiger un remboursement immédiat sont, dans plusieurs de ces prêts, plus larges et comprennent même des termes généraux tels que des actions préjudiciables à une entité de la République populaire de Chine, ou des changements significatifs dans la politique du pays contractant le prêt¹. Des données similaires de la Banque mondiale, concernant 68 pays "en voie de développement", montrent que les prêts de la Chine à ces pays ont atteint 110 milliards de dollars en 2020, la Chine se plaçant en deuxième position après la Banque mondiale en termes de prêts². L'un des pays dont les dettes envers la Chine s'élèvent à plusieurs milliards de dollars est le Venezuela, où le parti au pouvoir a accueilli les travaux de la récente conférence de la PMA³.

De plus, une autre catégorie de prêts qui revêt une importance particulière est la détention des obligations, en premier lieu des États-Unis: la Chine disposait de 859,4 milliards de dollars d'obligations des États-Unis en janvier 2023, ce qui la plaçait en deuxième position après le Japon⁴.

La PMA refuse de voir la réalité, à savoir qu'à côté des contradictions et des conflits entre les États-Unis, les autres puissances impérialistes de l'euro-atlantisme et la Russie, et alors que des milliers de personnes sont massacrées dans les batailles en Ukraine, les capitalistes des deux camps de la guerre et leurs gouvernements maintiennent, bien que dans une mesure limitée par rapport à la situation d'avant février 2022, une coopération stable, y compris sur le plan commercial. Ainsi, par exemple, la Russie continue de vendre aux États-Unis et à la France de l'uranium pour leurs installations nucléaires. En effet, elle couvre 20% des besoins des 92 réacteurs nucléaires américains⁵, tandis que la France a reçu en 2022 153 tonnes d'uranium russe, couvrant 15% de ses

besoins⁶. La société russe "Gazprom", pour satisfaire ses actionnaires capitalistes, a annoncé qu'elle avait envoyé 42,4 millions de mètres cubes de gaz à l'UE via les gazoducs de l'Ukraine qui est en guerre. En même temps, dans le port russe de Novorossiysk, sur la mer Noire, les pétroliers de l'entreprise américaine Chevron continuent de charger le pétrole qu'elle extrait au Kazakhstan et qui y arrive par un oléoduc de 1.500 km traversant les territoires du Kazakhstan et de la Russie. C'est par cet oléoduc que les deux tiers du pétrole extrait au Kazakhstan sont acheminés vers le marché mondial.

De même, malgré la dite "nouvelle guerre froide" entre les États-Unis et la Chine, en 2022 "le commerce entre les États-Unis et la Chine a atteint des niveaux record, réfutant les théories de découplage de deux économies. Selon les données officielles du Département du Commerce des États-Unis, le commerce bilatéral a atteint 690,6 milliards de dollars, les exportations américaines vers la Chine ayant augmenté de 2,4 milliards de dollars pour atteindre 153,8 milliards de dollars. Dans le même temps, les importations de produits chinois sur le marché américain ont augmenté de 31,8 milliards de dollars pour atteindre 536,8 milliards de dollars."⁷

La question est donc compréhensible: Comment est-il possible qu'au moment où des sanctions économiques sont appliquées, où les dépenses militaires sont "dans le rouge", où le sang coule en Ukraine, où les différentes parties du conflit brandissent la menace des armes nucléaires, les capitalistes des deux camps en profitent à travers des relations commerciales directes ou par l'intermédiaire de tiers? Marx disait: "le capital quant à lui vient au monde dégoulinant de sang et de saleté par tous ses pores, de la tête aux pieds...Que le profit soit convenable, et le capital devient courageux: 10 % d'assurés, et on peut l'employer partout; 20 %, il s'échauffe !, 50 %, il est d'une témérité folle; à 100%, il foule aux pieds toutes les lois humaines; 300 %, et il n'est pas de crime qu'il n'ose commettre..."⁸

La PMA cache soigneusement le fait qu'en Chine comme en Russie, ce sont les classes bourgeoises, les monopoles, qui sont aux commandes, qui font des affaires et s'affrontent avec les monopoles des États-Unis, de l'UE et d'autres États capitalistes, et qui s'affrontent entre eux. Aucune des deux parties du conflit n'est donc "innocente comme les colombes", comme le décrit la PMA, mais toutes sont des "prédateurs". La Chine conteste même directement la primauté des États-Unis dans le système impérialiste. Et comme l'a souligné Lénine, le bon côté de l'histoire, lorsque les "prédateurs" impérialistes s'affrontent, n'est pas de choisir le côté du "prédateur" le plus faible pour qu'il puisse prendre la place du plus puissant. Le bon côté de l'histoire est de choisir le camp

1 "La Chine comme "anti-IMF" : la diplomatie des emprunts", Economikos Tachydromos, 21/09/22 - <https://www.ot.gr/2022/09/21/analyseis-2/i-kina-os-anti-dnt-i-diplomatia-ton-daneion/>

2 Dossier: Le rôle de la Chine dans la dette publique extérieure des pays d'ISSD et l'initiative "Une Ceinture, une Route" en 2020 <https://greenfdc.org/brief-chinas-role-in-public-external-debt-in-dssi-countries-and-the-belt-and-road-initiative-bri-in-2020/?cookie-state-change=1679500119696>

3 Voici les pays les plus endettés auprès de la Chine - "https://globelynews.com/world/top-countries-most-in-debt-to-china/"

4 " Tout un business: pourquoi la Chine vend des bons du Trésor des États-Unis" <https://iz.ru/1484989/dmitrii-migunov/tolko-biznes-pochemu-kitai-prodaet-amerikanskii-gosdolg>

5"Les exportations de combustible et de technologies nucléaires en provenance de Russie ont augmenté de plus de 20% l'année dernière" <https://forbes.ua/ru/news/>

6"La France a acheté 153 tonnes d'uranium enrichi à la Russie pour ses centrales nucléaires en 2022", <https://tass.ru/ekonomika/>

7 Le commerce entre les États-Unis et la Chine atteint des niveaux record <https://www.kathimerini.gr/economy/562269919/se-ypsi-rekor-to-emporio-anamesa-se-ipa-kai-kina/>

8 K. Marx, "Le Capital", Livre Premier - <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-I/kmc-apl-31.htm>

des peuples contre le camp des capitalistes, qui profitent tantôt de la paix, tantôt de la guerre, en ensanglantant la classe ouvrière et les peuples.

4. Une guerre par procuration des États-Unis en Ukraine ou une guerre impérialiste?

L'approche sélective de la PMA, selon laquelle la guerre en Ukraine est "la provocation par l'OTAN d'une guerre par procuration contre la Russie sur le territoire de l'Ukraine", tente tout d'abord de détourner l'attention de la question principale: En ce qui concerne cette guerre "l'accent est mis sur la répartition des richesses minérales, de l'énergie, des territoires et de la main-d'œuvre, des pipelines et des réseaux de transport de marchandises, des appuis géopolitiques, des parts de marché." ¹ et est menée par les classes bourgeoises d'Ukraine, avec les États-Unis et l'OTAN comme alliés, et la Russie et ses alliés. Ce sont les critères de base qui certifient que le caractère de la guerre est impérialiste et qu'elle est menée pour des intérêts étrangers à ceux des peuples.

Bien sûr, il est indéniable aujourd'hui que les États-Unis utilisent l'Ukraine comme "fer de lance" contre la Russie capitaliste, entourant la Russie avec l'élargissement de l'OTAN, avec de nouvelles bases militaires et de nouvelles armes. Le KKE s'est battu contre tout cela, a voté contre tout cela au Parlement grec et européen, et ce sont les communistes qui, au cours de l'année de guerre impérialiste, ont organisé des centaines de manifestations dans les ports, devant des bases, dans les rues et sur les voies ferrées, contre les États-Unis, l'OTAN et l'UE et leurs plans impérialistes agressifs, et contre l'implication de la Grèce dans la guerre. La bourgeoisie grecque et son État ont arrêté et traîné devant les tribunaux, pour les mobilisations anti-OTAN, des membres du CC du KKE et du CC de la KNE et non des organisations inexistantes aux noms fantaisistes qui, depuis la Grèce, participent à la PMA.

Il est également vrai que l'inacceptable invasion militaire de l'Ukraine par la Russie, pour les intérêts et les plans stratégiques de la bourgeoisie russe, que le KKE a également condamnée sans équivoque, agit objectivement comme un "coussin de sécurité" pour la Chine dans son grand conflit avec les États-Unis pour la première place dans le système impérialiste mondial.

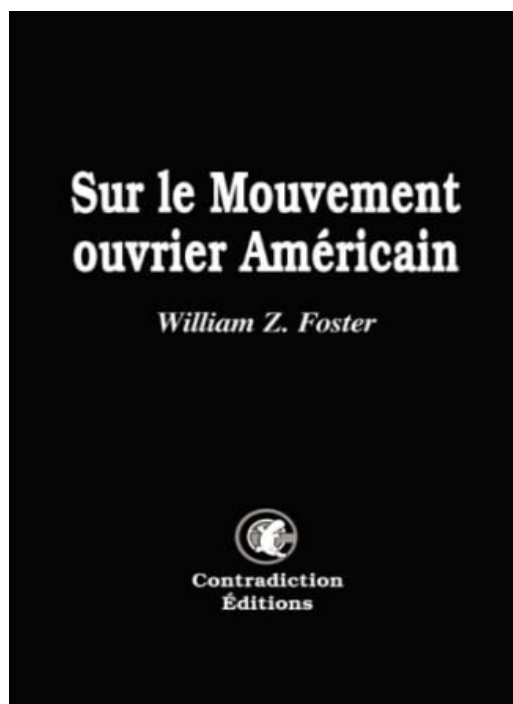
Les forces politiques de chaque pays ne sont pas divisées, comme le prétend la PMA, à cause de la guerre impérialiste, entre ceux qui sont "pro-russes" et ceux qui sont "pro-américains". Il s'agit d'une fausse distinction, qui n'est pas seulement faite par la PMA, mais auparavant, elle a été faite par le Parti Communiste de la Fédération de Russie ² concernant les résolutions de la 22ème Rencontre Internationale des Partis Communistes et Ouvriers et, bien sûr, par le camp des partisans de

l'impérialisme euro-atlantique. Ainsi, si la PMA et le PCFR accusent le KKE d'"anti-russisme", au même moment, l'"organe" journalistique informel de l'UE, euobserver, accuse le KKE de "pro-russisme" sur la base des votes effectués au Parlement européen³.

La vérité est donc que le KKE est fermement avec le camp de la classe ouvrière et des peuples et contre le camp des classes bourgeoises, leurs États et leurs gouvernements. C'est une chose que la PMA ne peut pas accepter. Par son existence, la PMA confirme ce que nous avons constaté dans un passé récent, à savoir que le mouvement communiste international est soumis à des pressions liées à des intérêts géopolitiques étatiques ⁴ qui sont étrangers aux principes idéologiques et politiques du mouvement communiste révolutionnaire.

Dans cette direction, non seulement un "anti-impérialisme" creux, mais aussi un "antifascisme" bidon et anodin est utilisé, qui détache le fascisme du capitalisme, la matrice qui lui donne naissance. Cette approche soutient l'utilisation prétexte d'un "antifascisme" par les classes bourgeoises pour servir leurs intérêts antipopulaires dans la guerre impérialiste en Ukraine.

Relations Internationales du CC du KKE, avril 2023



1 Résolution du Comité Central du KKE sur la guerre impérialiste en Ukraine

2 "Sur la lutte idéologique et politique lors de la 22ème Rencontre Internationale des Partis Communistes et l'« astuce » de l'« anti-russisme » et du « pro-russisme », Rizospastis 26-27/11/22 - <https://www.rizospastis.gr/story.do?id=11915448>

3 Les données du vote révèlent des députés européens favorables à la Russie au sein du Parlement européen - [https://euobserver.com/world/156762?](https://euobserver.com/world/156762?utm_source=euobs&utm_medium=email)

[utm_source=euobs&utm_medium=email](https://euobserver.com/world/156762?utm_source=euobs&utm_medium=email)

4 Documents du 20e Congrès du KKE. Thèses du Comité Central du KKE. 20/12/16



Le marxisme nous oblige
à tenir un compte des plus
exacts, objectivement vérifiable,
du rapport des classes et
des particularités concrètes
de chaque moment de l'histoire.

Lettres sur la tactique, Lénine, 1917